

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

27 octobre 2023

NOTE DE POLITIQUE GÉNÉRALE (*)**Énergie**

*Voir:***Doc 55 3649/ (2022/2023):**

001: Liste des notes de politique générale.

002 à 16: Notes de politique générale.

(*) Conformément à l'article 111 du Règlement.BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

27 oktober 2023

BELEIDSNOTA (*)**Energie**

*Zie:***Doc 55 3649/ (2022/2023):**

001: Lijst van Beleidsnota's.

002 tot 16: Beleidsnota's.

(*) Overeenkomstig artikel 111 van het Reglement.

10499

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant – Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

Introduction

Au cours des deux dernières années, l'Europe a été confrontée à la plus grave crise énergétique qu'elle ait connue depuis les années 1970. Cette crise a mis en évidence la vulnérabilité de notre système énergétique. La forte dépendance à l'égard des combustibles fossiles a rendu incertain l'approvisionnement suffisant en matières premières. Le sabotage de Nordstream a révélé la vulnérabilité de l'infrastructure énergétique. Dans le même temps, l'économie européenne a souffert des prix élevés et volatils sur les marchés internationaux. Diverses mesures ont été prises au niveau européen et belge pour faire face à la crise. Grâce aux mesures prises, la crise est devenue le catalyseur de la transition vers un système énergétique plus robuste et indépendant et un avenir plus durable avec 100 % d'énergie climatiquement neutre d'ici 2050.

Pour faire face à cette crise, une action coordonnée est cruciale. J'ai travaillé intensément avec mes collègues européens pour adopter des mesures européennes communes, notamment des réglementations d'urgence concernant la réduction de la consommation de gaz et d'électricité, des achats communs de gaz, la fixation d'un plafond sur le prix de gaz, le plafonnement des revenus réalisés par les unités de production électriques à faible coût de combustible et la perception d'une contribution de solidarité de la part du secteur pétrolier. Des accords ont également été conclus concernant le stockage du gaz. Des accords que mon administration et moi-même continuons à surveiller et à mettre en œuvre quotidiennement. En août, par exemple, l'obligation européenne de remplissage des stocks de gaz était déjà atteinte à 90 %, ce qui nous permet d'être mieux préparés pour l'hiver à venir. En 2024, nous restons engagés au niveau européen; la présidence belge est une excellente occasion de contribuer à l'élaboration de l'agenda.

Les mesures prises par le gouvernement fédéral se rapportent à trois thèmes: accélérer la transition énergétique, maintenir la facture à un niveau abordable et assurer la sécurité d'approvisionnement.

Les bases de l'accélération de la transition énergétique ont été posées par les décisions prises le 18 mars 2022, soit moins d'un mois après l'invasion russe de l'Ukraine. Un montant de plus de 1,1 milliard d'euros a été débloqué à cette occasion. Le gouvernement suit de près la mise en œuvre des différentes mesures.

L'un des fers de lance de la politique fédérale de transition énergétique en Belgique est la mer du Nord: elle accroît l'indépendance énergétique et nous fournit de l'électricité d'origine éolienne en mer. Notre pays est en excellente position pour le faire grâce à son rôle

Inleiding

Europa werd de afgelopen twee jaar geconfronteerd met de grootste energiecrisis sinds de jaren '70. Deze crisis legde de kwetsbaarheid van ons energiesysteem bloot. Door de grote afhankelijkheid van fossiele brandstoffen was het niet langer zeker of er voldoende grondstoffen zouden worden geleverd. De sabotage van Nordstream toonde de kwetsbaarheid aan van de energie-infrastructure. Tegelijk werd zichtbaar hoe de Europese economie leed onder de hoge en volatiele prijzen op de internationale markten. Zowel op Europees als op Belgisch niveau werden diverse maatregelen genomen om de crisis het hoofd te bieden. Dankzij de genomen maatregelen werd de crisis de katalysator voor de overgang naar een robuuster en onafhankelijker energiesysteem en een duurzamere toekomst met 100 % klimaatneutrale energie tegen 2050.

Voor de aanpak van de crisis was gecoördineerde actie op Europees niveau cruciaal. Ik heb met mijn Europese collega's intensief samengewerkt om gezamenlijke Europese maatregelen te nemen waaronder noodverordeningen rond het verlagen van het gas- en elektriciteitsverbruik, gezamenlijke aankopen van gas, het instellen van een plafond op de gasprijs, het aftoppen van de inkomsten van elektriciteitsproductie-eenheden met lage brandstofkosten en het innen van een solidariteitsbijdrage vanwege de aardolie-sector. Ook rond de opslag van gas werden afspraken gemaakt. Afspraken die mijn administratie en ik nog dagelijks opvolgen en uitvoeren. Zo werd reeds in augustus de Europese verplichting van de gasvoorraden tot 90 % bereikt, waardoor we beter voorbereid zijn voor de komende winters. In 2024 blijven we inzetten op het Europese niveau; het Belgisch voorzitterschap is een uitgelezen kans om mee de agenda te bepalen.

De maatregelen die de federale regering nam hebben betrekking op drie thema's: het versnellen van de energietransitie, de factuur betaalbaar houden en het garanderen van de bevoorradingszekerheid.

De basis in het versnellen van de energietransitie werd gelegd door de beslissingen genomen op 18 maart 2022, i.e. minder dan een maand na de Russische inval in Oekraïne. Er werd toen een bedrag vrijgemaakt van meer dan 1,1 miljard euro. De regering volgt de uitvoering van de diverse maatregelen nauwgezet op.

Eén van de speerpunten van het federale beleid om in België de energietransitie te realiseren vormt de Noordzee: het vergroot de energieonafhankelijkheid en voorziet ons van elektriciteit uit wind op zee. Ons land is daartoe uitstekend geplaatst dankzij de pioniersrol

de pionnier dans l'énergie éolienne offshore depuis deux décennies. La dernière année de la législature se poursuit par l'organisation de l'appel d'offres de la zone Princess Elisabeth.

Mais la mer du Nord n'offre pas seulement un énorme potentiel de production d'énergie renouvelable à un prix abordable dans la partie belge de la mer du Nord, mais aussi au-delà. J'étudie comment nous pouvons mieux organiser le développement d'une infrastructure de réseau en mer du Nord afin de rendre ce potentiel accessible plus rapidement et plus efficacement à tous les pays d'Europe. Nous sommes en train de faire de la mer du Nord la plus grande centrale d'énergie renouvelable d'Europe.

Il est donc nécessaire de renforcer la coopération en mer du Nord. Le 24 avril 2022, la Belgique a accueilli le deuxième sommet de la mer du Nord. Dans la déclaration d'Ostende qui a suivi, une coalition de neuf pays de la mer du Nord s'est engagée à faire de la mer du Nord la plus grande centrale électrique verte du monde. Les pays se sont engagés à poursuivre leurs efforts pour accélérer le déploiement des énergies renouvelables offshore et la connectivité. Au niveau européen, notre pays a également appelé à un examen approfondi de la conception actuelle du marché de l'électricité afin de l'adapter à un système dans lequel les énergies renouvelables jouent un rôle de plus en plus dominant et de renforcer la sécurité pour les consommateurs.

Le gouvernement fédéral a également défini une politique en matière d'hydrogène. L'hydrogène apporte une contribution importante à la transition énergétique et joue un rôle essentiel dans la décarbonisation de certaines industries et de certains secteurs de la mobilité où l'électrification directe n'est pas possible ou rentable. En outre, l'hydrogène est indispensable à la production et au stockage d'autres carburants renouvelables. En Belgique, nous sommes déjà des pionniers de la technologie de l'hydrogène et nous hébergeons l'un des réseaux d'hydrogène les plus développés au monde. Le gouvernement fédéral a adopté sa première vision et stratégie de l'hydrogène en octobre 2021. Par l'intermédiaire du RRF, des fonds importants ont été débloqués pour la réalisation de l'épine dorsale de l'hydrogène. En 2022, la stratégie a été affinée dans le contexte de la crise énergétique et pour tenir compte de l'évolution rapide du secteur. Cela a abouti à la loi fédérale sur l'hydrogène du 11 juillet 2023. Nous continuerons à travailler sur ce sujet en 2024 en désignant le gestionnaire du réseau d'hydrogène (HNO).

Afin d'accélérer la transition énergétique, le Fonds pour la transition énergétique s'est également avéré

die ons land sinds twee decennia vervult inzake wind op zee. Het laatste jaar van de legislatuur gaan we verder in het organiseren van de tender van de Prinses Elisabeth zone.

Maar de Noordzee biedt niet enkel een enorm potentieel voor betaalbare hernieuwbare energieproductie in het Belgische deel van de Noordzee maar ook daarbuiten. Ik onderzoek hoe we de ontwikkeling van een netwerkinfrastructuur in de Noordzee beter kunnen organiseren om dit potentieel sneller en efficiënter ter beschikking te stellen van alle landen binnen Europa. We maken van de Noordzee de grootste duurzame energiecentrale in Europa.

Daarom is het noodzakelijk de samenwerking in de Noordzee verder te versterken. Op 24 april 2022 was België gastland voor de tweede North Sea Summit. In de daaropvolgende Verklaring van Oostende verbond een Noordzeecoalitie van negen landen zich ertoe de Noordzee te ontwikkelen tot 's werelds grootste groene energiecentrale. De landen verbonden zich ertoe zich verder in te spannen om de uitrol van offshore hernieuwbare energiebronnen en connectiviteit te versnellen. Op Europees niveau pleitte ons land eveneens voor een grondige herziening van het bestaande market design voor de elektriciteitsmarkt, om dit in lijn te brengen met een systeem waarin hernieuwbare energiebronnen een steeds dominantere rol spelen en om meer zekerheid in te bouwen voor de consument.

De federale regering heeft ook een beleid uitgezet inzake waterstof. Waterstof biedt een belangrijke bijdrage in de energietransitie en speelt een essentiële rol in de decarbonisatie van specifieke industrieën en mobiliteitstakken waar directe elektrificatie niet haalbaar of rendabel is. Daarnaast is waterstof onontbeerlijk in de productie en opslag van andere hernieuwbare brandstoffen. We zijn in België reeds pioniers in waterstoftechnologie en herbergen één van de meest ontwikkelde waterstofnetwerken ter wereld. De federale regering heeft in oktober 2021 haar eerste waterstofvisie en -strategie aangenomen. Via het RRF werden aanzienlijke middelen vrijgemaakt voor de realisatie van de waterstofbackbone. In 2022 werd een verfijning van de strategie gerealiseerd in de context van de energiecrisis en om de snelle ontwikkelingen in de sector weer te geven. Dit resulteerde uiteindelijk in de federale waterstofwet van 11 juli 2023. We werken hieraan verder in 2024 door de aanduiding van de waterstof-netbeheerder (HNO).

Met het oog op het versnellen van de energietransitie is ook het Energietransitiefonds tot nu toe een zeer nuttig

être un outil très utile jusqu'à présent. Ce fonds soutient la recherche, le développement et l'innovation dans le cadre des compétences fédérales en matière d'énergie. Entre-temps, 105 projets innovants ont déjà été soutenus et suivis par le fonds.

Les mesures et les investissements en matière de transition énergétique profitent également à la sécurité d'approvisionnement énergétique.

La pierre angulaire de notre politique visant à garantir la sécurité d'approvisionnement est le mécanisme de rémunération de la capacité (CRM). Suite à l'étude Ad&Flex d'Elia de juin 2023, nous soumettrons une nouvelle amélioration au Parlement en 2024 en inscrivant une vente aux enchères Y-2 dans la loi.

Ce gouvernement a mis en place un monitoring de la sécurité d'approvisionnement en étroite concertation avec la Direction générale de l'énergie, la CREG et Elia. Ce monitoring contient des données régulièrement mises à jour sur les principaux paramètres de suivi de la sécurité d'approvisionnement.

Toujours dans le cadre de la sécurité d'approvisionnement, un accord contraignant a été conclu l'été dernier, après d'intenses discussions entre l'État belge et Engie, pour la prolongation de Doel 4 et Tihange 3 (Updated Heads of Terms du 29 juin 2023 et Framework Agreement du 21 juillet 2023). Cela suppose la mise en place de la voie dite flex-LTO afin que ces deux centrales nucléaires puissent redémarrer en novembre 2025.

L'accord apporte une certitude sur le coût des déchets nucléaires et, avec le mécanisme de compensation de la capacité, garantit l'approvisionnement en électricité de notre pays. En outre, l'accord assure le financement de la gestion des déchets nucléaires pour toutes les générations futures. Des négociations sont en cours pour développer l'accord (automne 2023). Début 2024, le gouvernement soumettra au Parlement un ensemble de projets de lois qui consacreront juridiquement l'accord.

La sécurité d'approvisionnement n'est pas seulement une question d'électricité, mais aussi d'autres vecteurs énergétiques tels que le gaz naturel, le pétrole et l'hydrogène. Nous devons donc mieux aligner, orienter et planifier les prévisions des futurs besoins énergétiques du pays avec l'ensemble des secteurs énergétiques. Une approche plus coordonnée et intégrée est donc nécessaire.

En outre, la sécurité physique et la cybersécurité des infrastructures énergétiques joue un rôle important dans la garantie d'une sécurité d'approvisionnement stable.

instrument gebleken. Het fonds ondersteunt onderzoek, ontwikkeling en innovatie in het kader van de federale energiebevoegdheden. Intussen worden reeds 105 innovatieve projecten ondersteund en opgevolgd door het fonds.

De maatregelen en investeringen in de energietransitie komen ook de energiebevoorradingszekerheid ten goede.

De hoeksteen van ons beleid om de bevoorradingszekerheid te garanderen is het capaciteitsremuneratie mechanisme (CRM). Naar aanleiding van de Ad&Flex studie van Elia van juni 2023, zullen we in 2024 aan het Parlement een verdere verfijning voorleggen door een Y-2 veiling in de wet in te schijven.

Deze regering heeft in nauw overleg met de Algemene Directie Energie, de CREG en Elia een monitoring van de bevoorradingszekerheid opgezet. Deze monitoring bevat regelmatig bijgewerkte gegevens over de belangrijkste parameters voor het bewaken van de bevoorradingszekerheid.

Eveneens in het kader van de bevoorradingszekerheid werden, na intensieve gesprekken tussen de Belgische staat en Engie, de voorbije zomer een bindend akkoord bereikt voor de verlenging van Doel 4 en Tihange 3 (Updated Heads of Terms van 29 juni 2023 en Framework Agreement van 21 juli 2023). Daarbij wordt uitgegaan van de zgn. flex-LTO piste zodat deze twee kerncentrales in november 2025 terug kunnen opstarten.

Het akkoord biedt zekerheid over de kost van het nucleaire afval en het garandeert, samen met het capaciteitsvergoedingsmechanisme, de elektriciteitsbevoorrading van ons land. Daarnaast verzekert het akkoord ook de financiering van het beheer van het nucleair afval voor alle toekomstige generaties. Er wordt onderhandeld over een verdere uitwerking van het akkoord (najaar 2023). En begin 2024 zal de regering aan het Parlement een pakket aan wetsontwerpen voorleggen die het akkoord wettelijk verankeren.

Bevoorradingszekerheid is niet enkel een kwestie van elektriciteit, maar ook van andere energiedragers zoals aardgas, aardolie en waterstof. Daarom moeten we de voorspellingen over de toekomstige energiebehoefte van het land beter op de energievectoren in hun geheel afstemmen, sturen en plannen. Een meer gecoördineerde en geïntegreerde aanpak dringt zich dan ook op.

Bijkomend spelen zowel de fysieke- als de cyberveiligheid van energie infrastructuur een belangrijke rol in het garanderen van een stabiele bevoorradingszekerheid.

Fin 2022, 33 entreprises, qui jouent un rôle important dans le système énergétique belge, ont été désignées comme “fournisseurs de services essentiels” en vertu de la loi NIS. Cette désignation signifie que ces entreprises doivent prendre des mesures pour protéger leur réseau et leurs systèmes d’information, et qu’elles sont également surveillées par mon administration dans ce domaine.

Afin d’atténuer l’impact économique de la crise énergétique, le gouvernement fédéral a pris des mesures de crise supplémentaires qui ont eu un impact direct sur la facture énergétique des ménages, des indépendants et des entreprises. Il s’agit notamment d’une réduction de la TVA sur l’électricité de 21 % à 6 %, ce qui nous a permis de prendre des mesures rapides et de grande envergure. En outre, les bénéficiaires d’une allocation soins de santé majorée se sont vus accorder un droit temporaire au tarif social pour le gaz et l’électricité jusqu’au 30 juin 2023. Plusieurs études, notamment de la Banque nationale¹ et de la CREG², ont montré que l’application du tarif social en Belgique constituait une protection très efficace contre les prix élevés et volatils de l’énergie pour les ménages en situation précaire.

En outre, nous avons entamé l’année 2022 avec le paiement d’une prime fédérale de chauffage de 100 euros par branchement électrique. Les derniers dossiers de bénéficiaires ont été notifiés aux fournisseurs le 28 février 2023 pour le paiement de la prime. Ensuite, une prime a également été octroyée à deux reprises qui a permis d’alléger directement les factures d’électricité et de gaz naturel des citoyens (ce que l’on appelle les “forfaits de base”). Les consommateurs qui avaient des contrats à prix variables pour l’électricité et le gaz pouvaient ainsi compter sur une aide allant jusqu’à 980 euros pour les mois d’hiver de novembre 2022 à mars 2023. Les ménages qui chauffent leur habitation principale avec des pellets en vrac ont reçu une prime nette de 250 euros pour compenser l’augmentation des coûts énergétiques. Pour les utilisateurs de mazout en vrac et de propane, un “chèque mazout” unique de 300 euros par adresse a été offert. En outre, toute personne ayant droit au tarif social a reçu automatiquement un montant forfaitaire unique de 80 euros. En outre, le Fonds social de l’énergie pour l’électricité et le gaz a également reçu des fonds supplémentaires pendant la crise énergétique afin d’aider les citoyens les plus vulnérables par le biais du CPAS.

Eind 2022 werden in het kader van de NIS-wet 33 bedrijven, die een belangrijke rol spelen in het Belgisch energiesysteem, aangewezen als zogenoemde “aanbieders van essentiële diensten”. Deze aanwijzing betekent dat deze bedrijven maatregelen moeten nemen om hun netwerk- en informatiesystemen te beschermen, en dat zij ook op dit gebied worden opgevolgd door mijn administratie.

Om de economische impact van de energiecrisis te verlichten, nam de federale regering bijkomende crisismaatregelen die een rechtstreekse impact hadden op de energiefactuur van gezinnen, zelfstandigen en bedrijven. Zo kwam er een verlaging van de btw op elektriciteit van 21 % naar 6 % waarmee we snel en breed konden ingrijpen. Daarnaast kreeg wie recht heeft op een verhoogde tegemoetkoming voor gezondheidszorg een tijdelijk recht op het sociaal tarief voor gas en elektriciteit tot 30 juni 2023. Verschillende studies van onder andere de Nationale Bank¹ en de CREG² toonden dat de toepassing van het sociaal tarief in België een zeer effectieve bescherming tegen de hoge en volatiele energieprijzen was van de gezinnen in een kwetsbare situatie.

Bovendien zijn we het jaar 2022 gestart met de uitkering van een federale verwarmingspremie van 100 euro per elektriciteitsaansluiting. De laatste dossiers met rechthebbenden werden op 28 februari 2023 aan de leveranciers meegedeeld voor de betaling van de premie. Daarna werd tot tweemaal toen een premie toegekend die rechtstreeks de elektriciteits- en aardgasfactuur van burgers verlichtte (zgn. “basispakketten”). Consumenten met een contract met variabele prijs hadden voor elektriciteit en gas, konden daarmee rekenen op tot 980euro steun voor de wintermaanden van november 2022 tot en met maart 2023. Huishoudens die hun hoofdwooning verwarmen met pellets in bulk, kregen een premie van 250 euro netto ter compensatie van de gestegen energiekosten. Voor gebruikers van stookolie (mazout) en propaan in bulk werd een eenmalige “stookoliecheque” van 300 euro per adres aangeboden. Daarbovenop kreeg iedereen die recht had op het sociaal tarief automatisch een eenmalig forfait van 80 euro. Bijkomend werd ook het sociaal energiefonds elektriciteit en gas tijdens de energiecrisis extra gespijsd om de meest kwetsbare burgers bij te staan via het OCMW. Ook de toelage via het Sociaal Verwarmingsfonds en het aantal in aanmerking

¹ Huishoudens sparen een groot stuk van de energiesteun | nbb.be

² A European comparison of electricity and natural gas prices for residential, small professional and large industrial consumers - 2023 | CREG : Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas

¹ Huishoudens sparen een groot stuk van de energiesteun | nbb.be

² A European comparison of electricity and natural gas prices for residential, small professional and large industrial consumers - 2023 | CREG : Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas

L'allocation du Fonds social de chauffage et le nombre de litres éligibles ont également été augmentés afin de garantir une maison chaude à tous les citoyens.

Le gouvernement fédéral a ainsi tenu sa promesse de prendre les mesures nécessaires pour rendre les factures d'énergie plus abordables pour les citoyens. Le gouvernement fédéral a alloué au total pas moins de 9,1 milliards d'euros à cette fin; il s'agit d'un effort sans précédent mais très nécessaire qui a contribué à soutenir l'économie de notre pays.

L'invasion russe de l'Ukraine a jeté un éclairage différent sur les défis auxquels nous sommes confrontés en tant que société; elle leur a donné une dimension supplémentaire.

La crise énergétique a poussé chacun à se dépasser: qui aurait cru, il y a deux ans, que l'Europe pourrait passer l'hiver à court terme avec 80 % de gaz naturel russe en moins? Qui aurait pu prédire que l'Union européenne, sur notre proposition, trouverait un accord pour écrémer les surprofits et plafonner les prix du gaz? Qui aurait pu imaginer que nous, avec tous les Belges, économiserions 10 % d'électricité et 15 % de gaz naturel entre novembre 2022 et mars 2023?

La transition énergétique n'est plus seulement une question d'objectifs climatiques, mais aussi de sécurité énergétique et même de sécurité nationale. Il est plus urgent que jamais de mettre fin à notre dépendance aux combustibles fossiles et de reprendre notre énergie en main.

Nous nous engageons pleinement à ce que la Belgique dispose de son propre approvisionnement en énergie durable et de l'infrastructure qui l'accompagne. Chaque décision que nous prenons aujourd'hui aura un impact direct sur la manière dont nous nous approvisionnons en énergie à l'avenir. C'est également ainsi que je poursuivrai ma politique au cours de la dernière année de cette législature.

1. Transition énergétique & énergie durable

1.1. Éolien en mer

L'un des leviers essentiels pour rendre la production énergétique belge plus durable est notre expertise en matière d'énergie offshore. La Mer du Nord offre un énorme potentiel de production d'énergie renouvelable à un prix abordable, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la partie belge de la Mer du Nord.

komende liters werden opgetrokken om een warm thuis voor alle burgers te waarborgen.

Op deze manier maakte de federale regering haar belofte waar om de nodige maatregelen te treffen inzake de betaalbaarheid van de energiefactuur van burgers. De federale regering trok hiervoor in totaal maar liefst 9,1 miljard euro uit; dit is een ongeziene maar broodnodige inspanning die mede de economie van ons land heeft ondersteund.

De Russische inval in Oekraïne heeft de uitdagingen waarvoor we als samenleving staan in een ander daglicht gebracht; het heeft er een dimensie aan toegevoegd.

De energiecrisis heeft iedereen boven zichzelf doen uitstijgen: wie had twee jaar geleden geloofd dat Europa op korte termijn de winter kon doorkomen met 80 % minder Russisch aardgas? Wie had kunnen voorspellen dat de Europese Unie – op ons voorstel – een akkoord zou kunnen vinden op het afkomen van de overwinsten en het instellen van een plafond op de gasprijs? Wie had kunnen denken dat we samen met alle Belgen tussen november 2022 en maart 2023 10 % elektriciteit en 15 % aardgas zouden besparen?

De energietransitie gaat niet meer enkel over het verwezenlijken van de klimaatdoelstellingen, maar ook over energiezekerheid en zelfs nationale veiligheid. Het is urgenter dan ooit om onze afhankelijkheid van fossiele brandstoffen af te bouwen en energie opnieuw in eigen handen te nemen.

We zetten volop in op een eigen duurzame energievoorziening en bijhorende infrastructuur in België. Elke beslissing die we nu nemen heeft een directe impact op de manier waarop we ons in de toekomst van energie zullen voorzien. Dit is ook hoe ik mijn beleid in het laatste jaar van deze legislatuur ga verderzetten.

1. Energietransitie & hernieuwbare energie

1.1. Windenergie op zee

Eén van de essentiële hefboomen om de Belgische energieproductie te verduurzamen is onze expertise in offshore energie. De Noordzee biedt een enorm potentieel voor betaalbare hernieuwbare energieproductie, zowel binnen als buiten het Belgische deel van de Noordzee.

Le gouvernement fédéral accélère donc encore plus ses efforts de production d'énergie renouvelable en mer, comme convenu le 18 mars 2022. L'objectif est d'installer 8 GW de capacité de l'électricité renouvelable à partir de la partie belge de la Mer du Nord d'ici 2040 au plus tard. D'autres technologies peuvent également contribuer à la réalisation de cet objectif. Il s'agit d'un objectif ambitieux, mais qui offre également des opportunités tangibles pour atteindre nos objectifs climatiques, rendre l'économie climatiquement neutre et maintenir l'électricité à un prix abordable pour nos entreprises et nos familles. En ce qui concerne une zone supplémentaire pour le développement de l'énergie offshore, une étude a été réalisée par les services compétents, en consultant les différents acteurs. Parallèlement, une étude a été réalisée par un bureau d'études indépendant. La conclusion de ces deux études était similaire, à savoir qu'une zone énergétique supplémentaire aurait un impact majeur sur les nombreuses autres activités et sur l'environnement marin. Des discussions sont en cours au sein du gouvernement sur la manière dont je peux, avec le ministre de la mer du Nord, augmenter encore la capacité

Mes services et nos partenaires prennent actuellement les initiatives nécessaires pour que les premières éoliennes de la zone Princesse Elisabeth soient opérationnelles d'ici 2028. Des études sont également menées pour les zones existantes afin d'augmenter la production d'électricité renouvelable par le biais du repowering.

La construction effective de la première île énergétique artificielle débutera dans les prochains mois. Cela place la Belgique au premier rang mondial en termes d'innovation, ce qui est également reconnu par d'autres pays européens. L'île Princesse Elisabeth deviendra un maillon indispensable du futur réseau énergétique de la Mer du Nord. Après l'achèvement, en 2023, d'un projet participatif relatif à la conception de l'île tenant compte de la nature, je mobilise les ressources nécessaires pour veiller à ce que la conception de l'île réduise les impacts sur l'environnement marin et favorise la biodiversité locale.

Cette approche garantit une utilisation efficace de l'infrastructure. Des mesures importantes ont déjà été prises pour commercialiser les concessions dans la zone Princesse Elisabeth (ZPE). Les principes de l'appel d'offres ont été décidé au sein du gouvernement fédéral en juillet 2023 et seront élaborés davantage dans un arrêté royal. Une fois que l'Arrêté Royal aura satisfait aux exigences formelles et aura été approuvé, nous passerons à la mise en œuvre concrète des règles de fonctionnement de l'appel d'offres.

De federale regering zet daarom verder versneld in op de productie van hernieuwbare energie op zee zoals overeengekomen op 18 maart 2022. Het doel is om tegen 2040 8 GW aan hernieuwbare capaciteit te installeren in het Belgische deel van de Noordzee. Ook andere technologieën kunnen helpen in het bereiken van deze doelstelling. Dit is een ambitieus doel, maar biedt ook tastbare kansen om onze klimaatdoelen te halen, de economie klimaatneutraal te maken en elektriciteit betaalbaar te houden voor onze bedrijven en gezinnen. Wat betreft een bijkomende zone voor de ontwikkeling van offshore energie werd een onderzoek gedaan door de bevoegde diensten, waarbij de verschillende actoren geraadpleegd werden. Tegelijk werd een studie gedaan door een onafhankelijk studiebureau. De conclusie van deze twee onderzoeken was gelijklopend; een bijkomende energiezone zou namelijk een grote impact hebben op zowel de talrijke andere activiteiten als op het mariene milieu. De besprekingen in de regering lopen over hoe ik samen met de minister van Noordzee de offshore capaciteit verder kan verhogen tegen 2040 tot 8 GW'.

Mijn diensten en onze partners nemen momenteel de nodige initiatieven om ervoor te zorgen dat de eerste windmolens in de Prinses Elisabeth-zone operationeel zullen zijn in 2028. Ook voor de bestaande zones worden studies uitgevoerd om de productie van hernieuwbare elektriciteit te verhogen door repowering.

In de komende maanden zal de effectieve bouw van het eerste artificiële energie-eiland beginnen. België staat hiermee aan de top van de wereld op het vlak van innovatie, wat ook zo erkend wordt door andere Europese landen. Het Prinses Elisabeth eiland zal een onmisbare schakel worden in het Noordzee energienetwerk van de toekomst. Nadat in 2023 een participatief project in verband met natuur-inclusief design van het eiland werd afgerond, maak ik de nodige middelen vrij om ervoor te zorgen dat bij het ontwerp van het eiland de impact op het zeemilieu wordt beperkt en de plaatselijke biodiversiteit wordt bevorderd.

Deze aanpak zorgt voor een efficiënt gebruik van de infrastructuur. Er zijn reeds belangrijke stappen gezet om de concessies in de Prinses Elisabeth-zone (PEZ) in de markt te brengen. De principes van de offshore tender zijn beslist door de federale regering in mei 2023 en worden verder uitgewerkt in een Koninklijk Besluit dat zal gepubliceerd worden vóór de zomer 2024. Eens het Koninklijk Besluit de formele vormvereisten heeft doorlopen en zal zijn goedgekeurd, zal er overgegaan worden naar de concrete implementatie van de werkingsregels van de tender.

Sur la base d'une consultation du marché, le choix s'est porté sur un two-sided contract for difference. Dans le cadre de ce régime de stabilisation, le gouvernement soutient les parcs éoliens si le prix de référence pour l'électricité tombe en dessous du prix d'exercice ou du strike price. Si le prix de l'électricité est supérieur au prix d'exercice, les parcs éoliens remboursent la différence au gouvernement. De cette manière, le risque financier de ces investissements indispensables est équilibré et des mesures incitatives sont en place pour rendre l'électricité produite en mer aussi abordable que possible pour les consommateurs. Outre le régime de soutien, il existe deux critères de sélection essentiels. La plupart des points à attribuer concernent le strike price, et les points restants seront attribués aux projets qui prévoient la participation citoyenne. La transition énergétique exige beaucoup de nos citoyens, mais en renforçant et en encourageant la participation citoyenne, nous rendons les citoyens copropriétaires des parcs éoliens, ce qui leur permet de partager la prospérité générée en mer du Nord. En procédant à cette sélection, nous encourageons une répartition plus équitable des joies et des charges de la transition énergétique et d'ancrer localement une partie de la propriété des parcs éoliens, contribuant ainsi à l'amélioration de la qualité de vie des citoyens.

Pour rendre possible le nouvel appel d'offres, une modification de la loi Électricité a déjà été prévue afin d'étendre la période de subvention maximale autorisée à 20 ans. Nous assurons ainsi la stabilité financière des parcs éoliens et des citoyens participants pendant une période suffisamment longue. En outre, elle crée une base juridique pour le traitement et la gestion des données à caractère personnel, prévoit une modification des modalités de paiement et des flux de financement sous-jacents du régime de soutien et crée une base légale pour le pouvoir de sanction de la CREG, le régulateur fédéral de l'énergie. Ce projet de loi a déjà été approuvé par le Conseil des ministres et les avis nécessaires ont été demandés. Outre l'amendement législatif, un certain nombre d'arrêtés royaux et ministériels doivent également être décrétés. J'ai signé l'arrêté ministériel relatif au "Grid Design" avant l'été. L'arrêté ministériel "Parcelles" ne peut être décrété qu'après l'achèvement des études préliminaires, car cet arrêté reprend tous les résultats de ces études. Les résultats déjà disponibles ont été partagés avec les parties prenantes par le biais d'une base de données numérique disponible sur le site web de la direction générale Énergie.

De cette manière, le régime de stabilisation et les principes de l'appel d'offres seront intégrés dans un cadre juridique tourné vers l'avenir qui offre des garanties suffisantes aux développeurs de projets et aux citoyens participants tout en assurant un rendement et

Op basis van een marktconsultatie werd gekozen voor een two-sided contract for difference. Bij dit stabiliseringsmechanisme ondersteunt de overheid de windparken als de referentieprij voor elektriciteit zou zakken onder de uitoefenprijs of strike price. Wanneer de elektriciteitsprijs hoger is dan de uitoefenprijs, dan betalen de windturbineparken het verschil terug aan de overheid. Op deze manier is het financiële risico van deze broodnodige investeringen gebalanceerd en zijn er prikkels om de elektriciteit die wordt geproduceerd op zee zo betaalbaar mogelijk te maken voor de consument. Naast het steunregime zijn er twee essentiële selectiecriteria. Het grootste deel van het toe te wijzen aantal punten staat op de strike price en de resterende punten zullen toegewezen worden aan de mate waarin burgers betrokken worden. De energietransitie vraagt veel van onze burgers, maar door burgerparticipatie te versterken en aan te moedigen laten we de mogelijkheid voor burgers om mee eigenaar te worden van de windturbineparken, waardoor ze ook kunnen delen in de welvaart die wordt gegenereerd op de Noordzee. Door mee hierop te selecteren moedigen we een eerlijkere verdeling van de lusten en de lasten van de energietransitie verder aan en verankeren we lokaal een deel van het eigenaarschap van de windturbineparken, wat bijdraagt aan onze strategische energiezekerheid.

Om de nieuwe tender mogelijk te maken is reeds voorzien in een wijziging van de Elektriciteitswet om de maximaal toegelaten subsidietermijn te verlengen tot twintig jaar. Op die manier voorzien we voldoende lang financiële stabiliteit aan de windparken en participerende burgers. Daarnaast wordt een wettelijke basis gecreëerd voor het verwerken en beheren van persoonsgegevens, wordt voorzien in een wijziging van de betalingsmodaliteiten en achterliggende financieringsstromen van het steunregime en wordt een wettelijke basis gecreëerd voor de sanctiebevoegdheid van de federale energieregulator CREG. Dit wetsontwerp werd reeds goedgekeurd door de Ministerraad en de nodige adviezen werden opgevraagd. Naast de wetswijziging moeten er ook een aantal Koninklijke en ministeriële besluiten worden uitgevaardigd. Het ministerieel besluit rond het "Grid Design" werd intussen ondertekend. Het ministerieel besluit "Kavels" kan pas worden uitgevaardigd na het afronden van de voorstudies, want dit besluit herneemt alle resultaten van deze studies. De reeds beschikbare resultaten worden gedeeld met de belanghebbenden via een digitale databank die te vinden is op de website van de Algemene Directie Energie.

Het stabiliseringsmechanisme en de tenderprincipes worden op die manier ingepast in een toekomstgericht juridisch kader dat de projectontwikkelaars en deelnemende burgers voldoende garanties biedt en tegelijkertijd zorgt voor kwalitatief hoogstaande prestaties en

une accessibilité de haute qualité des énergies renouvelables, au coût le plus bas possible pour la société.

Non seulement la Mer du Nord est utilisée pour la production d'énergie éolienne en mer, mais la conservation et l'amélioration de la biodiversité marine est une priorité absolue pour ce gouvernement. C'est pourquoi les importantes études EDEN2000, qui examinent l'impact positif et négatif de l'éolien offshore sur les sites Natura 2000, ont déjà été achevées et communiquées.

Les développements réussis dans la zone Princesse Elisabeth sont essentiels pour l'avenir durable de la Belgique, mais cela ne s'arrête pas là. Il y a trois chantiers concrets sur lesquels mes services et moi-même continuerons à travailler d'arrache-pied au cours de l'année à venir.

Premièrement, nous étudions la possibilité de repowering, et donc d'optimisation, de certains des parcs éoliens existants de l'Est. Dans ce contexte, une étude de repowering a été lancée. Il s'agit d'étudier comment nous pouvons produire plus d'énergie renouvelable dans cette zone avec une baisse minimale de la production d'énergie pendant la conversion.

Bien que tous les parcs éoliens soient opérationnels depuis 2020, la date de démarrage de chaque concession varie considérablement. La première concession a été accordée à C-Power en 2008 et la dernière à Seastar et Mermaid en 2019. C'est cette histoire qui rend le repowering complexe, car chaque concession a une date de fin différente, des options de prolongation de la durée de vie différentes, des concessionnaires différents, technologies différentes et des connexions différentes avec le continent. Il existe également de solides défis juridiques, mais nous n'évitons pas ces complexités et nous continuerons à y travailler.

Un deuxième chantier est le renforcement des interconnexions avec les autres pays de la Mer du Nord. Par exemple, nous étudions la possibilité d'importer de l'énergie renouvelable d'autres pays via des câbles sous-marins et d'exporter la nôtre. Le gestionnaire du réseau Elia a réalisé une analyse coûts-avantages sur la faisabilité d'une deuxième interconnexion avec le Royaume-Uni, Nautilus, et d'une connexion avec la future île énergétique danoise en mer du Nord, la liaison Triton. En marge du sommet de la mer du Nord du 24 avril 2023, la Belgique a signé une déclaration avec le Danemark, l'Allemagne et les Pays-Bas pour accélérer conjointement la construction du réseau offshore en mer du Nord. Outre le développement de nos propres projets d'interconnexion, nous continuons à

toegankelijkheid tot de hernieuwbare energie, tegen een zo laag mogelijke kost voor de samenleving.

De Noordzee wordt niet alleen gebruikt voor de productie van wind op zee, het behoud en de versterking van de biodiversiteit op zee is een absolute prioriteit voor deze regering. Daarom werden ook de belangrijke EDEN2000-studies, die zowel de positieve als negatieve impact van offshore wind op Natura 2000 gebieden onderzoekt, reeds afgerond en gecommuniceerd.

De succesvolle ontwikkelingen in de Prinses Elisabeth Zone zijn essentieel voor de duurzame toekomst van België, maar ook daar stopt het niet. Er zijn drie concrete werven waar ik samen met mijn diensten het komende jaar verder hard aan zal werken.

Ten eerste onderzoeken we de mogelijkheid om enkele van de bestaande oostelijke windparken te repoweren en dus te optimaliseren. In deze context werd er een studie repowering uitgeschreven. Daarbij wordt onderzocht hoe we meer hernieuwbare energie kunnen produceren in deze zone met een minimale terugval aan energieproductie tijdens de ombouw.

Hoewel alle windparken sinds 2020 operationeel zijn, verschilt de startdatum per concessie sterk. De eerste concessie werd in 2008 aan C-Power verleend en de laatste aan Seastar en Mermaid in 2019. Het is deze geschiedenis die repowering complex maakt aangezien elke concessie een verschillende einddatum heeft, verschillende opties voor verlenging van de levensduur, verschillende concessiehouders, verschillende technologieën en verschillende verbindingen met het vaste land. Ook juridisch zijn er stevige uitdagingen, maar we gaan deze complexiteit niet uit de weg en zullen hierop verder blijven werken.

Een tweede werf is het versterken van de interconnecties met andere Noordzeelanden. Zo onderzoeken we de mogelijkheid om via onderzeese kabels hernieuwbare energie uit andere landen te importeren en de onze te exporteren. Netbeheerder Elia heeft een kosten-baten-analyse uitgevoerd met betrekking tot de haalbaarheid van een tweede interconnectie met het Verenigd Koninkrijk, Nautilus, en een verbinding met het toekomstige Deense energie-eiland in de Noordzee, de Triton-link. In de rand van de Noordzeetop van 24 april 2023 heeft België een verklaring ondertekend met Denemarken, Duitsland en Nederland om de aanleg van het offshore-netwerk in de Noordzee gezamenlijk te versnellen. Naast de uitwerking van onze eigen interconnectieprojecten blijven we pleiten voor een meer gecoördineerde planning van

plaider en faveur d'une planification mieux coordonnée des infrastructures énergétiques offshore et des interconnexions transfrontalières.

Troisièmement, nous voulons continuer à mettre la Mer du Nord sur la carte en tant que centrale énergétique durable de l'Europe au-delà de 2030, 2040 et 2050. Les défis sont importants, mais notre expertise et notre rôle de leader européen le sont tout autant. Dans la politique internationale et nationale, nous nous engageons à affiner les objectifs énergétiques d'ici à 2050. Nous travaillons, avec les autres pays de la mer du Nord, sur un plan global d'infrastructures et encourageons de manière proactive les autres mers européennes à faire de même. Elles formeront ainsi les éléments constitutifs du futur système énergétique durable, sûr et abordable. Nous avons des objectifs ambitieux, mais nous devons également mettre en place les chaînes de valeur, les compétences et le financement nécessaires pour les atteindre. Il est donc essentiel de passer à une échelle et à une vitesse suffisante pour le développement de l'éolien en Mer du Nord. À cette fin, nous continuerons à nous engager auprès de l'industrie et à l'encourager à placer l'industrie éolienne européenne sur la carte mondiale. La transition énergétique exige le déploiement de l'éolien en mer attrayant pour les investisseurs, les travailleurs et le consommateur final. Les défis sont considérables, mais les coûts que nous aurons à supporter si nous ne faisons rien sont encore bien plus importants.

1.2. **Hydrogène**

Avec la première vision et stratégie fédérale sur l'hydrogène en octobre 2021, la Belgique s'est placée sur la carte internationale en tant que hot spot pour le développement de l'hydrogène en tant que nouveau vecteur dans le futur système énergétique. Cela sera nécessaire pour atteindre notre objectif d'un système énergétique durable, fiable et abordable d'ici 2050 au plus tard.

En 2022, la stratégie a été mise à jour dans le contexte de la crise énergétique actuelle et pour mettre l'accent sur les évolutions rapides du secteur. Le cœur de la vision reste inchangé et repose toujours sur les 4 piliers:

- Positionner la Belgique en tant que hub d'import et de transit pour les molécules renouvelables en Europe.
- Renforcer le leadership belge dans les technologies de l'hydrogène
- Établir un marché de l'hydrogène robuste
- La collaboration comme facteur clé de succès

offshore energie-infrastructuur en interconnecties over de landsgrenzen heen.

Ten derde willen we ook na 2030, 2040 en 2050 de Noordzee op de kaart blijven zetten als dé duurzame energiecentrale van Europa. De uitdagingen zijn groot, maar onze expertise en Europese leidersrol zijn dat ook. In het internationale en nationale beleid zetten we in op het verfijnen van de energiedoelstellingen tussen nu en 2050. We werken, samen met de andere Noordzeelanden, aan een infrastructuur masterplan en moedigen de andere Europese zeeën proactief aan om hetzelfde te doen. Op die manier vormen deze de bouwstenen van het duurzame, veilige en betaalbare energiesysteem van de toekomst. We hebben ambitieuze targets, maar moeten ook voorzien in de nodige waardeketens, vaardigheden en financiering om ze te realiseren. Daarom is het essentieel om naar een voldoende grote schaal en snelheid te gaan inzake de uitbouw van wind op de Noordzee. We blijven hiervoor in gesprek gaan met de industrie en zullen ze blijven aanmoedigen om de Europese windindustrie wereldwijd op de kaart te zetten. De uitrol van wind op zee moeten we aantrekkelijk maken voor zowel investeerders, werknemers alsook de uiteindelijke consument. De uitdagingen zijn groot, maar de kosten als we niets doen nog vele malen groter.

1.2. **Waterstof**

Met de eerste federale waterstofvisie en -strategie van oktober 2021 heeft België zich internationaal op de kaart gezet als hot-spot voor de ontwikkeling van waterstof als nieuwe vector in het toekomstig energiesysteem. Dit zal nodig zijn om ons doel van een duurzaam, betrouwbaar en betaalbaar energiesysteem te realiseren ten laatste tegen 2050.

In 2022 werd de strategie geactualiseerd in de context van de huidige energiecrisis en om de snelle ontwikkelingen in de sector kracht bij te zetten. De kern van de visie blijft ongewijzigd en is nog steeds opgebouwd rond de 4 pijlers:

- België positioneren als draaischijf voor de invoer en doorvoer van hernieuwbare moleculen in Europa
- Het Belgisch leiderschap in waterstoftechnologieën versterken
- Een robuuste waterstofmarkt in het leven roepen
- Samenwerking als belangrijke succesfactor

La révision de 2022 a affiné la stratégie d'importation et des pistes concrètes pour l'approvisionnement en hydrogène ont été incluses. La route de la mer du Nord s'inscrit dans la poursuite du développement de la mer du Nord en tant que centrale énergétique durable, en coopération avec nos pays partenaires autour de la mer du Nord. À plus long terme, la route du Sud nous reliera au réseau européen et, par extension, à des régions telles que la péninsule ibérique et l'Afrique du Nord, qui présentent des conditions météorologiques très favorables à la production d'hydrogène renouvelable. La route maritime est complémentaire et donne accès au marché mondial de l'hydrogène, et en particulier des dérivés de l'hydrogène.

Des initiatives ont été prises sur les différents fronts en 2023 pour mettre la vision en pratique.

Le premier appel à projets Clean Hydrogen for Clean Industry a été clôturé: 6 projets ont été sélectionnés pour un montant total de euros 30.011.419,9. Un deuxième appel sera lancé en même temps que le H2 Import Call à l'automne 2023. En outre, le gouvernement investit dans le VKHyLab, une installation d'essai pour la mise à l'échelle des technologies de l'hydrogène.

Les contacts avec divers pays partenaires ont été renforcés et de nouvelles collaborations ont été testées. Entre autres, la coopération avec le Sultanat d'Oman s'est concrétisée par un projet pilote sur la certification de d'ammoniac renouvelable, en vue de son exportation vers l'Europe. L'opérationnalisation d'un système de certification est une condition importante pour permettre le développement des nouveaux projets de production de molécules renouvelables hors Europe et pour ouvrir de nouvelles voies d'importation.

Pour nous positionner en tant que hub d'import et d'export, nous avons tout d'abord besoin d'une infrastructure appropriée et d'un cadre réglementaire qui rende cette infrastructure accessible à tous à des conditions transparentes et non discriminatoires. Il s'agit en outre des conditions de base d'un marché qui fonctionne bien. Outre les 95 millions déjà prévus dans le Plan belge de Reprise et de Résilience pour la construction de la première phase de la dorsale hydrogène d'ici 2026, nous prévoyons 250 millions supplémentaires pour la poursuite du développement du réseau dans les clusters industriels d'Anvers, Gand, Mons, Charleroi et Liège, et pour la réalisation de la connexion au réseau allemand d'ici 2028. En outre, un budget de 10 millions d'euros est également prévu pour un appel à projets concernant le développement d'une infrastructure d'importation pour l'hydrogène ou les dérivés de l'hydrogène.

De herziening van 2022 heeft de importstrategie verscherpt en er werden concrete pistes opgenomen voor de bevoorrading van waterstof. De Noordzeeroute kadert in de verdere ontwikkeling van de Noordzee als duurzame energiecentrale in samenwerking met onze partnerlanden rondom de Noordzee. De zuidelijke route zal ons op langere termijn verbinden met het Europese net en bij uitbreiding met regio's als het Iberisch schiereiland en Noord-Afrika die zeer gunstige meteorologische omstandigheden hebben voor de productie van hernieuwbare waterstof. De scheepvaartroute is hieraan complementair en geeft toegang tot de wereldmarkt voor waterstof, en in het bijzonder waterstofderivaten.

In 2023 werden er op verschillende fronten initiatieven genomen om de visie en strategie in praktijk te brengen.

De eerste projectoproep Clean Hydrogen for Clean Industry werd afgerond: 6 projecten werden geselecteerd voor een totaalbedrag van euro 30.011.419,9. Een tweede oproep zal samen met de H2 Import Call worden gelanceerd in het najaar van 2023. Daarnaast investeerde de overheid ook in VKHyLab, een testfaciliteit voor het opschalen van waterstoftechnologieën.

Contacten met verschillende partnerlanden werden aangehouden en nieuwe samenwerkingen afgetoetst. Zo werd onder andere de samenwerking met Oman verder geconcretiseerd in een pilootproject rond de certificering van hernieuwbare ammoniak voor de export naar Europa, een belangrijke voorwaarde om tot investeringsbeslissingen te komen en nieuwe invoerroutes voor waterstof en waterstofderivaten te openen.

Om ons te kunnen positioneren als draaischijf hebben we in de eerste plaats nood aan geschikte infrastructuur en een regulerend kader om deze infrastructuur voor iedereen toegankelijk te maken aan transparante en niet discriminerende voorwaarden. Dat zijn bovendien ook de basisvoorwaarden voor een goed functionerende markt. Naast de 95 miljoen die reeds in het Belgische Plan voor herstel en Veerkracht werd voorzien voor de bouw van de eerste fase van de waterstofbackbone tegen 2026, voorzien we bijkomend 250 miljoen voor de verdere uitbouw van het netwerk in de industriële clusters van Antwerpen, Gent, Mons, Charleroi en Luik, en om de verbinding met het Duitse net te realiseren tegen 2028. Aanvullend wordt ook een budget van 10 miljoen voorzien voor een projectoproep voor de ontwikkeling van importinfrastructuur voor waterstof of waterstofderivaten.

Le 25 juillet 2023, la loi relative au transport d'hydrogène par canalisations a été publiée au *Moniteur belge*. Cette "loi hydrogène" introduit un cadre pour le développement et la gestion des installations de transport d'hydrogène sur le territoire belge. À cette fin, elle réforme le cadre spécifique des autorisations de transport d'hydrogène, en réservant le droit de construire et de gérer des canalisations de transport d'hydrogène en Belgique à un opérateur de réseau de transport d'hydrogène unique (à l'exception des réseaux de transport d'hydrogène déjà existants). La loi hydrogène prescrit comment ce gestionnaire de réseau de transport d'hydrogène sera désigné et quelles seront ses tâches. Il sera notamment responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un plan de développement du réseau et devra garantir l'accès au réseau à tous les acteurs du marché à des conditions non discriminatoires et à des tarifs réglementés. Les compétences de la CREG ont été étendues pour y veiller. Après consultation du secteur et des gestionnaires de réseau de transport d'hydrogène de nos pays voisins, le gestionnaire de réseau de transport d'hydrogène soumettra également une norme de qualité du gaz pour l'hydrogène dans son réseau. Nous offrons ainsi aux acteurs du marché la certitude, la transparence et une perspective à long terme, ce qui est absolument nécessaire dans un marché naissant.

Le cadre belge est déjà bien avancé à cet égard, et un cadre similaire est également en cours d'élaboration au niveau européen. Toutefois, le développement du marché se limite encore trop souvent à des annonces. Tant à l'intérieur de nos frontières nationales qu'au niveau international, nous redoublons donc d'efforts pour éliminer les obstacles. Un cadre clair et transparent pour la certification de l'hydrogène durable est l'un d'entre eux, mais d'autres normes de qualité et de technologie sont également très importantes sur un marché mondial. Pour soutenir nos atouts en tant que centre de l'hydrogène, nous intensifierons encore notre contribution aux groupes de travail internationaux.

Enfin, nous suivons de près l'évolution de la European Hydrogen Bank. Un soutien à l'utilisation de l'hydrogène renouvelable semble requis pour accélérer le développement du marché. Nous portons une attention particulière à l'élaboration de critères stricts de durabilité dans la mise en place de tels mécanismes de soutien pour l'importation de molécules renouvelables vers l'Europe, notamment en termes de droits humains, droits des travailleurs, accès à l'eau ou utilisation des sols. Le financement de soutiens opérationnels pour la consommation de molécules renouvelable relève toutefois de la compétence des autorités régionales.

Op 25 juli 2023 werd de wet betreffende het vervoer van waterstof door middel van leidingen gepubliceerd in het *Belgisch staatsblad*. Deze "waterstofwet" voert een kader in voor de ontwikkeling en het beheer van waterstofvervoersinstallaties op Belgisch grondgebied. Hiervoor wordt het specifieke kader voor waterstofvervoersvergunningen hervormd, waarbij het recht om waterstofvervoersleidingen te bouwen en te beheren in België wordt voorbehouden aan een unieke waterstofvervoersnetbeheerder (met uitzondering van de reeds bestaande waterstofvervoersnetten). De waterstofwet schrijft voor hoe deze waterstofvervoersnetbeheerder zal worden aangeduid en welke taken hij op zich zal nemen. Zo zal hij onder meer verantwoordelijk zijn voor het opstellen en uitvoeren van een netwerkontwikkelingsplan en moet hij alle marktdeelnemers toegang tot het netwerk garanderen aan niet-discriminerende voorwaarden en gereguleerde tarieven. De bevoegdheden van de CREG werden uitgebreid om hierop toe te zien. Na overleg met de industrie en de beheerders van waterstofsysteem in onze buurlanden, zal de waterstofvervoersnetbeheerder eveneens een gaskwaliteitsnorm voorleggen voor de waterstof in zijn netwerk. Op deze manier bieden we de marktspelers zekerheid, transparantie en een langetermijnperspectief, wat absoluut noodzakelijk is in een ontluikende markt.

Het Belgische kader is hiermee al ver ontwikkeld, en ook op Europees niveau staat een gelijkaardig kader in de steigers. De ontwikkeling van de markt blijft echter nog te vaak beperkt tot aankondigingen. Zowel binnen onze landsgrenzen als op internationaal niveau zetten we daarom verder in om hindernissen weg te nemen. Een duidelijk en transparant kader voor de certificering van duurzame waterstof is daar één van, maar ook andere kwaliteits- en technologiestaan­daarden zijn van groot belang in een wereldmarkt. Om onze sterktes als waterstofhub te ondersteunen zullen onze bijdrage in internationale werkgroepen verder intensifiëren.

Tot slot volgen we de ontwikkeling van de Europese Waterstofbank op Europees niveau op de voet. Goed ontwikkelde ondersteuning voor het gebruik van hernieuwbare waterstof lijkt nodig te zijn om de marktontwikkeling te versnellen. We besteden bijzondere aandacht aan de ontwikkeling van strenge duurzaamheidscriteria bij het opzetten van dergelijke steunmechanismen voor de invoer van hernieuwbare moleculen in Europa, in het bijzonder met betrekking tot mensenrechten, rechten van werknemers, toegang tot water of landgebruik. De financiering van operationele steun voor het verbruik van hernieuwbare moleculen valt echter onder de bevoegdheid van de regionale overheden.

1.3. *Biocarburants*

La loi prévoyant une suppression progressive de la contribution des biocarburants produits à partir d'huile de palme ou d'huile de soja a été publiée le 16 décembre 2022 et est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2023. Depuis le 1^{er} janvier 2023, les biocarburants produits à partir d'huile de palme, y compris les autres produits dérivés directement ou indirectement d'huile de palme, ne peuvent plus contribuer à la réalisation du volume de mélange. Depuis le 1^{er} juillet 2023, il en va de même pour les biocarburants produits à partir de soja et d'autres produits dérivés directement ou indirectement du soja,

Par ailleurs, dans le cadre de la transposition de la directive RED II, une plus grande contribution des autres formes d'énergie renouvelable dans les objectifs transport est prévu, ainsi qu'une diminution progressive de la contribution des biocarburants de première génération. Un registre sera créé pour permettre la comptabilisation des unités d'énergies renouvelables destinées au secteur des transport et afin de passer des combustibles fossiles à l'électricité et aux molécules renouvelables. La loi du 31 juillet 2023 fournit la base juridique à cet effet

Le registre sera utilisé par le secteur du transport belge à partir du 1^{er} janvier 2024, pour la validation et la vérification de l'utilisation de l'énergie renouvelable dans le secteur de transport Belge.

Entre-temps, une troisième directive sur les énergies renouvelables a également été adoptée au niveau européen. Cette directive introduit des objectifs dans de nouveaux secteurs et modifie considérablement les objectifs généraux et sectoriels existants, tant en termes de niveau d'ambition que de portée. Mon administration examinera ces obligations et les changements politiques possibles pour que notre pays puisse atteindre ces objectifs, et mènera des consultations avec les régions à ce sujet au sein d'Enover.

Nous prévoyons également de consulter les pays voisins sur les modalités de transposition de la RED III pour les secteurs exposés à l'international, comme le secteur maritime. Ce faisant, nous plaiderons en faveur d'un maintien maximal de règles du jeu équitables.

1.4. *Efficacité énergétique*

Il existe différents outils législatifs complémentaires permettant d'agir positivement sur la consommation d'énergie, nous permettant donc d'influencer favorablement la sécurité de l'approvisionnement.

1.3. *Biobrandstoffen*

De wet die voorziet in een uitfasering van de bijdrage van biobrandstoffen die geproduceerd zijn op basis van palmolie of sojaolie, werd op 16 december 2022 gepubliceerd en trad op 1 januari 2023 in werking. Sinds 1 januari 2023 kunnen biobrandstoffen geproduceerd uit palmolie, met inbegrip van andere rechtstreeks of onrechtstreeks van palmolie afgeleide producten, niet meer bijdragen aan het behalen van het bijmengvolume. Sinds 1 juli 2023 geldt hetzelfde voor biobrandstoffen geproduceerd uit soja en andere rechtstreeks of onrechtstreeks van soja afgeleide producten,

Voorts wordt in het kader van de omzetting van de RED II-Richtlijn voorzien in een grotere bijdrage van andere vormen van hernieuwbare energie in de streefcijfers voor het vervoer, en in een geleidelijke vermindering van de bijdrage van biobrandstoffen van de eerste generatie. Er zal een register worden opgezet om de boekhouding van hernieuwbare energie-eenheden voor de vervoersector mogelijk te maken en om zo een shift te bewerkstelligen van fossiele brandstoffen naar hernieuwbare elektriciteit en hernieuwbare moleculen. De wet van 31 juli 2023, voorziet hiervoor de juridische basis.

Het register zal vanaf 1 januari 2024 in gebruik genomen worden door de Belgische transportsector, met het oog op het verifiëren en valideren van het gebruik van hernieuwbare energie in de Belgische transportsector.

Ondertussen werd ook een 3de richtlijn Hernieuwbare Energie aangenomen op Europees niveau. Deze richtlijn introduceert doelstellingen in nieuwe sectoren en wijzigt de bestaande algemene en sectorale doelstellingen op significante wijze, zowel qua ambitieniveau als qua toepassingsgebied. Mijn administratie zal deze verplichtingen, en de mogelijke beleidswijzigingen die kunnen genomen worden opdat ons land deze doelstellingen kan behalen, onderzoeken en hier overleg plegen met de gewesten binnen de schoot van Enover.

Ook voorzien wij om voor de sectoren met internationale blootstelling, zoals de maritieme sector, overleg te plegen met de buurlanden over de modaliteiten van omzetting van de RED III. Daarbij zullen wij ervoor pleiten om het gelijke speelveld maximaal in stand te houden.

1.4. *Energie-efficiëntie*

Er zijn verschillende aanvullende wetgevingsinstrumenten die een positieve invloed kunnen hebben op het energieverbruik, waardoor we de bevoorradingszekerheid positief kunnen beïnvloeden.

Ainsi, nous retrouvons le Règlement (EU) 2017/1369 établissant un cadre pour l'étiquetage énergétique des appareils domestiques. L'efficacité énergétique est élément clé en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030, ainsi qu'un outil essentiel pour modérer la demande en énergie. L'étiquetage énergétique permet notamment aux clients de faire des choix éclairés fondés sur la consommation d'énergie des produits liés à l'énergie. Les informations relatives à l'efficacité et au caractère durable des produits liés à l'énergie contribuent largement aux économies d'énergie et à la réduction des factures d'énergie, tout en encourageant par ailleurs l'innovation et les investissements dans la production de produits plus efficaces sur le plan énergétique. Par conséquent, lors de la proposition des nouvelles législations européennes rédigées dans le cadre de l'étiquetage énergétique ou lors de la révision de celles déjà en place, je m'efforcerai toujours d'avoir une influence positive sur le marché, d'atteindre un niveau élevé et approprié d'efficacité énergétique tout en accordant une attention suffisante au caractère abordable. Il est effectivement important que les technologies à haut rendement énergétique restent accessibles à toutes et tous. En outre, avec mes services, je veillerai à ce que les opérateurs économiques et parties prenantes soient suffisamment informés des nouvelles réglementations, des changements et des mises à jours. Je veillerai également à garantir le respect des dispositions législatives adoptées en ce sens et ce afin de garantir l'équité pour tous les opérateurs économiques et permettre aux consommateurs d'acheter leurs produits en toute confiance.

Afin de réaliser ces tâches efficacement, j'encouragerai mes services à continuer leurs campagnes annuelles de surveillance nationale du marché des produits énergétiques tout en participant activement aux projets européens de coopération actuels et futurs sur l'étiquetage énergétique. À ce titre, mes services continuent à participer au projet EEPLIANT3 et se préparent d'ores et déjà au défi suivant que sera EEPLIANT4. Les actions entreprises sur le sujet rendront indéniablement les appareils disponibles sur le marché plus efficaces, contribuant ainsi positivement à la réduction de la consommation d'énergie et donc de la facture des consommateurs. Et bien que ces économies doivent être considérées avec l'ensemble de tous les autres efforts du gouvernement fédéral, il est important de souligner le caractère durable de l'impact de ces mesures.

1.5. *Innovation: le fonds de transition énergétique*

En termes d'innovation, le Fonds de transition énergétique – opérationnel depuis 2017 – s'est avéré être un outil très utile ces dernières années. Ce fonds soutient la recherche et le développement dans le cadre des

Zo is er bijvoorbeeld de Verordening (EU) 2017/1369 tot vaststelling van een kader voor energie-etikettering van huishoudelijke apparaten. Energie-efficiëntie vormt een sleutelement voor klimaat en energie tegen 2030 en een essentieel instrument om de vraag naar energie te temperen. Met name energie-etikettering stelt klanten in staat geïnformeerde keuzes te maken op basis van het energieverbruik van energiegerelateerde producten. Informatie over de efficiëntie en de duurzaamheid van energiegerelateerde producten levert een belangrijke bijdrage aan energiebesparing en lagere energierekeningen. Tegelijkertijd stimuleert het innovatie en investeringen in de productie van energie-efficiëntere producten. Daarom zal ik er bij het voorstellen van nieuwe Europese wetgeving over energie-etikettering of het herzien van bestaande wetgeving altijd naar streven om een positieve invloed op de markt te hebben, om een hoog en passend niveau van energie-efficiëntie te bereiken en tegelijkertijd voldoende aandacht te besteden aan de betaalbaarheid. Het is immers belangrijk dat energie-efficiënte technologieën voor iedereen toegankelijk blijven. Daarnaast zal ik er samen met mijn diensten voor zorgen dat marktdeelnemers en belanghebbenden voldoende op de hoogte worden gehouden van nieuwe regelgeving, wijzigingen en updates. Ik zal er ook op toezien dat de op dit gebied aangenomen wettelijke bepalingen worden nageleefd, zodat alle marktdeelnemers eerlijk worden behandeld en consumenten hun producten met het volste vertrouwen kunnen kopen.

Om deze taken efficiënt uit te voeren, zal ik mijn diensten aanmoedigen hun jaarlijkse nationale markttoezichtcampagnes voor energieproducten voort te zetten en actief deel te nemen aan huidige en toekomstige Europese samenwerkingsprojecten op het gebied van energie-etikettering. In dit verband blijven mijn diensten deelnemen aan het EEPLIANT3-project en bereiden zij zich al voor op de volgende uitdaging, EEPLIANT4. Maatregelen op dit vlak zullen de toestellen op de markt ontegensprekelijk efficiënter maken en zo een positieve bijdrage leveren aan de vermindering van het energieverbruik en dus aan de verlaging van de factuur voor de consument. En hoewel deze besparingen moeten worden gezien in de context van alle andere inspanningen van de federale regering, is het belangrijk om de blijvende aard van de impact van deze maatregelen te benadrukken.

1.5. *Innovatie: het Energietransitiefonds*

Op het gebied van innovatie is het Energietransitiefonds – dat sinds 2017 operationeel is – de voorbije jaren een zeer nuttig instrument gebleken. Het fonds ondersteunt onderzoek en ontwikkeling in het kader van de federale

compétences fédérales en matière d'énergie, telles que l'énergie renouvelable en mer, l'hydrogène, la sécurité d'approvisionnement et l'équilibrage du réseau... Entre-temps, 105 projets innovants ont déjà été soutenus et suivis dans le cadre du Fonds de transition énergétique, avec également un impact positif en ligne avec la politique énergétique fédérale.

En ce qui concerne le septième appel à projets, le plus récent, je me réfère à la décision du Conseil des ministres du 9 juin 2023. Sur ma proposition et sur base de l'avis de la Direction Générale de l'Énergie du SPF Économie, le Conseil des ministres a approuvé l'octroi de subventions du Fonds de transition énergétique à 21 nouveaux projets. L'octroi de subventions à ces 21 projets implique une dépense de 24.206.957,58 euros sur le budget total de 25 millions d'euros disponible pour les subventions en 2023.

Les 21 nouveaux projets innovants sélectionnés impliquent des universités belges de premier plan, des institutions de recherche, des consultants, des partenaires industriels et des PME. Les 21 nouveaux projets sélectionnés, tous des consortiums de projets composés de plusieurs organisations, pourront débiter relativement rapidement (entre le 1^{er} septembre et le 1^{er} novembre 2023 au plus tard). De nombreux projets sélectionnés visent des réalisations concrètes, sont proches de l'industrie et contribuent réellement à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et à la transition vers les énergies renouvelables, qui est une priorité de l'accord de gouvernement.

Quelques exemples de thèmes spécifiques des nouveaux projets FTE sélectionnés au cours de l'année écoulée: le recyclage des pales d'éoliennes dans le cadre du prochain repowering des éoliennes en mer (voir la résolution sur les aspects de durabilité dans la construction et la démolition des éoliennes), la prolongation de la durée de vie des turbines éoliennes offshore existantes et de leurs fondations, liens sectoriels compte tenu d'une plus grande interconnexion de l'électricité, du gaz, de l'hydrogène et de la chaleur à l'avenir, la réalisation de bornes de recharge en collaboration avec les communautés énergétiques, la recherche sur les superconducteurs en tant que technologie possible pour transporter l'électricité sur de longues distances en grandes quantités, e.a. entre les pays....

Un huitième appel à projets sera lancé en novembre 2023. À nouveaux des thèmes spécifiques seront mis en avant, qui sont étroitement alignés sur la politique du gouvernement fédéral et pour lesquels des travaux de recherche et développement supplémentaires seraient extrêmement utiles. Enfin, des efforts supplémentaires seront déployés pour accroître la visibilité du

energiebevoegdigheden, zoals hernieuwbare energie op zee, waterstof, bevoorradingszekerheid en netevenwicht, ... Ondertussen worden al 105 innovatieve projecten ondersteund en opgevolgd in het kader van het Energietransitiefonds, ook met een positieve invloed in lijn met het federale energiebeleid.

Wat de meest recente, zevende projectoproep betreft, verwijs ik naar de beslissing van de Ministerraad van 9 juni 2023. Op mijn voorstel, en op basis van het advies van de Algemene Directie Energie van de FOD Economie, heeft de Ministerraad ingestemd met de toekenning van subsidies uit het Energietransitiefonds aan 21 nieuwe projecten. De toekenning van subsidies aan deze 21 projecten impliceert een uitgave van 24.206.957,58 EUR van het totale budget van 25 miljoen euro dat in 2023 beschikbaar was voor subsidies.

Bij de 21 nieuwe innovatieve projecten die werden geselecteerd, zijn Belgische topuniversiteiten, onderzoeksinstituten, consultants, industriële partners en kleine en middelgrote ondernemingen betrokken. De 21 nieuw geselecteerde projecten, allen projectconsortia bestaande uit meerdere organisaties, zullen relatief snel (tussen 1 september en uiterlijk 1 november 2023) van start kunnen gaan. Heel wat geselecteerde projecten beogen concrete realisaties, leunen dicht aan bij de industrie en dragen daadwerkelijk bij aan de vermindering van de broeikasgasuitstoot en de transitie naar hernieuwbare energie, hetgeen vooropgesteld wordt in het regeerakkoord.

Enkele voorbeelden van specifieke thema's van nieuwe, geselecteerde ETF-projecten het voorbije jaar: recyclage van turbinebladen bij de komende repowering van windturbines op zee (cf. resolutie over de duurzaamheidsaspecten bij de bouw en afbraak van windturbines), levensduurverlenging van bestaande windturbines op zee en hun funderingen, sectorkoppelingen gezien grotere verbondenheid van elektriciteit, gas, waterstof en warmte in de toekomst, realisatie van laadpleinen samen met energiegemeenschappen, onderzoek naar superconductors als mogelijke technologie om elektriciteit over lange afstanden in grote hoeveelheden te transporteren, o.a. tussen landen, ...

Een volgende, achtste, projectoproep wordt gelanceerd in november 2023. Opnieuw zullen specifieke focusthema's naar voor worden geschoven die nauw aansluiten bij het federaal overheidsbeleid en waar bijkomend onderzoek en ontwikkeling uiterst zinvol zou zijn. Tot slot zal er ook verder worden ingezet op het vergroten van de zichtbaarheid van het ETF en op de

FTE et diffuser les résultats publics. Une conférence du FTE sera également organisée en octobre 2023 avec tous les acteurs impliqués. S'en suivront des événements thématiques sur les thèmes de l'hydrogène, de l'énergie offshore, et de la sécurité d'approvisionnement.

En 2024, une partie des fonds disponibles pour le ETF sera utilisée pour la conception de l'île énergétique afin de limiter l'impact sur le milieu marin et de favoriser la biodiversité locale.

2. Sécurité d'approvisionnement

2.1. Électricité

2.1.1. *Monitoring continu l'approvisionnement en électricité*

La DG Énergie surveille en permanence l'approvisionnement et la consommation d'énergie en Belgique, notamment dans le contexte des objectifs européens en matière de consommation d'énergie. Ce monitoring a été affiné l'année dernière. Il peut être suivi sur le site web du SPF Économie, où l'évolution de la consommation de gaz et d'électricité est surveillée, ainsi que l'évolution de l'efficacité énergétique, la part des sources d'énergie renouvelables et la sécurité d'approvisionnement des différents secteurs énergétiques. Ce monitoring est nécessaire pour bien mesurer l'impact des circonstances géopolitiques actuelles et pour effectuer un contrôle sur le respect de nos obligations européennes en matière de réduction de la demande en électricité qui étaient d'application pendant l'hiver 2022-2023 (règlement (UE) 2022/1854). Le règlement européen stipulait également en son article 4 que chaque État membre devait réduire de 5 % sa demande électrique aux heures de pointes par rapport à la moyenne des 5 dernières années (2017-2021). Entre novembre 2022 et mars 2023, près de 238 GWh furent ainsi économisés durant les heures de pointes, ce qui représente une baisse moyenne de 7,7 % par rapport à la moyenne des 5 dernières années.

La crise énergétique, exacerbée par la faible disponibilité des centrales nucléaires en France, a une fois de plus démontré la nécessité de rester en permanence extrêmement vigilant et a également conduit à l'introduction de nouvelles mesures correctives pour surveiller, évaluer et, si nécessaire, prendre des mesures pour contrôler la sécurité d'approvisionnement à la fois à court et à long terme. Cela se fait dans le cadre des procédures annuelles de fixation des besoins en capacité de la Belgique pour le CRM. Les ventes aux enchères de capacité qui en résultent permettent à leur tour de maintenir ou d'attirer une capacité suffisante de production, de stockage et de gestion de la demande.

verspreiding van de publieke resultaten. In oktober 2023 wordt ook een ETF-conferentie georganiseerd met alle betrokken actoren. Daarna zullen er nog thematische events volgen rond de thema's waterstof, offshore energie, en bevoorradingszekerheid.

Voor 2024 zullen we een deel van de fondsen voor ETF aanwenden voor het natuurinclusief design van het energie-eiland.

2. Bevoorradingszekerheid

2.1. Elektriciteit

2.1.1. *Continue monitoring van de elektriciteitsbevoorrading*

De AD Energie monitort continu de energiebevoorrading en het energieverbruik in België en dit laatste onder andere in het kader van de Europese doelstellingen inzake energieverbruik. Deze monitoring werd het afgelopen jaar verder op punt gesteld. Dit kan opgevolgd worden op website van de FOD Economie, waarbij de evolutie van het gas- en elektriciteitsgebruik gemonitord wordt alsook de evolutie van de energie-efficiëntie, het aandeel hernieuwbare energiebronnen en de bevoorradingszekerheid van verschillende energievectoren. Deze monitoring is nodig om de impact van de huidige geopolitieke omstandigheden goed op te volgen en checkt daarmee of we voldoen aan de Europese verplichting om de vraag naar elektriciteit te verminderen, die van toepassing was in de winter van 2022-2023 via Verordening (EU) 2022/1854. Artikel 4 van deze Europese verordening bepaalde ook dat elke lidstaat zijn elektriciteitsvraag tijdens piekuren met 5 % moest verminderen ten opzichte van het gemiddelde van de afgelopen 5 jaar (2017-2021). Tussen november 2022 en maart 2023 werd bijna 238 GWh bespaard tijdens de piekuren, wat neerkomt op een gemiddelde vermindering van 7,7 % ten opzichte van het gemiddelde van de afgelopen 5 jaar.

De energiecrisis, nog verergerd door de lage beschikbaarheid van kerncentrales in Frankrijk, heeft eens te meer aangetoond dat het noodzakelijk is om steeds uiterst waakzaam te blijven en heeft ook geleid tot de invoering van nieuwe corrigerende maatregelen om de bevoorradingszekerheid op korte en lange termijn te controleren, te evalueren en indien nodig actie te ondernemen. Dit gebeurt in het kader van de jaarlijkse procedures om de Belgische capaciteitsbehoeften voor het CRM vast te leggen. De capaciteitsveilingen die hieruit voortvloeien, helpen dan weer om voldoende productie-, opslag- en vraagsturing te behouden of aan te trekken.

Vu que le scénario “EU Safe” a été confirmé en 2022 et que l'étude Ad&Flex de 2021 a révélé un déficit possible de 500 MW pour l'année d'approvisionnement 2024-2025 (l'année précédant la sortie de la production de l'électricité nucléaire), des préparatifs ont été faits pour organiser une enchère supplémentaire réservée aux batteries et aux systèmes de gestion de la demande, connue sous le nom de Low Carbon Tender, en 2023. Cependant, le recalcul des besoins pour cette année-là dans le contexte de l'Ad&Flex 2023 a montré que le besoin initial de 500 MW s'était réduit à une marge de 100 MW. L'enchère supplémentaire n'était pas nécessaire et n'a donc pas été organisée.

La récente publication de l'Adequacy & Flexibility study d'Elia en juin 2023 a reconfirmé la nécessité de la mise en œuvre du CRM. Le CRM semble être le seul outil permettant d'identifier et d'anticiper en temps utile les évolutions du marché, telles que l'électrification dans tous les secteurs, la croissance des énergies renouvelables ou la sécurité d'approvisionnement dans nos pays voisins. Elle montre également que notre futur système électrique a un grand besoin de flexibilité pour répondre efficacement à l'offre variable croissante d'électricité renouvelable, mais aussi à l'évolution et à l'augmentation de la demande d'électricité. Elle nous encourage à améliorer en permanence le CRM et à le rendre suffisamment souple pour faire face aux changements soudains qui découlent des crises énergétiques et des politiques climatiques renforcées.

La transition énergétique devrait rendre l'ensemble de notre système énergétique climatiquement neutre d'ici 2050. Pour ce faire, il faut adopter une approche globale et abandonner progressivement l'utilisation des combustibles fossiles. L'un des moyens d'y parvenir est d'utiliser l'énergie plus efficacement, en électrifiant le chauffage, les transports et les processus industriels et, lorsque l'électrification n'est pas possible ou efficace, en utilisant l'hydrogène comme vecteur d'énergie. Cette transition énergétique nous a appris ces dernières années qu'il fallait harmoniser la façon dont les études sur la sécurité de l'approvisionnement en électricité, en gaz naturel et en hydrogène sont préparées et la façon dont les gestionnaires de réseau doivent les prendre en compte dans leurs plans de développement. Cela nécessite une cohérence dans les perspectives, les hypothèses et les scénarios utilisés dans les études et les plans d'investissement pour ces secteurs énergétiques (électricité, gaz naturel et hydrogène). Je demanderai à la Direction Générale de l'Énergie d'adapter l'organisation interne afin de mieux contrôler cela et renforcer davantage la coordination avec les acteurs du marché (gestionnaires de réseau, régulateurs, autorités régionales, BFP, BNB, etc.)

Aangezien het “EU Safe”-scenario in 2022 werd bevestigd en de Ad&Flex-studie van 2021 een mogelijk tekort van 500 MW aan het licht bracht voor het bevoorradingsjaar 2024-2025 (het jaar vóór de uitstap uit kernenergieproductie), werden voorbereidingen getroffen om in 2023 een bijkomende veiling te organiseren die voorbehouden zou zijn voor batterijen en systemen voor vraagbeheer, bekend als de Low Carbon Tender. Uit de herberekening van de behoeften voor dat jaar in het kader van Ad&Flex 2023 bleek echter dat de oorspronkelijke behoefte van 500 MW was teruggebracht tot een marge van 100 MW. De bijkomende veiling bleek dus niet nodig en werd daarom niet georganiseerd.

De recente publicatie van de Adequacy & Flexibility-studie van Elia in juni 2023 herbevestigde de noodzaak voor een CRM. Het CRM blijkt het enige instrument om marktevoluties, zoals elektrificatie in alle sectoren, groei van hernieuwbare energiebronnen of de bevoorradingszekerheid in onze buurlanden tijdig te identificeren en te anticiperen. Het toont ook aan dat ons toekomstig elektriciteitssysteem een grote nood heeft aan flexibiliteit om het groeiende veranderlijke aanbod van hernieuwbare elektriciteit maar ook de veranderende en stijgende vraag naar elektriciteit efficiënt op te vangen. Het moedigt ons aan om het CRM voortdurend te verbeteren en het zo wendbaar genoeg te maken om te kunnen omgaan met de plotse veranderingen die volgen uit energiecrisis en het daaruit voortvloeiende versterkt en versneld klimaatbeleid.

De energietransitie moet ons hele energiesysteem klimaatneutraal maken tegen 2050. Dit vereist een totaalaanpak, waarbij het gebruik van fossiele brandstoffen afgebouwd wordt. Dit gebeurt onder andere door efficiënter met energie om te gaan, door elektrificatie van verwarming, transport en industriële processen, en daar waar elektrificatie niet haalbaar of efficiënt is door het inzetten van waterstof als energiedrager. Deze energietransitie heeft ons de afgelopen jaren geleerd dat de manier waarop studies over de bevoorradingszekerheid van elektriciteit, aardgas en waterstof worden opgesteld en hoe de netbeheerders hiermee rekening moeten houden in hun ontwikkelingsplannen beter op elkaar moeten afgestemd worden. Dit vraagt coherentie in de vooruitzichten, hypothesen en scenario's die gebruikt worden in de studies en investeringsplannen voor deze energievectoren (elektriciteit, aardgas en waterstof). Ik zal de Algemene Directie Energie opdracht geven de interne organisatie bij te sturen opdat zij hierover beter kunnen waken en de afstemming met de marktpartijen (netbeheerders, reguletoeren, gewestelijke overheden, FPB, NBB ...) nog meer kunnen stroomlijnen.

2.1.2. Les enchères Y-4 et l'étude technico-économique de 2024 du CRM

Les résultats et en particulier les nouveaux projets sont suivis de près.

La mise en œuvre du CRM et sa première enchère en 2021 ont permis de développer environ 1.700 MW (derated) de nouvelles capacités:

- 1.600 MW sous la forme de 2 centrales TGV (Seraing et Les Awirs)

- 10 MW de projets de petites batteries et 30 MW dans 4 grands projets de batteries (il s'agit de capacités "derated", qui représentent en réalité 175 MW de capacités installées).

En 2022, aucune capacité n'a été sélectionnée malgré la participation aux enchères de 1,2 GW de capacité dont plus de 800 MW de nouvelle capacité. Ces offres n'ont pas été sélectionnées car le volume nécessaire était complètement couvert par le "volume d'opt-out in", c'est-à-dire le volume reporté à la seconde enchère. En revanche, ce volume est transféré à la deuxième enchère l'année précédant l'année de livraison effective.

L'enchère Y-4 de 2023 pour l'année de livraison 2027-2028 est en cours. Un volume de 6.605 MW a été mis aux enchères, soit environ 200 MW de plus que l'enchère de 2022.

Le fonctionnement, le coût et l'efficacité du CRM font l'objet d'une évaluation régulière:

- Conformément à l'article 23, § 10 de l'arrêté royal du 28 avril 2021, une analyse technico-économique a été réalisée pour évaluer le déroulement et les résultats de la première enchère de 2021 pour l'année de livraison 2025

- Une deuxième étude est attendue pour le printemps 2024.

- En complément de cette étude, conformément à une décision du Conseil des ministres du 28 avril 2023, la DG Énergie examine d'ici l'automne 2023 les seuils de participation au CRM pour les capacités existantes nécessaires pour assurer la sécurité d'approvisionnement. En effet, les acteurs du marché avaient indiqué que les conditions d'accès au CRM, les possibilités de demandes de dérogation au prix maximum intermédiaire (IPC) et les conditions d'obtention d'un contrat pluriannuel devaient évoluer. Cet examen évaluera

2.1.2. De Y-4 veiling en technisch-economische studies van het CRM

De resultaten en in het bijzonder de nieuwe projecten worden nauw opgevolgd.

De implementatie van het CRM en de eerste veiling ervan in 2021 hebben ongeveer 1.700 MW (derated) nieuwe capaciteit opgeleverd:

- 1.600 MW in de vorm van 2 STEG-centrales (Seraing en Les Awirs)

- 10 MW in kleine batterijprojecten en 30 MW in 4 grote batterijprojecten (dit zijn "derated" capaciteiten, die in werkelijkheid 175 MW geïnstalleerde capaciteit vertegenwoordigen).

In 2022 werd geen capaciteit geselecteerd ondanks het feit dat 1,2 GW aan capaciteit, waaronder meer dan 800 MW aan nieuwe capaciteit, een bod had ingebracht. Deze biedingen werden niet geselecteerd omdat het vereiste volume volledig werd gedekt door bestaande capaciteit die geen bod had gedaan in de veiling (het zogenaamde "opt-out in volume"). Dit volume wordt daarentegen overgedragen naar de tweede veiling het jaar voor het eigenlijke leveringsjaar.

De Y-4.2023 veiling voor het leveringsjaar 2027-2028 is aan de gang. Er is een volume van 6.605 MW geveild, ongeveer 200 MW meer dan de veiling van 2022.

De werking, kost en effectiviteit van het CRM worden regelmatig geëvalueerd:

- Overeenkomstig artikel 23, § 10 van het Koninklijk Besluit van 28 april 2021 werd een techno-economische analyse uitgevoerd om het verloop en de resultaten van de eerste veiling in 2021 voor het leveringsjaar 2025 te evalueren.

- Een tweede studie wordt verwacht in het voorjaar van 2024.

- Naast deze studie, in overeenstemming met een beslissing van de Ministerraad van 28 april 2023, onderzoekt de AD Energie tegen het najaar van 2023 de drempels voor deelname aan het CRM voor bestaande capaciteit die nodig is om de bevoorradingszekerheid te garanderen. Marktspelers hadden immers aangegeven dat de voorwaarden voor toegang tot het CRM, de mogelijkheden van verzoeken tot afwijking van de intermediaire maximumprijs (IPC) en de voorwaarden voor het verkrijgen van een meerjarencontract moesten

l'impact sur la sécurité d'approvisionnement et sur le coût global du CRM.

2.1.3. Amélioration du design du CRM (mécanisme de rémunération de la capacité)

Depuis la décision de la Commission du 27.8.2021 sur le régime d'aide SA.54.915 – 2020/C, la Belgique a notifié 3 propositions de modifications le 30 juin 2023:

1. Prolongation de l'exploitation des centrales nucléaires partielle (Doel 4 et Tihange 3) avec un scénario préférentiel de disponibilité dès 2025 (accord trouvé en juillet 2023 avec Engie),

2. Seuils de CO₂ & autres améliorations du mécanisme

3. Mécanisme de financement

Hormis ces modifications, les principales caractéristiques du CRM belge restent inchangées mais sont améliorées en fonction de la transition énergétique et des expériences tirées de la crise de l'énergie.

La prolongation de Doel 4 et de Tihange 3 permettra de limiter la pression sur les enchères Y-1 des premières années de livraison de capacités du CRM. Le gouvernement fédéral belge a aussi décidé le 18 mars 2022 d'étudier une trajectoire descendante des seuils de CO₂ tels que visés à l'article 22.4 du règlement électricité et une première adaptation rapide a été mise en œuvre pour l'enchère de 2022: le seuil d'émission annuel pour accéder au CRM a été ajusté à zéro pour la vente aux enchères Y-4 de l'année de livraison 26/27. Une réflexion a ensuite été entamée par le SPF Économie qui a lancé deux études successives et a récolté les réactions du secteur. La première étude a confirmé la nécessité de fixer des seuils différents pour les capacités existantes et les nouvelles capacités et a recommandé de réintroduire le seuil d'émission annuel afin de garantir la sécurité d'approvisionnement. L'étude qualitative qui a suivi a mis en évidence la nécessité d'une initiative européenne pour développer un cadre commun, éventuellement indépendamment des mécanismes de rémunération de la capacité. À cette fin, le SPF Économie participera aux discussions entamées avec les États membres voisins afin de construire ensemble une politique de décarbonisation efficace qui ne permette pas d'augmenter les émissions du fait des importations ou exportations d'électricité.

En conclusion, à partir de l'enchère Y-4 de 2023, le mécanisme de capacité belge intègre les exigences suivantes concernant les limites d'émission de CO₂

evolueren. Deze evaluatie zal de impact op de bevoorradingszekerheid en op de globale kost van het CRM nagaan.

2.1.3. Verbetering van het design van het CRM (mechanisme voor capaciteitsvergoeding)

Sinds de beslissing van de Commissie van 27.8.2021 betreffende steunregeling SA.54.915 – 2020/C heeft België op 30 juni 2023 drie voorstellen van wijzigingen aangemeld:

1. Verlenging van de gedeeltelijke exploitatie van de kerncentrales (Doel 4 en Tihange 3) met een preferentieel beschikbaarheidsscenario vanaf 2025 (akkoord bereikt in juli 2023 met Engie),

2. CO₂-drempelwaarden en andere ontwerpverbeteringen

3. Financieringsmechanisme

Afgezien van deze wijzigingen blijven de belangrijkste kenmerken van het Belgische CRM ongewijzigd maar wordt de werking wel verbeterd in functie van energietransitie en de ervaringen uit de energiecrisis.

De verlenging van Doel 4 en Tihange 3 zal de druk op de Y-1 veiling in de eerste leveringsjaren van CRM-capaciteit beperken. Op 18 maart 2022 besliste de Ministerraad om ook een neerwaarts traject te bestuderen voor de CO₂-drempels zoals bedoeld in artikel 22.4 van de elektriciteitsverordening, en werd een eerste snelle aanpassing doorgevoerd voor de veiling van 2022: de jaarlijkse emissielimiet voor toegang tot het CRM werd op nul gezet voor de Y-4 veiling in leveringsjaar 26/27. De FOD Economie startte vervolgens een reflectie en lanceerde twee opeenvolgende studies om feedback van de sector te verzamelen. De eerste studie bevestigde de noodzaak om verschillende drempels vast te leggen voor bestaande en nieuwe capaciteiten en adviseerde om de jaarlijkse emissiedrempel opnieuw in te voeren om de bevoorradingszekerheid te garanderen. De kwalitatieve studie die daarop volgde, benadrukte de nood aan een Europees initiatief om een gemeenschappelijk kader te ontwikkelen, eventueel los van de capaciteitsvergoedingsmechanismen. Met het oog hierop zal de FOD Economie deelnemen aan de besprekingen die met de aangrenzende lidstaten worden opgestart om samen een efficiënt decarboniseringsbeleid uit te bouwen dat niet toelaat dat de emissies toenemen als gevolg van de in- of uitvoer van elektriciteit.

Samenvattend: vanaf de Y-4 veiling in 2023 bevat het Belgische capaciteitsmechanisme de volgende vereisten voor CO₂-emissielimieten voor een periode

pour une période de 5 ans (années de livraison 2027-28 à 2031-2032) à considérer comme étant le premier plateau de la trajectoire dégressive des émissions de CO₂ dans le CRM:

a. Pour les unités mises en service avant le 4 juillet 2019, le seuil d'émissions annuelles de 306 kg de CO₂ par Kw_e est conditionné à une limite d'émission spécifique de 600g de CO₂/kWh_e;

b. Pour les unités mises en service après le 4 juillet 2019, une limite d'émissions spécifiques de 550g de CO₂/kWh_e est fixée.

Cette nouvelle trajectoire de réduction des émissions de CO₂ dans le CRM comprend actuellement une dégressivité des seuils d'émissions annuelles par tranche d'intensité d'émissions spécifiques. Chaque plateau est fixé à une durée de 5 ans permettant aux acteurs du marché les adaptations technologiques nécessaires en concordance avec les résultats de l'étude menée sur la trajectoire ainsi que les retours des acteurs de marché.

En outre, en réaction à la volatilité des prix de l'énergie provoquée par la crise sanitaire (COVID19) et la guerre en Ukraine, d'autres aspects du CRM ont été réévalués afin de s'assurer que le mécanisme offre toujours des incitations suffisantes aux capacités existantes, aux projets de batteries et à la gestion de la demande. En effet, les résultats des deux premières enchères et leurs évaluations ont montré que les seuils de participation étaient trop élevés et qu'il fallait les modifier. Celles-ci concernent principalement l'obligation de remboursement (adaptation du prix d'exercice selon l'évolution des prix), l'expression des plafonds de prix en euros de l'année de livraison (et donc ajustés pour l'inflation attendue) et la période d'éligibilité pour les coûts d'investissement.

Suite à l'instauration de la norme énergétique, le mécanisme de financement du CRM a été modifié (voir chapitre 3.1). La Loi sur l'électricité attribue certaines obligations de service public ("OSP") à Elia, telles que la rémunération des détenteurs de capacité dans le cadre du CRM (article 7*undecies*). À partir du 1^{er} janvier 2022, pour rappel, suite à une réforme du gouvernement belge, les OSP ne sont plus financées par une surtaxe sur la consommation d'électricité, mais par des droits d'accises légalement définis, imposés et perçus par l'État belge.

Suite à la notification SA.104.336 du 30 juin 2023 – Notification d'amendements au mécanisme de capacité à l'échelle du marché en Belgique (schéma SA.54.915), ces

van 5 jaar (leveringsjaren 2027-28 tot 2031-2032) die moeten worden beschouwd als het eerste plateau van het degressieve traject van CO₂-emissies in het CRM:

a. Voor eenheden die vóór 4 juli 2019 in bedrijf zijn genomen, geldt een specifieke emissiegrenswaarde van 600 g CO₂/kWh_e voor de jaarlijkse emissiedrempel van 306 kg CO₂ per kW_e;

b. Voor eenheden die na 4 juli 2019 in bedrijf worden gesteld, geldt een specifieke emissiegrenswaarde van 550 g CO₂/kWh_e.

Dit nieuwe traject voor de vermindering van de CO₂-uitstoot in het CRM omvat momenteel een daling van de jaarlijkse emissielimieten per specifieke emissie-intensiteitsklasse. Elk plateau is vastgesteld voor een periode van 5 jaar, zodat de marktpelers de nodige technologische aanpassingen kunnen doorvoeren in overeenstemming met de resultaten van de studie die is uitgevoerd over het traject en de feedback van de marktpelers.

Als reactie op de volatiliteit van de energieprijzen, veroorzaakt door de COVID-crisis en de oorlog in Oekraïne, werden bovendien andere aspecten van het ontwerp opnieuw geëvalueerd om ervoor te zorgen dat het CRM ook altijd voldoende incentives geeft aan bestaande capaciteit, batterij-projecten en vraagsturing. De resultaten uit de eerste twee veilingen en de evaluaties toonden immers dat de drempels voor deelname te hoog lagen en hiervoor best bepaalde wijzigingen moesten worden aangebracht. Deze hebben voornamelijk betrekking op de terugbetalingsverplichting (afstemming van de strike price op de prijsvoluctie), de uitdrukking van prijsplafonds in euro van het leveringsjaar (en dus aangepast aan de verwachte inflatie) en de periode voor in aanmerking komende investeringskosten.

Als gevolg van de invoering van de energienorm (Zie hoofdstuk 3.1) werd het financieringsmechanisme voor het CRM gewijzigd. De Elektriciteitswet wijst bepaalde openbare dienst verplichtingen ("ODV") toe aan Elia, zoals de vergoeding van de capaciteitshouders in het kader van het CRM (artikel 7*undecies*). Ter herinnering, na een hervorming door de Belgische regering zullen de ODV vanaf 1 januari 2022 niet langer worden gefinancierd door een toeslag op het elektriciteitsverbruik, maar door wettelijk bepaalde accijnsrechten die door de Belgische Staat worden opgelegd en geïnd.

Na kennisgeving SA.104.336 op 30 juni 2023 – Notification of amendments to the market wide capacity mechanism in Belgium (scheme SA.54.915) werden deze

amendements ont été acceptés par la Commission européenne le 29 septembre 2023.

Afin de prendre en compte une éventuelle électrification accélérée du chauffage, du transport et des applications industrielles et de réduire les obstacles à la participation, par exemple pour les projets de batteries et la gestion de la demande au niveau du CRM, l'organisation d'une vente aux enchères Y-2 est envisagée et conçue. La possibilité d'exempter la gestion de la demande de l'obligation de remboursement est étudiée et développée plus avant.

2.1.4. L'opérationnalisation du CRM

L'opérationnalisation du CRM se poursuivra avec la préparation des prochaines enchères (instruction des enchères en termes de paramètres et de volume, pré-qualification, suivi des résultats, etc.). Le suivi annuel des mesures d'amélioration du marché demandé par la Commission européenne a été effectué en juillet 2023 pour l'année écoulée. En 2024, nous continuerons à améliorer la conception du mécanisme en fonction de l'évolution du marché, des exigences européennes, des études légales sur l'évaluation du mécanisme et de l'expérience acquise au cours des enchères.

2.1.5. Production, stockage et transport d'électricité

Le cadre réglementaire pour les permis requis pour le CRM en lien avec le stockage a été précisé. Un recours avait été déposé au Conseil d'état par la Région flamande qui estime que la décision touchait ses compétences. En juillet 2022, j'ai présenté une note proposant une modification législative tenant compte de la répartition des compétences dans le domaine du stockage de l'énergie au Conseil des ministres, puis au Comité de concertation, qui l'ont approuvée. Les modifications nécessaires de la loi sur l'électricité ont été apportées, par la loi du 14 février 2023 modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité. Le gouvernement flamand a alors décidé de retirer sa plainte.

En ce qui concerne l'obligation d'obtenir une autorisation pour la construction et l'exploitation d'installations de stockage d'énergie au niveau du système électrique, un critère de connexion (connexion au réseau de transport, à un réseau fermé industriel ou à un système HVDC) a été utilisé pour déterminer la limite entre les grandes et les petites installations de stockage au lieu d'un critère basé sur la puissance (watt).

En application de l'article 4, §§ 1, 2 et 3 de la loi Électricité, modifiée par la loi du 14 février 2023 mentionné ci-dessus, l'Arrêté Royal du 27 mars 2023 relatif

wijzigingen op 29 september 2023 door de Europese Commissie aanvaard.

Om rekening te houden met een mogelijke versnelde elektrificatie van warmte-, transport en industriële toepassingen en om de drempels voor deelname voor bijvoorbeeld batterijprojecten en vraagsturing aan het CRM weg te werken, wordt de organisatie van een Y-2 veiling overwogen en ontworpen. De mogelijkheid tot het vrijstellen van vraagsturing van de terugbetaalverplichting wordt verder onderzocht en uitgewerkt.

2.1.4. Verdere operationalisering van het CRM

De operationalisering van het CRM zal worden voortgezet met de voorbereiding van de komende veilingen (veilinginstructie in termen van parameters en volume, prekwificatie, toezicht op de resultaten, enz.). De door de Europese Commissie gevraagde jaarlijkse monitoring van de maatregelen ter verbetering van de marktwerking werd in juli 2023 uitgevoerd voor het voorbije jaar. In 2024 zullen we het ontwerp van het mechanisme blijven verbeteren op basis van de marktontwikkelingen, de Europese eisen, de juridische studies over de evolutie van het mechanisme en de verdere ervaring met de veilingen.

2.1.5. Productie, opslag en transport van elektriciteit

Het regelgevend kader voor de vergunningen die voor CRM in verband met opslag vereist zijn, is verduidelijkt. Het Vlaams Gewest had beroep aangetekend bij de Raad van State omdat het van oordeel was dat de beslissing zijn bevoegdheden aantastte. Ik heb in juli 2022 een nota met een voorstel voor wetswijziging die rekening houdt met de verdeling van de bevoegdheden op het gebied van energieopslag voorgesteld aan de Ministerraad en daarna aan het Overlegcomité, die deze hebben goedgekeurd. De nodige wijzigingen aan de Elektriciteitswet werden aangebracht door de wet van 14 februari 2023 tot wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt. De Vlaamse regering heeft daarop haar beroep ingetrokken.

Met betrekking tot de vergunningsplicht voor de bouw en de exploitatie van installaties voor de opslag van energie op het niveau van het elektriciteitssysteem, is een aansluitingscriterium (aansluiting op het transmissienet, op een gesloten industrieel net of op een HVDC-systeem) gebruikt om de grens tussen grote en kleine opslaginstallaties te bepalen in plaats van een criterium op basis van vermogen (watt).

Overeenkomstig artikel 4, §§ 1, 2 en 3 van de Elektriciteitswet, zoals gewijzigd door de bovenvermelde wet van 14 februari 2023, werd het Koninklijk Besluit

à l'octroi des autorisations individuelles couvrant l'établissement et l'exploitation des grandes installations de stockage d'énergie a été pris. Cet arrêté stipule que toutes les autorisations octroyées en vertu de l'Arrêté Royal du 29 mars 2022 "relatif à l'octroi des autorisations individuelles couvrant l'établissement et l'exploitation des installations de stockage d'énergie pour lesquelles, en 2022, un dossier de préqualification sera introduit conformément à l'article 7undecies, § 8, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité", restent valables et en vigueur, et puisent désormais leur fondement juridique dans le nouvel arrêté.

Le 5 mai 2023 j'ai approuvé, avec conditions, le plan de développement du réseau de transport d'électricité 2024-2034. J'ai par ailleurs donné la tâche à mon administration d'entamer la réforme du processus d'élaboration des plans de développement des réseaux électricité, gaz naturel et hydrogène, et dans la foulée, aussi des études prospectives.

En modifiant la loi sur l'électricité, nous renforçons la Corporate Governance d'Elia, notamment en transposant les règles européennes en matière de dissociation et en les harmonisant avec le code des sociétés et des associations. Parallèlement, nous facilitons un rapprochement structurel entre les actionnaires d'Elia et de Fluxys afin de faciliter les investissements dans la transition énergétique. Ceci à la lumière des défis majeurs liés à la transition énergétique. De plus, cette flexibilisation s'inscrit dans le cadre du rapprochement envisagé par la Commission européenne entre les entreprises de transport dans les secteurs du gaz et de l'électricité.

2.1.6. *Flexibilité*

Pour atteindre les objectifs climatiques de 2030 et 2050, nous nous engageons à électrifier les secteurs de la chaleur et de la mobilité. Avec l'électrification croissante et la transition vers davantage d'énergies renouvelables, le système électrique a besoin de plus de flexibilité pour assurer l'équilibre entre l'offre et la demande. En ce sens, libérer le potentiel de production et de flexibilité des clients finaux sera un défi crucial. Mais aussi, à partir de maintenant, toute électrification telle que les pompes à chaleur, les stations de recharge et les processus industriels devraient être flexibles "dès la conception".

Nous travaillons donc à un projet de loi sur l'échange d'énergie qui contribuera à un système électrique flexible et orienté vers l'avenir et donnera aux clients finaux la possibilité d'y participer. D'une part, il élargit le mécanisme de transfert d'énergie existant et, d'autre part, il

van 27 maart 2023 betreffende de toekenning van de individuele vergunningen voor de bouw en exploitatie van grote energieopslagfaciliteiten uitgevaardigd. Dit besluit bepaalt dat alle vergunningen verleend krachtens het Koninklijk Besluit van 29 maart 2022 "betreffende de toekenning van de individuele vergunningen voor de bouw en exploitatie van energieopslagfaciliteiten waarvoor een prekwalificatiedossier wordt ingediend in het jaar 2022 overeenkomstig artikel 7undecies, § 8, van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt", geldig en van kracht blijven en nu hun rechtsgrondslag ontleen aan het nieuwe besluit.

Op 5 mei 2023 heb ik het netontwikkelingsplan voor het elektriciteitstransmissiesysteem 2024 – 2034 voorwaardelijk goedgekeurd. Ik heb tevens mijn administratie de opdracht gegeven tot de opstart van een hervorming van het proces voor de opstelling van netontwikkelingsplannen voor de elektriciteits-, aardgas- en waterstofnetwerken, en in het verlengde daarvan ook van de prospectieve studies.

Via een wijziging aan de Elektriciteitswet brengen we orde op zaken in de Corporate Governance van Elia door, onder andere, Europeesrechtelijke ontvlechtingregels om te zetten en te stroomlijnen met het Wetboek van vennootschappen en verenigingen. Tegelijkertijd maken we een structurele toenadering tussen de aandeelhouders van Elia en Fluxys mogelijk om investeringen in de energietransitie te faciliteren. Dit in het licht van de grote uitdagingen gelinkt aan de energietransitie. Bovendien karent deze flexibilisering in de door de Europese Commissie beoogde toenadering tussen de vervoersondernemingen in de gas- en elektriciteitssectoren.

2.1.6. *Flexibiliteit*

Om de klimaatdoelstellingen voor 2030 en 2050 te halen, zetten we in op de elektrificatie van de warmte – en mobiliteitssectoren. Door de toenemende elektrificatie en de transitie naar meer hernieuwbare energie heeft het elektriciteitssysteem nood aan meer flexibiliteit om het evenwicht tussen vraag en aanbod te garanderen. Het maximaal ontsluiten van flexibiliteit in bestaande productie en vraag bij eindafnemers is een cruciale uitdaging. Maar ook zou vanaf nu elke vorm van elektrificatie zoals warmtepompen, laadpalen en industriële processen "by design" flexibel moeten zijn.

We werken daarom aan een wetsontwerp rond uitwisseling van energie dat zal bijdragen aan een flexibel en toekomstgericht elektriciteitssysteem en zal eindafnemers de mogelijkheden geven om hieraan deel te nemen. Enerzijds verruimt het voorstel het bestaande

simplifie les possibilités d'échange d'électricité entre les acteurs du marché et les consommateurs.

2.1.7. Encadrement de la sortie du nucléaire

Mon administration assure les préparatifs nécessaires pour le report de la mise à l'arrêt des réacteurs de Doel 4 et Tihange 3. Les rapports d'évaluation des incidences sur l'environnement ont été achevées et la consultation des autorités et du public dans le pays et à l'étranger a commencé le 20 mars 2023. Ceux-ci ont été clôturés le 20 juin 2023.

L'avant-projet de loi pour la prolongation de dix ans des réacteurs Doel 4 et Tihange 3 a été approuvé par le conseil des ministres. Les résultats des consultations sont en cours de traitement et ils seront soumis à la chambre avec le projet de loi début de l'année prochaine.

Le 21 juillet 2023, ENGIE et le gouvernement fédéral belge ont signé des documents contraignants précisant les modalités de la prolongation des unités nucléaires de Doel 4 et Tihange 3 pour 10 ans (cf. paragraphe 4.1 de cette note de Politique Générale). Ces accords prévoient la mise à disposition de 2 GW de capacité nucléaire à partir de novembre 2025. Les travaux du LTO proprement dits seront réalisés au cours des étés des trois premières années suivant le redémarrage.

2.1.8. Politique de crise Électricité

La réforme de la politique de prévention et de gestion des crises électriques se poursuit et s'aligne sur les derniers développements de la structure de crise nationale. Sur la base de l'avis de la Commission européenne et en consultation avec les parties prenantes nationales et internationales concernées, le plan de préparation aux risques du secteur de l'électricité a été révisé. En outre, le cadre réglementaire national relatif à la politique de crise dans le secteur de l'électricité a fait l'objet d'un examen approfondi. Le nouveau paquet, qui comprend à la fois l'arrêté ministériel établissant le plan de préparation aux risques et les modifications des articles du Règlement Technique fédéral sur la politique de crise, entrera en vigueur avant la fin de l'année 2023. Le plan de défense et le plan de relance seront également mis à jour, avec également les ajustements du plan d'arrêt automatique pour absorber les fréquences de réseau trop basses pour répondre aux exigences des règlements européens et aux défis d'un paysage énergétique en évolution rapide, en particulier l'impact de la part croissante de la production d'électricité décentralisée dans certaines régions.

mechanisme van de energieoverdracht en anderzijds ondersteunt het de mogelijkheden tot uitwisseling van elektriciteit tussen marktspelers en consumenten op vereenvoudigde wijze.

2.1.7. Omkadering van de kernuitstap

Mijn administratie treft de nodige voorbereidingen voor het uitstel van de sluiting van de reactoren Doel 4 en Tihange 3. De milieueffectrapporten werden afgerond en de raadpleging van de autoriteiten en het publiek in binnen- en buitenland hierover startte op 20 maart 2023. Deze werden afgesloten op 20 juni 2023.

Het voorontwerp van wet voor de verlenging met tien jaar van de levensduur van de reactoren Doel 4 en Tihange 3 werd goedgekeurd door de Ministerraad. De resultaten van de consultaties worden nu verwerkt en zullen begin volgend jaar samen met het wetsontwerp aan de kamer worden voorgelegd.

Engie en de Belgische federale regering hebben op 21 juli 2023 bindende documenten ondertekend over de modaliteiten voor de verlenging van de kernreactoren Doel 4 en Tihange 3 met 10 jaar (cfr. paragraaf 4.1 van de Beleidsnota). Die voorzien in de beschikbaarheid van 2 GW nucleaire capaciteit vanaf november 2025. De eigenlijke LTO werken worden dan uitgevoerd in de zomers van de eerste drie jaar na heropstart.

2.1.8. Crisisbeleid Elektriciteit

De hervorming van het beleid inzake preventie en beheer van elektriciteitscrises wordt voortgezet en in lijn gebracht met de nieuwste ontwikkelingen binnen de nationale crisisstructuur. Op basis van het advies van de Europese Commissie en in overleg met de betrokken nationale en internationale belanghebbenden werd het risicoparaatheidsplan voor de elektriciteitssector herzien. Daarnaast werd het nationaal regelgevend kader inzake crisisbeleid elektriciteit grondig doorgelicht. Het nieuwe pakket dat zowel het Ministerieel Besluit tot vaststelling van het risicoparaatheidsplan als de aanpassingen aan de artikels van het Federaal Technisch reglement inzake crisisbeleid bevat, zal in voege treden voor het einde van 2023. Het systeembeschermingsplan en het herstelplan worden eveneens geactualiseerd met daarin de aanpassingen aan het automatisch afschakelplan voor het opvangen van te lage netfrequenties om te voldoen aan de vereisten van de Europese Regelgeving en de uitdagingen van een snel veranderend energielandschap, in het bijzonder de impact van het stijgende aandeel decentrale elektriciteitsproductie in bepaalde gebieden.

L'accent est également mis sur la mise à l'épreuve des procédures existantes par l'organisation d'exercices de crise. Ainsi, mon administration a participé à des exercices au niveau international et dans le contexte du forum pentalatéral de l'énergie, et des initiatives similaires sont prévues pour l'année à venir.

2.2. Gaz

2.2.1. *Monitoring continu l'approvisionnement en gaz*

De nombreuses mesures de crise européennes ont été mises en œuvre dans le contexte de la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel et la Belgique a même été l'initiatrice au niveau européen de certaines mesures de crise. Un groupe de 15 pays, avec la Belgique en tête, a pris l'initiative d'un plafonnement des prix du gaz compte tenu de la nécessité d'un mécanisme efficace et réaliste pour intervenir sur le prix du gaz lorsqu'il est trop élevé. Le mécanisme de correction des prix du marché (MCM) visant à protéger les citoyens de l'Union et l'économie contre des prix excessivement élevés a été introduit à la fin du mois de décembre 2022 par le biais du règlement d'urgence 2022/2578.

En ce qui concerne une autre mesure de crise européenne concernant les achats groupés conjoints, introduite par le règlement d'urgence 2022/2576 à la fin du mois de décembre 2022, la Belgique a participé activement aux réunions de travail et aux ateliers du groupe régional du North West Regional Group under Energy Platform. Toutes les fédérations sectorielles pertinentes d'entreprises consommatrices de gaz et de sociétés gazières ont été massivement contactées pour mobiliser leurs membres afin qu'ils participent à l'agrégation obligatoire de la demande. Ceci avec un certain succès, puisque la Belgique a ainsi atteint la participation minimale à la plateforme prévue par le règlement d'urgence.

Ces initiatives, comme indiqué précédemment, sont évidemment dues à la guerre en Ukraine et ses effets secondaires (politique de sanctions de la Russie, forte réduction des approvisionnements en gaz par canalisations en provenance de Russie, etc.).

Les préparatifs pour la révision du plan d'action préventif (gaz) et de l'analyse de risque nationale ont été entrepris: l'évolution rapide du contexte européen liée à la crise ukrainienne nécessite également une participation intensive aux différents groupes de risque régionaux dont la Belgique fait partie ainsi qu'au Groupe de coordination pour le gaz. Les analyses de risque conjointes des groupes de risque de la Baltique, de la Biélorussie et de la Mer du Nord ont été remises à la Commission européenne.

Daarnaast wordt ook meer ingezet op het testen van de bestaande procedures via de organisatie van crisisoefeningen. Zo nam mijn administratie deel aan oefeningen op internationaal vlak en binnen de context van het pentalateraal energieforum en worden in het komende jaar gelijkaardige initiatieven gepland.

2.2. Gas

2.2.1. *Continue monitoring van de gasbevoorrading*

In het kader van de bevoorradingszekerheid van aardgas werden tal van Europese crisismaatregelen geïmplementeerd en van sommige crisismaatregelen was België zelfs de initiatiefnemer op Europees niveau. Een groep van vijftien landen, met België op kop nam het initiatief voor een prijsplafond op gas gezien er nood was aan een effectief én realistisch mechanisme om te kunnen ingrijpen op de gasprijs als die te hoog is. Het marktprijscorrectiemechanisme (MCM) om de burgers van de Unie en de economie te beschermen tegen buitensporig hoge prijzen werd eind december 2022 ingevoerd via noodverordening 2022/2578.

Inzake een ander Europese crisismaatregel rond gezamenlijke groepsaankopen, ingevoerd via noodverordening 2022/2576 eind december 2022, nam België actief deel aan de werkvergaderingen en workshops van de North West Regional Group under Energy Platform. Alle relevante sectorfederaties van gasverbruikende ondernemingen en gasbedrijven werden massaal aangeschreven om hun leden te mobiliseren voor deelname aan de verplichte vraagbundeling, met succes, want België voldeed daarmee aan de in de noodverordening voorziene deelname aan het platform.

Deze initiatieven zijn, zoals eerder aangehaald, uiteraard te wijten aan de oorlog in Oekraïne en de neveneffecten daarvan (het sanctiebeleid van Rusland, sterke vermindering van de toevoer van pijpleidinggas uit Rusland, enz.).

Vorbereidingen voor de herziening van het preventief (gas)actieplan en de nationale risicoanalyse zijn genomen: de snel veranderende Europese context in verband met de crisis in Oekraïne vereist eveneens een intensieve deelname aan de verschillende regionale risicogroepen waarvan België deel uitmaakt alsook de Coördinatie Groep Gas. De gemeenschappelijke risicoanalyses van de Baltische, Wit-Russische en Noordzee risicogroep werden opgeleverd bij de Europese Commissie.

La DG Énergie, en collaboration avec Fluxys, surveille l'approvisionnement en gaz naturel à la Belgique (et au reste de l'Europe) au moyen d'un système de surveillance détaillé. Compte tenu de cette nouvelle situation, l'arrêté ministériel du 18 décembre 2013 a été révisé en septembre 2022.

Le plan d'urgence consolidé comprend maintenant un plan de délestage qui contient une méthodologie pour appliquer une réduction, voire l'interruption de la fourniture de gaz pour certains clients raccordés au réseau de transport de gaz naturel. Toutes les mesures prévues par niveau de crise dans le plan d'urgence sont désormais assorties de fiches opérationnelles afin qu'elles puissent être mises en œuvre immédiatement en cas de situation de crise. Cela a été fait en coopération avec les acteurs concernés (NCCN, Fluxys, Synergrid, etc.). En outre, suite aux remarques de la Commission européenne sur le plan belge d'actions préventives, une définition des clients protégés (par la solidarité) pour le gaz, conforme au règlement européen 2017/1938, a été présentée par la Belgique. La définition des clients protégés (par la solidarité), les volumes annuels de consommation de gaz des clients protégés (par la solidarité) et le pourcentage que ces volumes de consommation représentent dans la consommation finale annuelle totale de gaz en Belgique ont été notifiés à la Commission européenne conformément à l'art. 6.1 al. 2 du Règlement (UE) 2017/1938. Plusieurs discussions sur la mise en œuvre du mécanisme de solidarité européenne pour le gaz ont eu lieu au niveau administratif avec les pays voisins (Pays-Bas, Luxembourg et Allemagne). Le 19 décembre 2022, la Commission européenne a lancé le règlement d'urgence renforçant la solidarité grâce à une meilleure coordination des achats de gaz, à des prix de référence fiables et à des échanges transfrontières de gaz, dans lequel une "mesure par défaut" est élaborée au cas où des accords de solidarité ne seraient pas conclus entre les États membres. Ce mécanisme de solidarité par défaut est censé être ancré dans le paquet du marché de l'hydrogène et du gaz sans carbone, ce qui lui donnerait un cadre permanent. La nécessité de conclure des accords de solidarité distincts avec les pays voisins devient donc moins urgente. La priorité a été donnée à l'adaptation de la législation interne afin que le "la mesure de solidarité par défaut" puisse être mise en œuvre de manière opérationnelle.

Un plan de communication en cas de crise a été élaboré en accord avec les partenaires requis. Des séances d'information et consultations ont été organisées avec les principales parties prenantes (FEB, Essencia, Fevia, etc.) sur la mise à jour du plan d'urgence. Elle a été suivie d'une vaste enquête auprès des grands consommateurs de gaz naturel réalisée en collaboration avec Fluxys et les gestionnaires de réseau de distribution.

De AD Energie, verzorgt, in samenwerking met Fluxys, via een gedetailleerd monitoringsysteem de opvolging van de aardgasleveringen aan België (en de rest van Europa). In het licht van deze nieuwe situatie werd het ministerieel besluit van 18 december 2013 in september 2022 gewijzigd.

Het geconsolideerde noodplan omvat nu een afschakelplan met een methodologie voor de toepassing van een vermindering, of zelfs onderbreking, van de gaslevering voor bepaalde klanten die op het aardgasvervoersnet zijn aangesloten. Alle maatregelen voorzien per crisisniveau in het noodplan omvatten nu operationele fiches zodat deze bij een crisissituatie onmiddellijk uitvoerbaar zijn. Dit gebeurde in samenwerking met de betrokken actoren (NCCN, Fluxys, Synergrid, enz.). Bovendien heeft België, naar aanleiding van de opmerkingen van de Europese Commissie over het Belgische preventieve actieplan, een definitie van zijn (door solidariteit) beschermde afnemers voor gas voorgesteld, in overeenstemming met de Europese verordening 2017/1938. De definitie van (door solidariteit) beschermde klanten, de jaarlijkse gasverbruiksvolumes van (door solidariteit) beschermde klanten en het percentage dat deze verbruiksvolumes vertegenwoordigen in het totale jaarlijkse eindverbruik van gas in België werden conform art. 6.1 al. 2 van de Verordening (EU) 2017/1938 genotificeerd aan de Europese Commissie. Met de buurlanden (Nederland, Luxemburg en Duitsland) werden op bestuurlijk niveau verscheidene besprekingen gevoerd over de uitvoering van het Europees solidariteitsmechanisme voor gas. Op 19 december 2022 heeft de Europese Commissie de noodverordening inzake de bevordering van solidariteit via een betere coördinatie van de aankoop van gas, betrouwbare prijsbenchmarks en de uitwisseling van gas over de grenzen heen gelanceerd waarin een "default regeling" is uitgewerkt indien er geen solidariteitsakkoorden zijn afgesloten tussen lidstaten. Dit default solidariteitsmechanisme wordt geacht verankerd te worden binnen het pakket voor de markt voor waterstof- en koolstofarm gas, waardoor het een permanent kader zou krijgen. Hierdoor wordt de noodzaak om aparte solidariteitsakkoorden af te sluiten met de buurlanden minder urgent. Prioriteit is gegeven om de interne wetgeving aan te passen zodat de "default solidariteitsregeling" operationeel kan uitgevoerd worden.

In overleg met de vereiste partners is een crisiscommunicatieplan opgesteld. Met de voornaamste belanghebbenden (VBO, Essencia, Fevia, enz.) werden informatie- en overlegbijeenkomsten gehouden over de aanpassing van het noodplan. Daarna volgde een uitgebreide enquête bij de grote aardgasverbruikers in samenwerking met Fluxys en de distributienetbeheerders. Ten slotte werd in samenwerking met het Nationaal

Enfin, en coopération avec le Centre national de crise (NCCN), une enquête a été menée auprès des opérateurs d'infrastructures critiques pour mieux identifier leurs besoins en fourniture de gaz.

En matière de monitoring, la Belgique participe également activement à la Task Force on Gas & Clean Fuels Market Monitoring and Supply Security (TFFS) mise en place au sein de l'AIE fin 2022. Le 15 février 2023, le panel ministériel en ligne de l'AIE sur le gaz a eu lieu et la Belgique, avec 30 pays de l'AIE et 8 pays invités, a approuvé une déclaration commune sur la situation actuelle en Europe, y compris sur ce que l'UE a déjà réalisé, et a donné une impulsion à de futures actions concrètes et à la coopération à court mais aussi à long terme dans le contexte plus large de la transition énergétique et des objectifs climatiques.

2.2.2. Conversion gaz L vers gaz H

La DG Énergie suit la conversion désormais accélérée du gaz L vers le gaz H. Elle se déroule conformément au plan actualisé des gestionnaires de réseau, et devrait se terminer au début de l'année 2024.

2.2.3. Stockage de gaz

Le stockage saisonnier de gaz naturel au niveau européen est important pour garantir notre sécurité d'approvisionnement en hiver. C'est pourquoi l'Union Européenne a adopté en juin 2022 un règlement EU visant à garantir le remplissage des installations de stockage avant l'hiver. Celui-ci impose un objectif et une trajectoire de remplissage. La trajectoire de remplissage est fixée chaque année au mois de novembre.

La Belgique contribue à cet effort européen grâce à son installation de stockage à Loenhout. Celle-ci est soumise à ce règlement EU et offre de la flexibilité aux acteurs de marché permettant de lisser les prix.

Les documents réglementaires, fixant les conditions de vente de la capacité de stockage, sont mis à jour pour imposer aux détenteurs de capacité la trajectoire et l'objectif de remplissage fixés par le règlement EU.

Le niveau de remplissage de l'installation de Loenhout est suivi de très près avec Fluxys, la CREG et la DG Énergie. L'objectif européen de remplissage pour l'hiver prochain, tel qu'il est défini dans le nouveau règlement, prévoit un objectif de remplissage européen de 90 % d'ici le 1^{er} novembre 2023.

Crisiscentrum (NCCN) een enquête gehouden bij exploitanten van kritieke infrastructuur om de behoeften inzake gasvoorziening beter te kunnen bepalen.

Inzake monitoring neemt België ook actief deel aan de eind 2022 binnen IEA opgerichte Task Force on Gas & Clean Fuels Market Monitoring and Supply Security (TFFS). Op 15 februari 2023 vond het IEA online ministerieel panel plaats over de gasmarkt en de bevoorradingszekerheid en onderschreef België samen met 30 IEA-landen en 8 uitgenodigde landen een gemeenschappelijke verklaring over de huidige situatie in Europa, inclusief op wat EU al verwezenlijkte, en gaf er een aanzet voor toekomstige concrete acties en samenwerking op korte maar ook lange termijn binnen de bredere context van energietransitie en klimaatdoelstellingen.

2.2.2. Omzetting van L-gas naar H-gas

De AD Energie volgt de huidige versnelde omschakeling van L-gas naar H-gas op. Het wordt uitgevoerd in overeenstemming met het geactualiseerde plan van de netwerkbeheerders en zal naar verwachting begin van het jaar 2024 voltooid zijn.

2.2.3. Gasopslag

Seizoensopslag van aardgas op Europees niveau is belangrijk om onze bevoorradingszekerheid in de winter te garanderen. Daarom heeft de Europese Unie in juni 2022 een EU-verordening aangenomen die ervoor moet zorgen dat de opslagfaciliteiten vóór de winter worden gevuld. Deze verordening legt een vuldoelstelling en een vultraject op. Het vultraject wordt jaarlijks vastgelegd in november.

België draagt aan deze Europese inspanning bij via zijn opslagfaciliteit in Loenhout. Deze faciliteit valt onder deze EU-verordening en biedt de markspelers flexibiliteit om de prijzen af te vlakken.

De regelgevingsdocumenten, waarin de voorwaarden voor de verkoop van opslagcapaciteit zijn vastgesteld, worden geactualiseerd om de capaciteitshouders het in de EU-verordening vastgestelde traject en de vullingsdoelstelling op te leggen.

Samen met Fluxys, de CREG en de AD Energie wordt het vulniveau van de installatie in Loenhout nauwlettend in het oog gehouden. De Europese vullingsdoelstelling voor de komende winter, zoals vastgelegd in de nieuwe verordening, schrijft een Europese vullingsgraadoelstelling van 90 % voor op 1 november 2023.

Le règlement d'exécution (UE) 2022/2301 de la Commission du 23 novembre 2022 fixant la trajectoire de remplissage avec des objectifs intermédiaires pour 2023 pour chaque État membre disposant d'installations de stockage souterrain de gaz situées sur son territoire et directement interconnectées à sa zone de marché, a fixé un objectif intermédiaire pour le 1^{er} septembre à 78 % pour la Belgique, tandis que le 1^{er} août, le stockage à Loenhout est déjà rempli à 98,2 %.

Après analyse par la CREG et sur avis de la Commission européenne du 15.02.2023, Fluxys Belgium est également le premier gestionnaire de réseau de stockage de gaz à être certifié en vertu de l'article 3 bis du règlement (CE) n° 715/2009 – Belgique.

2.3. Pétrole

Les sanctions énergétiques sur le pétrole et les produits pétroliers dans le cadre de l'embargo sur le pétrole russe restent en place en 2023.

En partie grâce aux leçons tirées de l'expérience de la crise en Ukraine, les procédures de crise en cas de crise d'approvisionnement en pétrole ont été complétées. Le Plan d'urgence pétrolier contient un aperçu des mesures de réduction de la demande qui peuvent être prises en cas de crise, afin de réduire la consommation de produits pétroliers en Belgique.

Une liste de consommateurs prioritaires est également établie afin d'approvisionner certains clients en priorité si, en raison d'une grave crise d'approvisionnement, l'offre de produits pétroliers se raréfie.

Le Plan d'urgence pétrolier est complété par un plan de distribution, qui comprend des nœuds cruciaux pour la distribution du pétrole et des produits pétroliers afin d'assurer l'approvisionnement des consommateurs prioritaires en cas de crise d'approvisionnement.

La proposition de modification du cadre légal d'APETRA pour répondre à l'évolution des règles concernant les sociétés sera encore soumise en 2023. La modification législative prévoit également une amélioration de l'organisation interne de l'Agence et anticipe la nécessité d'un éventuel stockage stratégique supplémentaire de produits énergétiques autres que le pétrole, le gaz naturel et l'électricité afin de répondre à la transition énergétique. À cette fin, une étude sera lancée, à l'issue de laquelle le gouvernement pourra décider de créer d'autres stocks stratégiques. Compte tenu de son fonctionnement alterné et de l'évolution potentielle de ses missions, l'agence sera également rebaptisée "ASEVA: Agence de Stockage Énergétique".

De uitvoeringsverordening (EU) 2022/2301 van de Commissie van 23 november 2022 tot vaststelling van het vultraject met tussentijdse streefdoelen voor 2023 voor elke lidstaat met ondergrondse gasopslaginstallaties op zijn grondgebied die een rechtstreekse interconnectie met zijn afzetgebied, heeft een tussentijds streefdoel voor 1 september vastgelegd op 78 % voor België, terwijl de opslag te Loenhout op 1 augustus reeds voor 98,2 % gevuld is.

Fluxys Belgium is ook de eerste gasopslagsysteem-beheerder welke na analyse van de CREG en op advies van de Europese Commissie van 15.02.2023 overeenkomstig artikel 3 bis van Verordening (EG) nr. 715/2009 – België – werd gecertificeerd.

2.3. Aardolie

De energiesancties op aardolie en aardolieproducten als onderdeel van het embargo op Russische olie, blijven van kracht in 2023.

Onder meer als gevolg van de lessen die we kunnen trekken uit de ervaring van de crisis in Oekraïne, werden de crisisprocedures in het geval van een aardolie bevoorradingscrisis aangevuld. Het Noodplan Aardolie bevat een overzicht van vraagbeperkende maatregelen die in geval van een crisis kunnen genomen worden om het verbruik van aardolieproducten in België te verminderen.

Tevens wordt een lijst van prioritaire consumenten opgesteld om bepaalde klanten prioritair te bevoorraden, wanneer als gevolg van een ernstige bevoorradingscrisis het aanbod aardolieproducten schaars is.

Het noodplan Aardolie wordt aangevuld met een distributieplan, waarin cruciale knooppunten voor de verdeling van aardolie en aardolieproducten worden opgenomen om gedurende een bevoorradingscrisis in te staan voor de bevoorrading van prioritaire consument

Het voorstel tot wijziging van het wettelijk kader van APETRA, om te voldoen aan de wijzigende regels met betrekking tot vennootschappen zal in 2023 nog voorgelegd worden. De wetswijziging voorziet ook in een verbetering van de interne organisatie van het Agentschap en anticipeert op de nood aan mogelijke bijkomende strategische opslag van andere energieproducten dan aardolie, aardgas en elektriciteit om zo in te spelen op de energietransitie. Hiertoe zal een studie opgestart worden, waarna de regering kan beslissen om andere strategische voorraden aan te leggen. Gezien de vernieuwde werking en de mogelijk wijzigende opdracht van het agentschap, wordt het ook omgedoopt naar "ASEVA: Agence de Stockage Énergétique – Energie Voorraden Agentschap".

En outre, dans les cadres existants et conformément aux cadres existants de l'UE et de l'Agence internationale de l'énergie, un Memorandum of Understanding a été signé avec le Danemark afin de faciliter d'éventuelles collaborations futures pour la détention de stocks stratégiques de pétrole.

2.4. Haute surveillance de la qualité et de la sécurité des infrastructures et des produits énergétiques

2.4.1. Application de la législation EPCIP et NIS

La sécurité physique des infrastructures énergétiques joue un rôle important dans la garantie d'une sécurité d'approvisionnement stable. Plusieurs cadres législatifs généraux (principalement la loi du 1^{er} juillet 2011 relative à la sécurité et la protection des infrastructures critiques) jouent un rôle à cet égard. Afin de les adapter davantage à la réalité du secteur de l'énergie, il a été examiné comment le cadre juridique pourrait être encore mieux adapté aux caractéristiques du secteur de l'énergie. Certaines adaptations, visant spécifiquement le secteur de l'énergie, ont déjà été approuvées par le Parlement, d'autres seront présentées prochainement. Ces mesures supplémentaires rendront le secteur de l'énergie encore plus sûr contre les menaces physiques. Les adaptations doivent également créer un cadre plus clair pour lutter contre les insider threats, grâce au principe de screening du personnel ayant accès à des informations, des sites, des zones, etc. sensibles.

Les menaces physiques, en partie dues à la numérisation du secteur, sont indissociables des cybermenaces et, par conséquent, de la cybersécurité. Fin 2022, en vertu de la loi NIS (loi du 7 avril 2019 établissant un cadre pour la sécurité des réseaux et des systèmes d'information d'intérêt général pour la sécurité publique), 33 entreprises, qui jouent un rôle important dans le système énergétique belge, ont été désignées comme "opérateurs de services essentiels". Cette désignation signifie que ces entreprises doivent prendre des mesures pour protéger leur réseau et leurs systèmes d'information, et qu'elles sont également surveillées par mon administration dans ce domaine. D'ici la fin de l'année 2023, les entreprises doivent soumettre et commencer à mettre en œuvre une politique de sécurité pour les réseaux et les systèmes d'information.

Les mesures de sécurité prises par les exploitants d'infrastructures critiques et les opérateurs de services essentiels sont un élément essentiel des mesures préventives et de la préparation aux risques et aux crises. Je souhaite qu'elles soient opérationnelles partout en Belgique et je continuerai à veiller au renforcement et à l'actualisation du cadre réglementaire en la matière.

Daarnaast werd binnen, en in lijn met de bestaande kaders van de EU en het Internationaal Energie Agentschap, een Memorandum of Understanding ondertekend met Denemarken om mogelijke toekomstige samenwerkingen voor het aanhouden van de strategische olievoorraden te faciliteren.

2.4. Hoog toezicht van kwaliteit en veiligheid op energie-infrastructuur en producten

2.4.1. Toepassing van de EPCIP en NIS wetgeving

In het garanderen van een stabiele bevoorradingszekerheid, speelt de fysieke beveiliging van energie-infrastructuur een belangrijke rol. Verschillende algemene wetgevende kaders (voornamelijk de wet van 1 juli 2011 betreffende de beveiliging en bescherming van de kritieke infrastructuur) spelen hierin een rol. Om deze meer aan te passen aan de realiteit van de energiesector, werd onderzocht hoe het wettelijk kader nog beter kon aangepast worden aan de kenmerken van de energiesector. Enkele aanpassingen, specifiek gericht op de energiesector, werden reeds goedgekeurd in het parlement, andere worden binnenkort voorgelegd. Deze bijkomende maatregelen zullen de energiesector nog beter beveiligen tegen fysieke dreigingen. De aanpassingen moeten ook een duidelijker kader scheppen voor de strijd tegen insider threats, door het principe van screening van personeelsleden die toegang hebben tot gevoelige informatie, sites, zones, etc.

Fysieke dreigingen kunnen, onder andere door de digitalisering van de sector, niet los gezien worden van cyberdreigingen en, bijgevolg ook, cybersecurity. Eind 2022 werden in het kader van de NIS-wet (wet van 7 april 2019 tot vaststelling van een kader voor de beveiliging van netwerk- en informatiesystemen van algemeen belang voor de openbare veiligheid) 33 bedrijven, die een belangrijke rol spelen in het Belgisch energiesysteem, aangewezen als zogenoemde "aanbieders van essentiële diensten". Deze aanwijzing betekent dat deze bedrijven maatregelen moeten nemen om hun netwerk- en informatiesystemen te beschermen, en dat zij ook op dit gebied worden opgevolgd door mijn administratie. Tegen het eind van 2023 moeten de bedrijven een beveiligingsbeleid voor netwerk- en informatiesystemen indienen en beginnen implementeren.

De beveiligingsmaatregelen die exploitanten van kritieke infrastructuur en aanbieders van essentiële diensten treffen, maken een wezenlijk deel uit van de preventieve maatregelen tegen, en onze voorbereiding op, risico's en crises. Ik zou graag zien dat ze overal in België operationeel zijn en ik zal erop blijven toezien dat het regelgevend kader ter zake wordt versterkt en actueel gehouden wordt.

Au niveau européen, la sécurité des infrastructures énergétiques suscite également un intérêt accru. La Commission européenne a lancé un projet de tests de résistance. Le premier secteur dans lequel ces tests de résistance sont déployés est le secteur de l'énergie. Mon administration et moi-même suivons cela de près et nous analyserons en profondeur les résultats de ces tests de résistance.

Par ailleurs, je souhaite approfondir les contacts avec nos pays voisins et les pays bordant la mer du Nord en matière de sécurité, et encourager une éventuelle coopération dans ce domaine.

Dans un avenir proche, dans le cadre de la loi relative à la sécurité et la protection des infrastructures critiques, sur la base d'analyses renouvelées du système énergétique belge et en coopération avec les parties prenantes concernées, une mise à jour de la liste des infrastructures énergétiques critiques sera effectuée sur une base régulière. Les analyses, sur la base desquelles les acteurs cruciaux sont identifiés, seront également élargies. Par exemple, l'impact des nouveaux sous-secteurs, des nouveaux acteurs et des nouvelles technologies sera analysé. Ces analyses permettront de déterminer si d'autres entreprises doivent être désignées et suivies de près.

2.5. Application du Règlement général sur les installations électriques (RGIE)

Depuis 2019, la deuxième phase de la restructuration des trois livres du RGIE a lieu, visant à développer les exigences techniques en fonction des priorités identifiées en étroite collaboration avec les parties prenantes et en tenant compte des évolutions technologiques.

En juillet 2022, les mesures de sécurité pour l'alimentation des véhicules électriques ont été publiées. En mars 2023, les nouvelles mesures de sécurité d'application sur les installations domestiques ont été également publiées. Les travaux se poursuivent avec les stakeholders pour faire évoluer les mesures de sécurité des trois livres du RGIE, avec des projets comme par exemple: les batteries d'accumulateurs, les lieux avec une baignoire et/ou une douche, les schémas mis à la terre en DC, ...

2.6. Qualité des produits pétroliers mis sur le marché

Afin d'assurer l'approvisionnement en produits pétroliers de qualité, il est important de consolider le rôle du Fonds d'analyse des produits pétroliers (Fapetro) en organisant ses tâches de contrôle de manière ciblée. Par

Op Europees niveau is er ook een verhoogde interesse in de beveiliging van energie-infrastructuur. De Europese Commissie heeft een project met betrekking tot stresstests gelanceerd. De eerste sector waarin deze stresstests worden uitgerold is de energiesector. Mijn administratie en ikzelf volgen ook dit nauwgezet op, en zullen de resultaten van deze stresstests grondig analyseren.

Verder wil ik ook de contacten met onze buurlanden en de landen rond de Noordzee verder uitdiepen op het vlak van beveiliging, en een eventuele samenwerking op dit vlak aanmoedigen.

In de nabije toekomst, wordt, in het kader van de wet betreffende de beveiliging en bescherming van de kritieke infrastructuur, op basis van hernieuwde analyses van het Belgische energiesysteem en in samenwerking met de relevante stakeholders, op regelmatige basis een update van de lijst van kritieke energie-infrastructuur gemaakt. Ook de analyses, op basis waarvan cruciale spelers geïdentificeerd worden, zullen uitgebreid worden. Zo zal de impact van zowel nieuwe sub-sectoren, nieuwe spelers, als nieuwe technologieën, geanalyseerd worden. Deze analyses zullen uitwijzen of er al dan niet bijkomende bedrijven aangewezen en van nabij opgevolgd moeten worden.

2.5. Toepassing van het Algemeen Reglement op Elektrische Installaties (AREI)

Sinds 2019 vindt de tweede fase van de herstructurering van de drie boeken van het AREI plaats, met als doel de technische vereisten te ontwikkelen volgens de prioriteiten die in nauwe samenwerking met de belanghebbenden en rekening houdend met de technologische ontwikkelingen zijn vastgesteld.

In juli 2022 werden de veiligheidsmaatregelen van toepassing op de voeding van elektrische voertuigen gepubliceerd. In maart 2023, werden de nieuwe veiligheidsmaatregelen van toepassing op de huishoudelijke installaties ook gepubliceerd. De werken worden met de belanghebbenden verdergezet om de veiligheidsmaatregelen van de drie boeken van het AREI te laten evolueren, met projecten zoals bv: accumulatorenbatterijen, ruimten met een bad en/of een douche, netsystemen in DC, ...

2.6. Kwaliteit van op de markt gebrachte aardolie-producten

Teneinde de voorziening van kwalitatieve aardolie-producten te waarborgen, is het van belang de taak van het Fonds voor de Analyse van de Aardolieproducten (Fapetro) te bestendigen, door zijn controletaken gericht

exemple, nous avons récemment introduit le contrôle du fioul marin. Chaque année, plus de 10.000 échantillons sont prélevés dans les stations publiques, les pompes privées, les dépôts et le carburant marin. Ces contrôles permettent d'améliorer la qualité des produits fournis. Les taux de non-conformité sont d'environ 5 %. La mission du Fonds évoluera avec la transition énergétique à l'avenir.

Par ailleurs, le fonds Fapetro maintient à ce jour et ceci depuis plus de 10 ans son accréditation ISO 17.020 en tant qu'organisme d'inspection et de contrôle.

3. Abordabilité et fonctionnement du marché

3.1. Norme énergétique

La loi du 28 février 2022 prévoit que pour le 15 mai de chaque année, la CREG, en collaboration avec les régulateurs régionaux (FORBEG), réalise une étude comparant les différents éléments de coût de la facture d'électricité et de gaz avec les pays voisins. Au plus tard le 1^{er} juillet, la CREG remet au ministre un avis assorti de recommandations sur les mesures à prendre pour améliorer la compétitivité des entreprises et, le cas échéant, le pouvoir d'achat des clients résidentiels. Elle le fait après avoir pris l'avis du Conseil consultatif du gaz et de l'électricité et du Conseil central des entreprises. Les recommandations de la CREG portent sur les composantes de coût de la facture d'électricité qui relèvent de la compétence fédérale en matière d'énergie.

Le cadre légal précité a été étendu par la loi du 26 avril 2023 modifiant la loi du 29 avril 1999 afin que la CREG procède chaque année, dans le cadre de son étude sur la norme énergétique, à une analyse du rapport coût/prix du chauffage par des sources de chaleur fossiles et du chauffage par des pompes à chaleur et d'autres technologies plus durables. Une première analyse sera ajoutée au rapport FORBEG de mai 2024.

En juillet 2022, en pleine crise énergétique, la CREG m'a remis pour la première fois son avis sur les normes énergétiques. Dans cet avis, la CREG recommande principalement des mesures visant à protéger les clients résidentiels. La CREG propose de maintenir la réduction de la TVA de 21 % à 6 %, déjà introduite à l'époque, et de la combiner avec une réforme des accises. Elle recommande également de baser le droit au tarif social sur le revenu plutôt que sur le statut social afin de cibler les ménages aux revenus les plus faibles. Selon la CREG, il est souhaitable que l'extension temporaire, durant la crise COVID-19, aux bénéficiaires d'une intervention majorée ("BIM") soit pérennisée. La CREG

te organiseren. Zo hebben wij bijvoorbeeld onlangs de controle op brandstof voor de scheepvaart ingevoerd. Elk jaar worden meer dan 10.000 monsters genomen van openbare stations, particuliere pompen, depots en scheepsbrandstof. Deze controles dragen bij tot de verbetering van de kwaliteit van de geleverde producten. De niet-nalevingspercentages liggen rond de 5 %. De missie van het Fonds zal in de toekomst mee evolueren met de energietransitie.

Bovendien beschikt het fonds van Fapetro tot op vandaag en reeds meer dan 10 jaar over zijn ISO 17.020-accreditatie als inspectie- en controleorgaan.

3. Betaalbaarheid & marktwerving

3.1. Energienorm

De wet van 28 februari 2022 voorziet dat tegen 15 mei van ieder jaar de CREG samen met de gewestelijke reguleatoren (FORBEG) een studie maakt met een vergelijking met de buurlanden van de verschillende kostencomponenten van de elektriciteits- en gasfactuur. Uiterlijk op 1 juli bezorgt de CREG een advies aan de minister met aanbevelingen voor maatregelen om de concurrentiekracht van de ondernemingen en de koopkracht van de residentiële afnemers te verbeteren als dit nodig zou zijn. Zij doet dat na het inwinnen van een advies van de Adviesraad Gas en Elektriciteit en van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven. De aanbevelingen van de CREG slaan op de kostencomponenten van de elektriciteitsfactuur die onder de federale energiebevoegdheid vallen.

Het voormelde wettelijke kader werd uitgebreid bij wet van 26 april 2023 tot wijziging van de wet van 29 april 1999 zodat de CREG, elk jaar, in het kader van haar studie met betrekking tot de energienorm, een analyse uitvoert van kostprijs verhouding van verwarming met fossiele verwarmingsbronnen en deze door middel van warmtepompen en andere duurzamere technologieën. Een eerste analyse hiervan zal toegevoegd worden aan het FORBEG-rapport van mei 2024.

In juli 2022, in volle opgang van de energiecrisis dat jaar, heeft de CREG de eerste keer haar advies in het kader van de energienorm aan mij bezorgd. In dit advies beveelt de CREG vooral maatregelen ter bescherming van de huishoudelijke afnemers aan. De CREG stelt voor om de toen al ingevoerde btw-verlaging van 21 % naar 6 % aan te houden en te combineren met een accijnshervorming. Zij adviseert ook om het recht op sociaal tarief eerder te baseren op het inkomen dan op het sociaal statuut en zich zo op de huishoudens met de laagste inkomens te richten. Volgens de CREG is het wenselijk dat de tijdelijke uitbreiding tijdens de COVID-19- crisis naar mensen met een recht op verhoogde tegemoetkoming

propose également d'accorder aux clients ayant droit au tarif social, mais qui utilisent une chaudière collective, une prime équivalente à la protection des prix dont ils bénéficieraient s'ils prenaient le gaz directement sur le réseau. Le gouvernement a largement suivi ces propositions, en particulier la réforme de la TVA et des accises, et a étendu le droit au tarif social à la catégorie BIM jusqu'au 30 juin 2023, lorsque les prix de l'énergie se sont stabilisés.

En juillet 2023, j'ai reçu pour la deuxième fois l'avis avec recommandations de la CREG. Dans cet avis, en fonction des résultats de l'étude FORBEG sur les composantes des prix, la CREG a adopté une approche attentiste. En effet, il apparaît que les entreprises électro-intensives se trouvent dans une situation concurrentielle défavorable par rapport à des clients similaires à l'étranger, principalement en raison des mesures de crise prises dans ces pays. Compte tenu de l'augmentation attendue des tarifs de transport, un éventuel désavantage supplémentaire s'annonce. Mais comme certaines mesures prises à l'étranger sont également temporaires et que des augmentations des tarifs du réseau de transport y sont également annoncées, la CREG recommande uniquement de prendre une mesure préparatoire, à savoir d'inclure une définition des entreprises électro-intensives dans la loi électricité et de permettre ainsi un traitement distinct dans les lignes directrices relatives à la fixation des tarifs du réseau de transport. J'ai entamé les préparatifs en vue de cette modification législative

3.2. *Atténuer les effets des prix élevés de l'énergie*

Fin 2022, afin d'atténuer pour les ménages les effets de l'augmentation importante des prix de l'énergie, le gouvernement fédéral a dégagé des moyens importants. Mon administration a été chargée d'opérationnaliser le versement de différentes primes. Une première prime de 100 euros avait déjà été octroyée en 2022 à chaque ménage pour près de 450 millions d'euros.

Par la suite, il a été décidé de verser un premier et un second "forfait de base" pour l'électricité et pour le gaz naturel. En collaboration avec la CREG et avec les fournisseurs, dans une première phase automatique, 4.650.096 primes ont été versées pour le premier forfait de base et 4.847.195 pour le second, ce qui totalise 9.497.291 primes, soit un montant de 2.136.318.041 euros. Par la suite, une procédure prévue par les lois permet d'attribuer les forfaits de base qui n'avaient pas pu être accordées automatiquement à certains ménages. Cette phase est toujours en cours et devrait se terminer à la fin de l'année 2023. Cette procédure manuelle correspond

("RVT") een permanent karakter krijgt. De CREG maakt ook een voorstel om afnemers met het recht op sociaal tarief, maar die achter een collectieve verwarmingsketel zitten, te bereiken met een premie equivalent aan de prijsbescherming die ze zouden genieten als zij rechtstreeks van het net gas zouden afnemen. De regering heeft deze voorstellen in grote mate gevolgd, met name de btw- en accijnshervorming en heeft de uitbreiding van de rechthebbenden tot de RVT-categorie aangehouden tot 30 juni 2023, wanneer de energieprijzen zich stabiliseerden.

In juli 2023 heb ik een tweede keer het advies met aanbevelingen van de CREG mogen ontvangen. Daarin neemt de CREG in functie van de resultaten van de FORBEG-studie op de prijzencomponenten een afwachtende houding aan. Het blijkt immers dat elektro-intensieve bedrijven een competitief nadeel ondervinden tegenover gelijkaardige afnemers in het buitenland, dit voornamelijk als gevolg van de crisismaatregelen genomen in deze landen. Gezien de verwachte stijging van de transmissienettarieven, kondigt zich een mogelijks bijkomend nadeel aan. Maar aangezien in het buitenland sommige maatregelen ook tijdelijk zijn en zich daar ook verhogingen van transmissienettarieven aankondigen, adviseert de CREG enkel een voorbereidende maatregel te nemen, namelijk om in de elektriciteitswet een definitie op te nemen van elektro-intensief bedrijf en zo in de richtlijnen voor het vastleggen van transmissienettarieven een afzonderlijke behandeling mogelijk te maken. Ik heb de voorbereidingen voor deze wetswijziging opgestart.

3.2. *Verzachten van de gevolgen van hoge energieprijzen*

Om de gevolgen van de sterke stijging van de energieprijzen voor de gezinnen te verzachten, heeft de federale regering eind 2022 aanzienlijke middelen ter beschikking gesteld. Mijn administratie werd belast met de uitbetaling van verschillende premies. In 2022 werd al een eerste premie van 100 euro toegekend aan elk huishouden, goed voor bijna 450 miljoen euro.

Vervolgens werd beslist om een eerste en tweede "basispakket" te betalen voor elektriciteit en aardgas. In samenwerking met CREG en de leveranciers werden in een eerste automatische fase 4.650.096 premies betaald voor het eerste basispakket en 4.847.195 voor het tweede, wat een totaal van 9.497.291 premies of een bedrag van 2.136.318.041 euro opleverde. Vervolgens maakt een bij wet voorziene procedure de toekenning mogelijk van de basispakketten die niet automatisch aan bepaalde gezinnen konden worden toegekend. Deze fase is nog aan de gang en zou eind 2023 afgerond moeten zijn. Deze manuele procedure komt overeen met 211.009

à 211.009 demandes (4,3 % des primes versées) pour le premier forfait de base et 124.433 demandes (2,5 % des primes versées) pour le second forfait.

Les forfaits de base sont aussi versés aux ménages vivant en appartement et qui se chauffent au gaz via une chaudière collective. Environ 75.000 ménages ont fait une demande pour chaque forfait afin de recevoir cette prime qui sera versée au plus tard fin de l'année.

Par ailleurs, une prime de 300 euros a été prévu pour tous les ménages utilisant le mazout ou le propane en vrac comme chauffage principale. Aussi, une prime de 250 euros a également été prévue pour le ménage ayant le pellet comme chauffage principal. À ce jour plus d'un million de demandes de primes ont été traitées.

La CREG examine mensuellement l'évolution des prix des différents produits sur les marchés de détail par rapport aux marchés de gros et fournit des conseils dans ce contexte.

Une tendance à la baisse des prix de l'énergie est observée depuis fin 2022 en raison de la réduction de la demande d'énergie, des températures douces et des réserves de gaz européennes pleines. J'ai élaboré en février, avec le secrétaire d'État à la protection des consommateurs et les membres de la FEBEG, un protocole visant à plus rapidement et mieux adapter les factures anticipées aux chocs des prix de l'énergie. À court terme, les signataires du protocole se sont engagés à contacter de manière proactive leurs clients, pour lesquels les simulations indiquent un écart, avec une proposition d'ajustement de leur facture anticipée. Une première évaluation a montré qu'une grande partie des clients résidentiels ayant des contrats variables ont reçu une proposition ajustée. Pour 1/3 des clients, il s'agissait d'une proposition à la hausse et pour 2/3 d'une proposition à la baisse. La moitié des clients ont effectivement suivi la proposition d'ajustement. Il apparaît également que le niveau des relevés débiteurs moyens, où le client doit donc payer un supplément, est plus élevé que celui des relevés créditeurs moyens, où le client doit donc récupérer. En collaboration avec le secrétaire d'État à la protection des consommateurs, je continuerai à surveiller de près les pratiques en matière de facturation anticipée et à rappeler aux fournisseurs qu'ils doivent veiller à ce que leurs clients ne fassent pas office de banque et ne reçoivent pas non plus des factures finales désagréablement élevées.

aanvragen (4,3 % van de betaalde premies) voor het eerste basispakket en 124.433 aanvragen (2,5 % van de betaalde premies) voor het tweede pakket.

De basispakketten worden ook uitbetaald aan huishoudens die in appartementen wonen en verwarmen met gas via een collectieve verwarmingsketel. Ongeveer 75.000 huishoudens hebben voor elk pakket een aanvraag ingediend om deze premie te ontvangen, die uiterlijk aan het eind van het jaar zal worden uitbetaald.

Daarnaast is er een premie van 300 euro voorzien voor alle huishoudens die huisbrandolie of propaan in bulk gebruiken als hun hoofdverwarmingsbron. Er is ook een premie van 250 euro voor huishoudens die pellets gebruiken als hun hoofdverwarmingsbron. Tot nu toe werden meer dan een miljoen aanvragen voor premies verwerkt.

Elke maand onderzoekt de CREG de prijsevoluties voor de verschillende producten op de kleinhandelsmarkten in vergelijking met de groothandelsmarkten en geeft ze advies in deze context.

Sinds eind 2022 wordt een neerwaartse trend in de energieprijzen waargenomen als gevolg van een verminderde vraag naar energie, zachte temperaturen en volle Europese gasreserves. Ik stelde in februari samen met de staatssecretaris voor Consumentenbescherming en de FEBEG-leden een protocol op met als doelstelling om de voorschotfacturen sneller en beter aan te passen aan schokken in de energieprijzen. Op korte termijn verbonden de ondertekenaars van het protocol zich ertoe hun klanten, voor wie de simulaties op een afwijking wijzen, proactief te contacteren met een aangepast voorstel voor hun voorschotfactuur. Uit een eerste evaluatie is gebleken dat een groot deel van de residentiële klanten met een variabel contract een aangepast voorstel kreeg. Voor 1/3 van de klanten betrof het een voorstel naar boven; en voor 2/3 een voorstel naar beneden. De helft van de klanten heeft het voorstel tot aanpassing effectief gevolgd. Het blijkt ook dat de hoogte van de gemiddelde debet afrekeningen, waarbij de klant dus moet bijbetalen, hoger liggen dan van de gemiddelde kredietafrekeningen, waarbij de klant moet terugkrijgen. Samen met de staatssecretaris voor consumentenbescherming zal ik de praktijken rond voorschotfacturen van nabij blijven opvolgen en leveranciers blijven aanmanen om ervoor te zorgen dat hun klanten geen bank zijn maar ook geen onaangenaam hoge eindafrekeningen ontvangen.

3.3. Réforme du tarif social pour l'électricité, le gaz naturel et la chaleur

L'attribution du tarif social n'est actuellement prévue que pour les clients résidentiels directement raccordé au réseau. Les ménages qui se chauffent par le biais d'une installation collective sont donc exclus. En 2023, j'ai élaboré une proposition visant à accorder une prime pour éliminer cette inégalité. Les détails et la mise en œuvre doivent encore être discutés et l'objectif est de rendre le système opérationnel pour la mi-2024. Les ménages avec une consommation domestique en situation de vulnérabilité doivent être soutenus de la même manière, quel que soit le système de chauffage.

Le droit au tarif social pour le groupe élargi de personnes ayant droit à l'intervention majorée a été prolongé jusqu'au 30 juin 2023 en raison de la crise énergétique. À partir du 1^{er} juillet 2023, une mesure tampon a été mise en place avec la garantie qu'ils obtiendraient le prix le plus bas auprès de leur fournisseur pendant au moins trois mois, afin qu'ils ne se retrouvent pas sans protection en cas de retour aux prix normaux. L'application automatique du tarif social pour l'énergie a une fois de plus été d'une grande importance pour les citoyens vulnérables pendant la crise énergétique.

Cependant, ceci a également soulevé des questions qui ont permis de comprendre qu'il est nécessaire de développer un système graduel et dégressif tout en maintenant l'attribution et l'application automatique. Une réforme basée sur les 2 piliers ci-dessous préconise:

1. Qui bénéficie du tarif social et de quel avantage social devrait-il bénéficier?

2. La méthode d'application automatique du tarif social

En ce qui concerne le deuxième pilier, une analyse fonctionnelle sur l'optimisation de l'application automatique du tarif social énergie est actuellement en cours.

Les familles à faibles revenus doivent continuer à bénéficier d'un tarif social. Le niveau de revenu du ménage devrait déterminer dans une plus large mesure l'ampleur de l'intervention sur la facture énergétique.

Il est important que l'avantage puisse être accordé de manière automatique. Il convient donc de travailler sur la disponibilité des données dans les bases de données

3.3. Hervorming van het sociaal tarief voor elektriciteit, aardgas en warmte

De toekenning van het sociaal tarief is momenteel enkel voorzien voor residentiële afnemers die rechtstreeks zijn aangesloten op het net. Gezinnen die zich verwarmen met aardgas, elektriciteit of warmte via een collectieve installatie vallen hierdoor uit de boot. In 2023 heb ik een voorstel uitgewerkt tot de toekenning van een premie om deze ongelijkheid weg te werken. De nadere uitwerking en uitvoering moeten verder besproken worden en het is de bedoeling om een systeem te operationaliseren mid-2024. Gezinnen met een huishoudelijk verbruik die zich in een kwetsbare situatie bevinden moeten op een gelijkaardige wijze gesteund worden ongeacht het verwarmingssysteem.

Het recht op het sociaal tarief voor de uitgebreide groep van personen met een recht op de verhoogde tegemoetkoming werd in het licht van de energiecrisis verlengd tot 30 juni 2023. Vanaf 1 juli 2023 werd een buffermaatregel voorzien met de garantie dat zij van hun leverancier de laagste prijs krijgen gedurende minstens drie maanden, zodat zij niet onbeschermd opnieuw naar de reguliere prijzen overgezet werden. De automatische toepassing van het sociaal tarief voor energie is tijdens de energiecrisis voor de kwetsbare burgers nogmaals van groot belang geweest.

Echter riep dit ook vragen op die tot het inzicht hebben geleid dat het noodzakelijk is om een getrappt, degressief systeem te ontwikkelen met behoud van de automatische toewijzing en toepassing. Een hervorming op basis van de 2 onderstaande pijlers dringt zich op:

1. Wie krijgt het sociaal tarief en welk sociaal voordeel dienen zij te genieten?;

2. De werkwijze van de automatische toepassing van het sociaal tarief.

Voor wat de tweede pijler betreft is er momenteel een functionele analyse omtrent het optimaliseren van de automatische toepassing van het sociaal tarief energie lopende.

Gezinnen met een laag inkomen moeten kunnen blijven genieten van een sociaal tarief. De hoogte van het gezinsinkomen moet in belangrijkere mate de grootte van de tussenkomst op de energiefactuur gaan bepalen.

Het is van belang dat het voordeel op een automatische wijze toegekend kan worden. Daarom moet er werk gemaakt worden van de beschikbaarheid van de

croisées pour permettre une application automatique et d'optimiser la méthode d'échange de données.

3.4. *Tarif social pour la chaleur*

Le tarif social de la chaleur a été introduit le 1^{er} juillet 2022. Grâce à la concertation constructive entre les services concernés et les fournisseurs de chaleur, ceux-ci ont pu entrer immédiatement dans l'échange trimestriel de données nécessaire à l'application automatique du tarif social. Ainsi, ces ménages bénéficient désormais également du tarif social sans devoir en faire la demande.

En 2024, la chaleur sera également incluse dans le système de primes pour les ménages qui se chauffent via une installation collective et pour qui les coûts d'énergie ne font pas partie de la location sociale.

3.5. *Droits des consommateurs*

Des dispositions visant à simplifier les factures d'énergie en vigueur depuis le 1.01.2022 offrent une protection accrue aux ménages, conformément au droit européen (transposition de la directive (UE) 2019/944). Des dispositions spécifiques pour les clients résidentiels et les PME prévoient une structure obligatoire et un maximum de deux pages pour la facture de régularisation et la facture finale. En collaboration avec la CREG et l'Inspection économique – à laquelle nous avons donné plus de pouvoirs pour détecter, déterminer et sanctionner les infractions – nous renforçons le contrôle.

Nous rejoignons également la CREG dans les discussions avec les fournisseurs d'énergie pour accroître la transparence des factures d'acompte.

En outre, des dispositions seront également prévues en exécution de l'article 18, § 12 de la loi Électricité pour fixer les exigences auxquelles les outils de comparaison, qui comparent l'offre des fournisseurs, doivent répondre pour recevoir un label de confiance de la CREG.

En collaboration avec la Secrétaire d'État à la Protection des Consommateurs, nous continuons à travailler à l'évaluation et à la révision de l'Accord de consommateur en supprimant des dispositions déjà prévues dans la législation (Code de droit économique, Loi électricité/gaz, ...), en étendant le champ d'application à d'autres acteurs (communautés d'énergies, agrégateurs, ...) et en insérant des dispositions orientées vers des solutions, sur la base des recommandations du Médiateur et de la CREG.

gegevens in de databanken die gekruist worden om een automatische toepassing mogelijk te maken en moet de wijze van gegevensuitwisseling geoptimaliseerd worden.

3.4. *Sociaal tarief voor warmte*

Het sociaal tarief warmte werd ingevoerd op 1 juli 2022. Dankzij het constructieve overleg tussen de betrokken diensten en de warmteleveranciers konden zij onmiddellijk instappen in de trimestriële gegevensuitwisseling die noodzakelijk is voor een automatische toepassing van het sociaal tarief. Op deze wijze genieten ook deze gezinnen nu van het sociaal tarief zonder dat zij het moeten aanvragen.

In 2024 zal warmte ook meegenomen worden in het premiesysteem voor gezinnen die zich verwarmen via een collectieve installatie en waarvoor de energiekosten geen deel uitmaken van de sociale huur.

3.5. *Consumentenrechten*

Bepalingen ter vereenvoudiging van energiefacturen die sinds 1 januari 2022 van kracht zijn, bieden huishoudens meer bescherming, in overeenstemming met de EU-wetgeving (omzetting van Richtlijn (EU) 2019/944). Specifieke bepalingen voor huishoudelijke afnemers en de kmo's voorzien in een verplichte structuur en maximaal twee bladzijden voor de afrekenings- en de slotfactuur. Samen met de CREG en de Economische Inspectie – die we meer bevoegdheden gaven voor het opsporen, vaststellen en bestraffen van inbreuken – verscherpen we het toezicht.

We gaan ook samen met de CREG in overleg met de energieleveranciers om de transparantie van de voorschotfacturen te verhogen.

Verder zullen ook bepalingen voorzien worden in uitvoering van artikel 18, § 12 van de Elektriciteitswet teneinde vereisten vast te stellen waaraan vergelijkingsinstrumenten, waarin het aanbod aan leveranciers wordt vergeleken, dient te voldoen om een vertrouwensmerk van de CREG te ontvangen.

Samen met de Staatssecretaris voor Consumentenbescherming werken we verder aan een evaluatie en herziening van het consumentenakkoord door bepalingen die reeds voorzien zijn in wetgeving (Wetboek Economisch Recht, Elektriciteits- of Gaswet, ...) te schrappen, door het toepassingsgebied uit te breiden naar andere actoren (energiegemeenschappen, agregatoren, ...) en door oplossingsgerichte bepalingen, op basis van aanbevelingen van de Ombudsman en de CREG, in te voegen.

Le budget du service de médiation de l'Énergie a été augmenté afin de tenir compte de la charge de travail supplémentaire causée, en grande partie, par les prix élevés de l'énergie. Le citoyen qui s'adresse au service de médiation doit en effet pouvoir recevoir une réponse dans un délai raisonnable. Compte tenu du traitement adéquat du nombre accru de plaintes par le médiateur néerlandophone, son mandat déjà expiré a été régularisé. En outre, l'augmentation significative du nombre de plaintes en 2022 (+300 %) et leur traitement adéquat dans l'année en cours et les années suivantes requièrent un certain degré de continuité au sein du médiateur. En cela, il sera bientôt renforcé par la nomination d'un médiateur francophone.

3.6. *Lutte contre la précarité énergétique*

Il n'existe actuellement aucun indicateur de précarité énergétique défini dans la législation fédérale, qui pourrait servir à façonner la politique sociale de l'énergie. Statbel dispose toutefois de nombreuses données et la Fondation Roi Baudouin publie un baromètre annuel de la précarité énergétique dans lequel un certain nombre d'indicateurs ont déjà été développés. Sur la base d'un groupe de travail présidé par la CREG, un groupe d'experts en matière de précarité énergétique a proposé 46 indicateurs.

Je veillerai à ce que les macro-indicateurs correspondent aux mesures prises au niveau fédéral et je demanderai que des mécanismes soient développés pour contrôler les mesures au niveau individuel, par exemple pour détecter un groupe de bénéficiaires.

Toutefois, en premier lieu, l'objectif principal est d'identifier le nombre de ménages en situation de précarité énergétique, comme le prévoit l'article 29 de la directive (UE) 2019/944 et l'article 20, paragraphe 2, alinéa 4, de la loi électricité. Je prépare un arrêté royal qui se concentrera sur ce point (liste restreinte d'indicateurs), mais je souhaite également prévoir un pouvoir d'instruction afin que d'autres indicateurs pertinents puissent être demandés en plus.

Tant l'autorité fédérale que les autorités régionales sont habilitées à prendre des mesures visant à réduire la gravité et l'étendue de la pauvreté énergétique. En Belgique, la politique sociale de l'énergie relève principalement de la responsabilité des autorités régionales, tandis que l'autorité fédérale se concentre sur la politique des prix et la protection des consommateurs dans le secteur de l'énergie.

Het budget voor de Ombudsdienst voor Energie is verhoogd om rekening te houden met de extra werklast die voor een groot deel wordt veroorzaakt door de hoge energieprijzen. Burgers die contact opnemen met de ombudsdienst moeten binnen een redelijke termijn een antwoord kunnen krijgen. Gelet op de behoorlijke verwerking van het gestegen aantal klachten door de Nederlandstalige Ombudsman werd zijn reeds vervallen mandaat geregulariseerd. De significante toename van het aantal klachten in 2022 (+300 %) en de correcte verwerking daarvan in het lopende en in de volgende jaren vereisen bovendien een zekere mate van continuïteit bij de ombudsdienst. Hij zal daarin binnenkort versterkt worden met de benoeming van een Franstalige ombudsman.

3.6. *Bestrijding van energiearmoede*

Momenteel zijn er geen indicatoren voor energiearmoede bepaald in de Federale wetgeving die kunnen dienen om het sociaal energiebeleid vorm te geven. Statbel beschikt echter wel over veel gegevens en de Koning Boudewijnstichting publiceert jaarlijks een energiearmoedebaremeter waarin reeds een aantal indicatoren werden ontwikkeld. Op basis van een werkgroep voorgezeten door de CREG heeft een groep deskundigen inzake energiearmoede 46 indicatoren voorgesteld.

Ik zal ervoor zorgen dat de macro-indicatoren overeenstemmen met de op federaal niveau genomen maatregelen en zal vragen dat mechanismen worden ontwikkeld om de maatregelen op individueel niveau te controleren, bijvoorbeeld om een groep begunstigden te detecteren.

Echter is het in de eerste plaats voornamelijk de bedoeling om het aantal huishoudens dat kampt met energiearmoede in kaart te brengen, zoals voorzien in artikel 29 van de Richtlijn (EU) 2019/944 en artikel 20§ 2 lid 4 van de elektriciteitswet. Ik bereid een Koninklijk Besluit voor dat zich hierop zal richten (short-list indicatoren), maar wens ook te voorzien in een instructiebevoegdheid zodoende dat andere relevante indicatoren bijkomend opgevraagd kunnen worden.

Zowel de federale als de regionale overheden hebben de bevoegdheid om maatregelen te nemen die tot doel hebben de ernst en omvang van energiearmoede te verminderen. In België is het sociaal energiebeleid grotendeels een verantwoordelijkheid van de regionale overheden, terwijl de federale overheid zich concentreert op het prijsbeleid en de bescherming van consumenten in de energiesector.

3.7. *Surprofits*

Les factures gigantesques que les ménages et les entreprises doivent payer représentent la base des bénéfices excédentaires de certaines entreprises d'énergie. Celles-ci devraient en principe générer suffisamment de bénéfices pour financer la transition énergétique. Mais lorsque les bénéfices sont totalement déconnectés du prix d'un électron produit ou d'une molécule produite et que ces entreprises peuvent compter sur un profit qu'elles n'auraient jamais pu espérer, on parle de surprofits. Nous avons reçu une analyse détaillée de la CREG qui montre clairement qu'il y a effectivement des bénéfices excédentaires, un rapport de la BNB nous a également confortés dans cette opinion. Depuis le 6 octobre 2022, il existe également un Règlement européen qui fournit une base solide pour limiter les revenus de la production d'électricité avec un faible coût marginal. En vertu de la loi du 16 décembre 2022, un plafond est imposé sur les revenus des technologies inframarginales dans le secteur de l'électricité.

Nous avons également introduit une contribution de solidarité dans le secteur pétrolier. Enfin, les entreprises pétrolières belges sont tenues, en 2023, de payer des impôts sur les bénéfices excédentaires réalisés en 2022. La loi sur la contribution de solidarité est également une transposition du Règlement européen 2022/1854. La contribution de solidarité temporaire s'applique à deux types d'entreprises. D'une part, elle concerne les sociétés pétrolières agréées actives dans le secteur du raffinage qui disposent d'une capacité de raffinage en Belgique. D'autre part, la contribution est destinée aux sociétés pétrolières agréées qui, conformément à l'arrêté royal du 5 février 2019, sont définies comme participants primaires pour l'année 2022 pour les produits que sont le diesel, le gasoil et l'essence. En outre, une taxe exceptionnelle a été imposé à Fluxys.

Nous avons plafonné les revenus excédentaires des producteurs d'électricité à un maximum de 130 euros/MWh entre le 1^{er} août 2022 et le 30 juin 2023. Toutes les recettes dépassant ce plafond devront être transférées à l'État pour financer les mesures visant à atténuer l'impact des prix élevés. La mise en œuvre par la CREG et le SPF progresse bien et les premiers avis d'imposition seront envoyés en octobre. Force est de constater que de nombreux recours ont été introduits, tant au niveau européen que national – je ne peux que le regretter, mais je suis confiant quant à l'issue de ce dossier.

La contribution de solidarité temporaire dans le secteur pétrolier pour les années 2022 et 2023 a déjà généré 441,5 Mio euros et la facturation se poursuit encore jusqu'à la fin de cette année. Là encore, certains

3.7. *Overwinsten*

De gigantisch hoge facturen die gezinnen en bedrijven moeten betalen zijn de basis voor de overwinsten bij bepaalde energiebedrijven. Deze mogen in principe een redelijke winst maken om de energietransitie te financieren. Maar wanneer de winst niet langer verbonden is met de kostprijs van een geproduceerde elektron of molecule, en wanneer deze bedrijven kunnen rekenen op een winst die ze nooit hadden kunnen verwachten, is er sprake van overwinsten. We hebben een gedetailleerde analyse ontvangen van de CREG die duidelijk aantoonst dat er wel degelijk sprake is van overwinsten, ook een rapport van de NBB steunde ons in deze visie. Sinds 6 oktober 2022 is er ook een Europese Verordening 2022/1854 die een solide basis geeft voor een inkomstenlimiet voor elektriciteitsproductie met een lage marginale kost. Er werd middels de wet van 16 december 2022 een plafond opgelegd op de inkomsten van inframarginale technologieën in de elektriciteitssector.

Ook hebben we een solidariteitsbijdrage ingevoerd in de petroleumsector. De wet op de solidariteitsbijdrage is tevens een omzetting van Europese Verordening 2022/1854. De tijdelijke solidariteitsbijdrage geldt voor twee soorten ondernemingen. In de eerste plaats betreft het geregistreerde aardoliemaatschappijen die actief zijn in de raffinagesector en die over raffinagecapaciteit in België beschikken. Daarnaast is de bijdrage bestemd voor de geregistreerde aardoliemaatschappijen die, overeenkomstig het koninklijk besluit van 5 februari 2019, voor het jaar 2022 als primaire deelnemers zijn gedefinieerd voor de producten diesel, gasolie en benzine. In aanvulling hierop werd een uitzonderlijke heffing opgelegd aan Fluxys.

We hebben de inkomsten van elektriciteitsproducenten gelimiteerd tot maximum 130 euro/MWh tussen 1 augustus 2022 en 30 juni 2023. Alle inkomsten boven dit plafond moeten worden overgedragen aan de Staat voor de financiering van de maatregelen om de impact van de hoge prijzen te verzachten. De implementatie door de CREG en de FOD verloopt voorspoedig en de eerste aanslagbiljetten gaan in oktober de deur uit. We moeten wel vaststellen dat er heel wat beroepsprocedures zijn aangespannen, zowel Europees als nationaal – ik kan dit alleen maar betreuren, maar heb vertrouwen in de goede afloop.

De tijdelijke solidariteitsbijdrage in de petroleumsector met betrekking tot de jaren 2022 en 2023 heeft reeds 441,5 Mio euro opgeleverd en de facturering gaat nog door tot het einde van dit jaar. Ook hier zijn een aantal

appels sont en cours, mais nous sommes déterminés à faire aboutir ce dossier.

Enfin, une contribution de solidarité de 300 millions d'euros a été demandée à et obtenu de Fluxys.

L'ensemble de ces mesures permet de libérer des ressources pour aider les citoyens et les entreprises à faire face à leurs factures énergétiques élevées.

3.8. Réforme des accises

Afin de protéger le pouvoir d'achat des ménages et de mieux gérer les effets des fluctuations des prix de l'électricité et du gaz naturel de manière structurelle, l'imposition fédérale sur les factures d'énergie a été réformée. Les réductions temporaires de la TVA déjà introduites en 2022, de 21 % à 6 % pour la consommation d'électricité et de gaz par les ménages, ont été rendues permanentes le 1^{er} avril 2023. Cette mesure a été combinée à une première phase de réforme des droits d'accises dans laquelle la réduction de la TVA serait partiellement compensée par une augmentation des droits d'accises sur la consommation non professionnelle de gaz et d'électricité. L'ampleur de cette compensation dépend en grande partie de l'évolution des prix du marché, de sorte que les consommateurs sont mieux protégés contre d'éventuelles hausses de prix.

Le gouvernement fédéral envisage une deuxième phase de la réforme des accises, dans le cadre de laquelle 50 % des accises sur l'électricité seront transférées vers les accises sur le gaz et le propane. Cela se fera en trois étapes: juillet 2028, juillet 2030 et juillet 2032. Cette trajectoire sera inscrite dans le PNEC.

Grâce à un accord de coopération avec les régions et à une exception légale au principe non bis in *idem*, la politique régionale sera encouragée à transférer les charges historiques prélevées sur l'électricité, conformément à leurs objectifs politiques respectifs.

3.9. Fonctionnement du marché de l'énergie

3.9.1. Dissociation du règlement technique fédéral et du code de conduite

Afin se conformer à la loi sur l'électricité, l'arrêté royal du 22 avril 2019 relatif au règlement technique pour la gestion du réseau de transport d'électricité et l'accès à celui-ci a été divisé en un nouvel arrêté royal relatif au règlement technique fédéral et en un code de conduite qui a été publié par la CREG le 20 octobre 2022. Sur cette base nous élaborerons le règlement technique fédéral. La publication du nouvel arrêté royal relatif

beroepsprocedures lopende, maar we zijn vastberaden dat we dit tot een goed einde kunnen brengen.

Tot slot werd aan Fluxys een solidariteitsbijdrage gevraagd en verkregen van 300 miljoen euro.

Al deze maatregelen samen maken middelen vrij om de burgers en de bedrijven te helpen met hun hoge energiefacturen.

3.8. Accijnshervorming

Om de koopkracht van de huishoudens te beschermen en de gevolgen van de schommelingen van de elektriciteits- en aardgasprijzen op een structurele manier beter te beheersen, werd de federale fiscaliteit op de energiefactuur hervormd. De reeds in 2022 ingevoerde tijdelijke btw-verlagingen van 21 % naar 6 % voor huishoudelijk verbruik van elektriciteit en gas werden op 1 april 2023 permanent gemaakt. Dit werd gecombineerd met een eerste fase van de accijnshervorming waarin de btw-verlaging gedeeltelijk wordt gecompenseerd door een accijnsverhoging op het niet-zakelijk verbruik van gas en elektriciteit. De mate van deze compensatie hangt voor een basisschijf af van de evolutie van de marktprijzen, zodat de consument beter is beschermd tegen eventuele prijsstijgingen.

De federale regering voorziet een tweede fase van de accijnshervorming, waarbij de accijnzen op elektriciteit voor 50 % zullen verschoven worden naar accijnzen op gas en propaan. Dit in drie stappen: juli 2028, juli 2030 en juli 2032. Dit traject zal vastgelegd worden in het NEKP.

Via een samenwerkingsakkoord met de gewesten en een wettelijke uitzondering op het non-bis-in-*idem* principe zal het gewestelijk beleid geflankeerd worden om de historische lasten die worden geheven op elektriciteit, te verschuiven, in lijn met hun respectieve beleidsdoelstellingen.

3.9. Werking van de energiemarkt

3.9.1. Loskoppeling van het federaal technisch reglement en de gedragscode

Om in overeenstemming te zijn met de Elektriciteitswet werd het koninklijk besluit van 22 april 2019 betreffende het technisch reglement voor het beheer van en de toegang tot het transmissienet voor elektriciteit opgesplitst in een nieuw koninklijk besluit betreffende het federaal technisch reglement en een gedragscode die op 20 oktober 2022 door de CREG werd gepubliceerd. Op basis hiervan wordt het nieuw federaal technisch

au règlement technique pour la gestion du réseau de transport d'électricité est prévue pour l'automne 2023.

3.9.2. *Modèle de marché pour l'électricité (Electricity market design)*

La directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et modifiant la directive 2012/27/UE a été transposée au niveau fédéral par les règlements suivants:

- Loi du 21 juillet 2021 modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et modifiant la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations;

- L'arrêté royal du 9 décembre 2021 fixant les exigences minimales auxquelles doivent répondre les factures et les informations relatives à la facturation de gaz et d'électricité;

- Loi du 14 février 2022 modifiant la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisation et

- La loi du 23 octobre 2022 modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et portant transposition de la directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et modifiant la directive 2012/27/UE.

Une nouvelle version de l'arrêté royal relatif au Règlement Technique Fédéral Électricité qui désigne l'autorité compétente pour la préparation aux risques et précise la procédure d'identification des utilisateurs prioritaires du réseau électrique, est également en cours de préparation.

Au niveau européen, la Commission européenne a présenté le 14 mars une proposition visant à modifier plusieurs règles du marché européen de l'électricité. Ces propositions visent à améliorer le fonctionnement des marchés européens de l'électricité à long terme, à renforcer les obligations minimales européennes en matière de protection des consommateurs d'électricité, à mettre à jour les règles européennes relatives aux marchés financiers en ce qui concerne le commerce de l'énergie, à travailler à une forte augmentation de la flexibilité non fossile dans le réseau électrique européen,

reglement verder opgesteld. De publicatie van het nieuw koninklijk besluit houdende een technisch reglement voor het beheer van het transmissienet van elektriciteit is voorzien voor het najaar van 2023.

3.9.2. *Opzet van de elektriciteitsmarkt (Electricity market design)*

Richtlijn (EU) 2019/944 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juni 2019 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en tot wijziging van Richtlijn 2012/27/EU is op federaal niveau omgezet middels volgende regelgeving:

- Wet van 21 juli 2021 tot wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt en tot wijziging van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen;

- Het koninklijk besluit van 9 december 2021 tot bepaling van de minimumvereisten waaraan de facturen en factureringsinformatie voor gas en elektriciteit moeten voldoen;

- Wet van 14 februari 2022 tot wijziging van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen, en;

- De wet van 23 oktober 2022 tot wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt en tot omzetting van de Richtlijn (EU) 2019/944 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juni 2019 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en tot wijziging van Richtlijn 2012/27/EU.

Er wordt ook een nieuwe versie voorbereid van het koninklijk besluit betreffende het federaal technisch reglement elektriciteit, dat de bevoegde instantie voor de paraatheid bij risico's aanwijst en de procedure vastlegt voor de identificatie van de prioritaire gebruikers van het elektriciteitsnet.

Op Europees niveau deed de Europese Commissie op 14 maart jongstleden een voorstel om verschillende Europese regels inzake de elektriciteitsmarkt te wijzigen. Deze voorstellen streven naar een betere werking van de Europese lange termijn elektriciteitsmarkten inzake elektriciteit, een versterking van de Europese minimumverplichtingen inzake bescherming van elektriciteitsconsument, bijwerking van de Europese regels rond de financiële markten inzake energie trading, werken aan een sterke toename van niet-fossiele flexibiliteit in het Europese elektriciteitsnetwerk, alsook verschillende

ainsi qu'à plusieurs améliorations techniques visant à améliorer, par exemple, l'intégration de l'énergie offshore.

Des négociations sont en cours au niveau européen et le processus législatif au niveau européen est suivi et préparé en étroite collaboration entre la Représentation permanente, les experts de la Direction générale de l'énergie et la CREG, la ministre de l'Énergie et les organismes consultatifs belges compétents.

3.9.3. Digitalisation et autorisations

Un arrêté royal est en cours de rédaction pour remplacer l'arrêté du 14 mai 2002 relatif à l'autorisation de transport de produits gazeux et autres par canalisations. La concertation avec le secteur est quasi finalisée.

Afin de simplifier, moderniser et digitaliser les autorisations fédérales pour le transport (lignes à haute tension et pipelines), la production et la fourniture d'énergie, une plateforme digitale sera mise en place en 2024. Cette plateforme digitale permettra de traiter les demandes plus rapidement et plus efficacement, et de rationaliser les différentes procédures d'octroi de licences.

En 2023-2024, plusieurs projets de loi seront soumis au parlement. Un premier projet de loi concerne le cadre légal des autorisations pour les installations de transport d'électricité. Ce projet de loi vise, entre autres, à remplacer la loi du 10 mars 1925, qui est dépassée et qui constitue la base juridique des autorisations fédérales pour ces installations de transport d'électricité, et à l'intégrer dans la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité. Après approbation de ce projet de loi, les arrêtés d'exécution correspondants seront également adaptés et modernisés (y compris la digitalisation).

Un deuxième projet de loi prévoit des sanctions pénales et administratives concernant les infractions aux lois Électricité, Hydrogène et Gaz. Ce projet de loi vise à prévoir des sanctions administratives complémentaires aux sanctions pénales existantes. À cette fin, l'avant-projet prévoit un ensemble distinct de mesures d'enquête et de poursuites applicables aux lois susmentionnées, ainsi que des modifications spécifiques aux dispositions des lois.

technische verbeteringen om bijvoorbeeld de integratie van offshore energie te verbeteren.

Op dit moment zijn de Europese onderhandelingen hierover lopende, en wordt het wetgevend proces op Europees niveau in nauwe samenwerking tussen de Permanente vertegenwoordiging, de deskundigen binnen de Algemene Directie Energie en de CREG, de minister van Energie en de bevoegde Belgische overlegorganen opgevolgd en voorbereid.

3.9.3. Digitalisering en vergunningen

Momenteel is er een koninklijk besluit in de maak ter vervanging van het besluit van 14 mei 2002 betreffende de vervoersvergunningen voor gasachtige producten en andere door middel van leidingen. Het overleg met de sector is bijna afgerond.

Om de federale vergunningen voor het transport (hoogspanningslijnen en pijpleidingen), de productie en de levering van energie te vereenvoudigen, te moderniseren en te digitaliseren, zal er in 2024 een digitaal platform worden opgezet. Dit digitaal platform zal toelaten om de vergunningsaanvragen sneller en efficiënter af te handelen, en om de verschillende vergunningsprocedures te stroomlijnen.

In 2023-2024 zullen er verschillende wetsontwerpen worden ingediend in het parlement. Een eerste wetsontwerp heeft betrekking op het wettelijk kader voor de vergunningen voor transmissie-installaties voor elektriciteit. Dit wetsontwerp heeft onder meer tot doel de verouderde wet van 10 maart 1925, die de wettelijke basis vormt voor de federale vergunningen voor deze transmissie-installaties voor elektriciteit, te vervangen en te integreren in de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt. Na goedkeuring van dit wetsontwerp, zullen ook de bijhorende uitvoeringsbesluiten worden aangepast en gemoderniseerd (o.m. digitalisering).

Een tweede wetsontwerp voorziet in strafrechtelijke en administratieve sancties voor inbreuken op de elektriciteits-, waterstof- en gaswetten. Het doel van dit wetsontwerp is te voorzien in administratieve sancties als aanvulling op de bestaande strafrechtelijke sancties. Daartoe voorziet het voorontwerp in een afzonderlijke reeks onderzoeks- en vervolgingsmaatregelen die van toepassing zijn op de bovengenoemde wetten, alsook in specifieke wijzigingen van de bepalingen van de wetten.

4. Nucléaire

4.1. Exécution de l'accord avec Engie

Le 21 juillet 2023, ENGIE et le gouvernement fédéral belge ont signé des documents contraignants précisant les modalités de la prolongation des unités nucléaires de Doel 4 et Tihange 3 pour 10 ans. Cet accord vise à assurer une répartition équilibrée des risques entre les deux parties et à éliminer les incertitudes concernant l'évolution des provisions liées au traitement des déchets nucléaires. D'ici l'automne, l'accord déjà conclu sera complété et détaillé par des accords supplémentaires avec Engie.

Il reprend l'accord de principe signé le 9 janvier 2023 et en précise les modalités suivantes.

- L'engagement des deux parties de mettre en œuvre leurs meilleurs efforts pour redémarrer les unités nucléaires de Doel 4 et Tihange 3 dès novembre 2025, sous réserve de la mise en œuvre effective d'une modification annoncée de la réglementation et dans le but de renforcer la sécurité d'approvisionnement en électricité de la Belgique lors de l'hiver 2025-2026.

- La création d'une structure juridique dédiée aux deux unités nucléaires prolongées, détenue à parité par l'État belge et Engie, alignant les intérêts entre les deux parties et assurant la pérennité des engagements des deux parties.

- Le modèle économique de la prolongation avec une répartition équilibrée des risques (au travers notamment un mécanisme de Contrat pour Différence) et avec un intéressement des deux parties à une bonne performance technique et économique des installations;

- Un accord sur la fixation d'un montant forfaitaire pour les coûts futurs liés à la gestion des déchets nucléaires, s'appuyant sur le travail et l'expertise de l'ONDRAF, concernant toutes les installations nucléaires d'ENGIE en Belgique, pour un montant total de 15 milliards d'euros. Ce montant inclut une prime de risque de 43 %. Il est payable en deux fois,

- En 2024 pour les déchets de catégorie B&C.

- Au démarrage du LTO pour les déchets de catégorie A.

Ceci s'ajoute aux montants déjà provisionnés pour le démantèlement des centrales exploitées par Engie en Belgique pour lesquels Engie est l'unique payeur.

4. Nucleair

4.1. Verdere uitvoering van het akkoord met Engie

Engie en de Belgische federale regering hebben op 21 juli 2023 bindende documenten ondertekend over de modaliteiten voor de verlenging van de kernreactoren Doel 4 en Tihange 3 met 10 jaar. Het akkoord beoogt een evenwichtige spreiding van de risico's tussen beide partijen en het wegwerken van de onzekerheden rond de verwerking van het kernafval. Tegen het najaar wordt het reeds bereikte akkoord vervolledigd en gedetailleerd met een aantal bijkomende afspraken met Engie gemaakt.

Het akkoord is gebaseerd op het principeakkoord van 9 januari 2023 en bepaalt de volgende modaliteiten:

- Een verbintenis van beide partijen om alles in het werk te stellen om de kernreactoren Doel 4 en Tihange 3 in november 2025 opnieuw op te starten, op voorwaarde dat de aangekondigde aanpassingen van de regelgeving effectief wordt doorgevoerd en met als doel de Belgische elektriciteitsbevoorradingszekerheid in de winter van 2025-2026 te verzekeren.

- Het opzetten van een juridische structuur voor de twee verlengde kernreactoren, waarvan de Belgische staat en Engie paritair eigenaar worden, waardoor de belangen van beide partijen op elkaar worden afgestemd en de verbintenissen op lange termijn worden gewaarborgd.

- Het economische model voor de verlenging, met een evenwichtige risicospreiding (onder meer via een Contract for Difference-mechanisme), waarbij de goede technische en economische prestaties van de installaties beide partijen ten goede komen.

- Een akkoord over de vastlegging van een forfaitair bedrag voor de toekomstige kosten in verband met de berging en verwerking van kernafval, op basis van de werk en de expertise van NIRAS, met betrekking tot alle nucleaire installaties van Engie in België, voor een totaalbedrag van 15 miljard euro. Dit bedrag bevat ook een risicopremie van 43 % en wordt in twee schijven uitbetaald:

- In 2024 voor het afval van categorie B&C.

- Bij de opstart van de LTO voor het afval van categorie A.

Dit komt bovenop de bedragen die al voorzien zijn voor de ontmanteling van de centrales van Engie in ons land en waarvoor Engie de volledige kosten draagt. De

Pris sur la base des provisions nucléaires actuelles, le montant total des engagements nucléaires d'Engie envers la Belgique s'élève désormais à minimum 23 milliards d'euros.

Début 2024, nous soumettrons au Parlement plusieurs lois prévoyant la mise en œuvre et la consécration juridique des accords conclus avec Engie.

4.2. *Stockage des déchets nucléaires et provisions nucléaires*

L'adoption de l'Arrêté Royal du 28 octobre 2022 instituant la première partie de la Politique nationale en matière de gestion à long terme des déchets radioactifs de haute activité et/ou de longue durée de vie et précisant le processus d'institution par étapes des autres parties de cette Politique nationale est une étape importante, attendue de longue date, qui devrait permettre de mieux définir la politique.

La gestion à long terme des déchets radioactifs est un défi social qui nous concerne tous.

En 2023, la Fondation Roi Baudouin a commencé à organiser le débat social à ce sujet avec les acteurs institutionnels, les universitaires et les experts, mais aussi avec les organisations de la société civile et la population, en accordant une attention particulière à la jeune génération. Ce débat déterminera comment la décision de principe pour le stockage en profondeur peut être traduite dans la pratique.

La loi du 12 juillet 2022 renforçant le cadre applicable aux provisions nucléaires nous donne plus de certitude sur le fait que le pollueur paiera.

Les premiers arrêtés d'exécution suivront en automne en mettant d'abord l'accent sur le renforcement du Secrétariat, qui soutiendra la Commission des provisions nucléaires.

En 2023, nous poursuivrons l'évaluation du cadre légal de la gestion des déchets radioactifs et proposerons une nouvelle loi ONDRAF.

4.3. *Valorisation du savoir-faire nucléaire*

L'ONDRAF dispose d'un nouveau contrat de gestion qui répond aux commentaires de la Cour des Comptes. Les nouveaux contrats de gestion avec le SCK CEN et l'I.R.E. encore en discussion seront à finaliser rapidement.

totale nucleaire verplichtingen van de Engie-groep ten opzichte van België bedragen ten minste 23 miljard euro.

Begin 2024 zullen we aan het Parlement diverse wetten voorleggen die voorzien in de implementatie en de wettelijke verankering van de met Engie gemaakte akkoorden.

4.2. *Berging van nucleair afval en nucleaire voorzieningen*

De aanname van het Koninklijk Besluit van 28 oktober 2022 tot vaststelling van het eerste deel van de Nationale Beleidsmaatregel met betrekking tot het langetermijnbeheer van hoogradioactief en/of langlevend afval en tot verduidelijking van het stapsgewijze proces voor de vaststelling van de andere delen van deze Nationale beleidsmaatregel is een belangrijke langverwachte stap die moet toelaten het beleid verder uit te tekenen.

Het langetermijnbeheer van radioactief afval is een maatschappelijke uitdaging die ons allen aangaat.

In 2023 is de Koning Boudewijnstichting gestart met het maatschappelijk debat hier rond te organiseren samen met institutionele actoren, academici en deskundigen, maar ook met middenveldorganisaties en de bevolking, waarbij bijzondere aandacht zal worden besteed aan de jongere generatie. Dit debat zal bepalen op welke manier de principebeslissing voor diepe berging in de praktijk kan worden vertaald.

De wet van 12 juli 2022 tot versterking van het kader voor nucleaire voorzieningen zorgt dat we momenteel meer zekerheid hebben dat de vervuiler effectief zal betalen.

De eerste uitvoeringsbesluiten zullen in het najaar volgen, waarbij we ons eerst zullen focussen op het versterken van het secretariaat, dat de Commissie voor Nucleaire Voorzieningen zal ondersteunen.

In 2023 zullen wij verder het juridisch kader voor het beheer van radioactief afval evalueren en een nieuwe NIRAS-wet voorstellen.

4.3. *Valorisatie van nucleaire know-how*

NIRAS beschikt over een nieuw beheerscontract dat tegemoetkomt aan de opmerkingen van het Rekenhof. De nieuwe beheerscontracten met het SCK CEN en het I.R.E., die nog in bespreking zijn, moeten snel worden afgerond.

L'AISBL MYRRHA créée fin 2021 est maintenant opérationnelle, offrant ainsi un cadre dans lequel les partenaires internationaux seront invités à se joindre.

Le gouvernement fédéral, en collaboration avec le SCK-CEN, a mis sur pied un programme de recherche afin d'étudier les possibilités de production d'électricité et d'hydrogène par SMR d'ici 2040. Un budget total de 100 millions d'euros sera affecté au programme de travail.

4.4. Loi de réparation pour la prolongation de Doel 1 & Doel 2

La loi de réparation pour la prolongation de Doel 1 & Doel 2 a été adoptée le 6 octobre 2022 et publié le 3 novembre 2022 dans le *Moniteur belge* avec la conclusion motivée sur les effets environnementaux. Tous les rapports sur l'analyse détaillée des consultations nationales et transfrontalières sont disponibles sur le site web du SPF Économie.

4.5. Le passif nucléaire à charge de l'État fédéral

Nous développons une politique de gestion financière et de contrôle de l'assainissement du passif nucléaire supporté par l'État fédéral.

Nous créons un établissement public pour assurer la gestion financière et le contrôle des dépenses relatives à l'ensemble des charges nucléaires supportées par l'État fédéral à l'avenir, y compris les charges nucléaires transférées dans le cadre de l'accord avec l'exploitant des centrales nucléaires (LTO). Nous étendons la surveillance de la Commission pour les Provisions Nucléaires à ces passifs nucléaires.

Cela répond également aux conclusions du spending review qui demandait un suivi plus organisé et structuré des engagements nucléaires. Le besoin de financement total des trois passifs nucléaires historiques supportés par l'État belge (BP 1 et BP 2, SCK/CEN et IRE) y est estimé à 6,36 milliards d'euros.

5. Plan de Relance

La crise sanitaire déclenchée par la pandémie de COVID-19 a provoqué une récession économique sans précédent pour notre pays qui pèse sur la croissance, l'emploi, la cohésion sociale et les finances publiques. Un Plan National de Relance et de Résilience, ou plan de relance en abrégé, a été mis en place pour relever ces défis et accélérer la transition de notre pays vers une croissance plus durable, plus intelligente et plus

De eind 2021 opgerichte IVZW MYRRHA is nu operationeel en schept een kader waarbinnen internationale partners zullen worden uitgenodigd zich aan te sluiten.

De federale regering heeft samen met het SCK CEN een onderzoeksprogramma op poten gezet waarbij de mogelijkheden van elektriciteits- en waterstofproductie via SMR tegen 2040 onderzocht wordt. Voor het werkprogramma wordt een totale begroting van 100 miljoen euro voorzien.

4.4. Herstelwet voor de verlenging van Doel 1 & Doel 2

De herstelwet voor de verlenging van Doel 1 & Doel 2 werd op 6 oktober 2022 aangenomen en op 3 november 2022 gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*, samen met de gemotiveerde conclusie over de milieueffecten. Alle verslagen over de gedetailleerde analyse van de nationale en grensoverschrijdende raadgevingen zijn beschikbaar op de website van de FOD Economie.

4.5. Nucleaire passiva ten laste van de Federale Staat

We werken een beleid uit voor het financieel beheer van en de controle op de sanering van de nucleaire passiva ten laste van de Federale Staat.

We richten een openbare instelling op om in de toekomst het financieel beheer en de controle te verzekeren van de uitgaven met betrekking tot alle nucleaire passiva ten laste van de Federale Staat, met inbegrip van de nucleaire passiva overgedragen in het kader van de overeenkomst met de exploitant van de kerncentrales (LTO). We breiden het toezicht van de Commissie voor Nucleaire Voorzieningen uit naar deze passiva.

Dit biedt ook een antwoord op de conclusies van de uitgaventoetsing ("spending review") die pleitten voor een beter georganiseerde en gestructureerde opvolging van de nucleaire passiva. Deze review schat de totale financieringsnood voor de drie historische nucleaire passiva ten laste van de Belgische Staat (BP1 en BP2, SCK/CEN en IRE) op 6,36 miljard euro.

5. Relanceplan

De door de COVID-19-pandemie veroorzaakte gezondheidscrisis heeft voor ons land een ongekend zware economische recessie veroorzaakt die weegt op de groei, de werkgelegenheid, de sociale cohesie en de overheidsfinanciën in ons land. Een Nationaal Plan voor Herstel en Veerkracht, kortweg relanceplan, werd opgezet om deze uitdagingen aan te pakken en om de overgang van ons land naar een duurzamere, slimmere

inclusive. En outre, le plan renforcera notre résilience sociale, économique et climatique.

Pour financer ce plan de relance, la Belgique a reçu de l'UE une subvention de 4.524.565.000 euros au titre du Recovery and Resilience Fund. Cela représente une diminution de 24 % par rapport au montant initial en raison d'une reprise économique rapide en 2021. Dans le cadre de REPowerEU, 281.716.188 euros de subventions UE supplémentaires sont envisagés pour la Belgique. Le coût total du plan de relance modifié est donc estimé à 5.299.331.276 euros. La portée des projets d'investissement est restée globalement inchangée par rapport au plan initial, même si leur ambition a parfois été revue à la baisse en raison de l'ajustement de la contribution financière maximale accordée à la Belgique et de l'inflation.

Une coordination interfédérale a eu lieu sur l'addendum au plan de relance (y compris le chapitre REPowerEU), en tenant compte des lignes directrices de la Commission européenne. Le gouvernement fédéral soumettra le point relatif à l'adoption de l'addendum complet au niveau belge lors d'un prochain comité de concertation. Une fois que le Conseil de l'UE aura approuvé l'arrêté d'exécution, la Belgique devra signer une nouvelle convention de financement (pour la partie subvention) et un prêt (pour la partie prêt) avec la Commission européenne. La contribution fédérale à l'addendum au plan de relance a déjà été approuvée par le Conseil des ministres.

Dans le cadre du plan de relance, deux projets nucléaires qui utilisent des rayonnements ionisants avaient été sélectionnés pour financement:

- Le premier vise la recherche en médecine nucléaire pour le développement de thérapies innovantes contre le cancer par le SCK-CEN avec le projet NURA.
- Le second programme se penche sur la réduction des déchets nucléaires lors du démantèlement des centrales nucléaires belges, en finançant des investissements qui permettront de porter à l'échelle industrielle le savoir-faire belge en matière de techniques de caractérisation radiologique et de décontamination lors du démantèlement (projet "MOW" = Minimization of Waste During Dismantling).

Un troisième projet visant à fondre dans un four de l'acier provenant de centrales nucléaires a été lancé récemment: SMELD (State-of-the-art METal MELting Limiting waste during D&D). Il s'agit d'une recherche fondamentale par le SCKCEN à Mol, et d'une collaboration

et inclusievere groei te versnellen. Daarnaast zal het plan onze sociale, economische en klimaatbestendigheid versterken.

Om dit relanceplan te bekostigen, werd door de EU in het kader van het Recovery and Resilience Fund aan België een subsidie van 4.524.565.000 euro toegekend. Dit is een daling van 24 % t.o.v. het initiële bedrag door een snel economisch herstel in 2021. In het kader van REPowerEU worden 281.716.188 euro aan bijkomende EU-subsidies voor België voorzien. Dit maakt dat de totale kosten van het gewijzigde relanceplan geraamd worden op 5.299.331.276 euro. De reikwijdte van de investeringsprojecten is in grote lijnen ongewijzigd gebleven vergeleken met het oorspronkelijke plan, hoewel hun ambitie soms is teruggeschroefd als gevolg van de aanpassing van de maximale financiële bijdrage die aan België werd toegekend en de inflatie.

Over het addendum bij het relanceplan (met inbegrip van het hoofdstuk REPowerEU) heeft een interfederale coördinatie plaatsgevonden, rekening houdend met de richtsnoeren van de Europese Commissie. De federale regering zal het punt betreffende de goedkeuring van het volledige addendum op Belgisch niveau op een volgend Overlegcomité indienen. Zodra het uitvoeringsbesluit door de Raad van de EU is goedgekeurd, zal België een nieuwe financieringsovereenkomst (voor het subsidiegedeelte) en een lening (voor het leningengedeelte) moeten ondertekenen met de Europese Commissie. De federale bijdrage aan het addendum bij het relanceplan is reeds goedgekeurd door de Ministerraad.

In het kader van het relanceplan werden twee nucleaire projecten die gebruik maken van ioniserende straling geselecteerd voor financiering:

- Het eerste is gericht op nucleair geneeskundig onderzoek voor de ontwikkeling van innovatieve kankertherapieën door het SCK-CEN met het NURA-project.
- Het tweede programma richt zich op de vermindering van nucleair afval tijdens de ontmanteling van Belgische kerncentrales, door investeringen te financieren die het mogelijk maken Belgische knowhow in radiologische karakterisering en ontsmettingstechnieken tijdens ontmanteling op industriële schaal te brengen ("MOW"-project = Minimization of Waste During Dismantling).

Een derde project gericht op het smelten van staal uit kerncentrales in een oven werd onlangs gelanceerd: SMELD (State-of-the-art METal MELting Limiting waste during D&D). Dit omvat fundamenteel onderzoek door het SCKCEN in Mol en samenwerking met het Centre

avec le Centre de Recherches Métallurgiques (CRM) à Liège pour un four de fusion de laboratoire.

Pour l'offshore, l'île énergétique Princesse Elisabeth fait partie du plan de relance:

- Ce projet concerne la construction d'une île artificielle utile pour les infrastructures de transport et câbles nécessaires pour relier l'île avec les parcs éoliens offshore et la côte et donc destinée à faire partie intégrante de l'extension du "Modular Offshore Grid".

Pour l'hydrogène, quatre mesures ont été incluses dans le plan de relance, avec un financement pour trois d'entre elles:

- La première mesure concerne le développement d'un cadre réglementaire pour l'hydrogène. Ceci a depuis été réalisé par la loi sur l'hydrogène du 11 juillet 2023.

- En outre, l'appel à projet "Clean Hydrogen for Clean Industry" fait également partie du plan de relance. Entre-temps, un premier appel à projets a déjà été mené à bien et un 2^e appel sera lancé à l'automne 2023.

- Un appel à projet "Hydrogen Import Call" fait également partie du plan Relance et cet appel sera lancé à l'automne 2023.

- L'attribution finale de la subvention de 95 millions d'euros pour le développement de la dorsale est également prévue à être accordée à l'automne 2023, de sorte que ces 150 km initiaux puissent être réalisés d'ici à la mi-2026.

6. Collaboration & international

6.1. Collaboration avec les Régions

6.1.1. Concertation CONCERE

La concertation structurelle dans le domaine de l'énergie entre l'État fédéral et les entités fédérées sont assurées par l'organe de consultation institutionnalisé CONCERE, présidé par la DG Énergie. Outre les groupes de travail thématiques, où siègent les experts techniques, qui se réunissent régulièrement, des réunions plénières sont organisées tous les mois (sauf pendant les mois d'été). Cinq réunions plénières ont été organisées jusqu'à l'été 2023. En outre, depuis le début de l'année 2023, il y a eu trois réunions conjointes avec la Commission nationale du climat (CNC) axées sur le Plan national pour l'énergie et le climat (PNEC) et le partage des charges. Il existe également une coordination continue au sein du groupe de travail UE et des différents groupes de

de Recherches Métallurgiques (CRM) in Luik aan een smeltoven in een laboratorium.

Voor offshore maakt het Prinses Elisabeth energie-eiland deel uit van het relanceplan:

- Dit project betreft de bouw van een artificieel eiland dienstig voor de nodige transportinfrastructuur en kabels om het eiland te verbinden met de offshore-windmolenparken en de kust en dus bestemd als onderdeel van de uitbreiding van het "Modular Offshore Grid".

Voor waterstof werden vier maatregelen opgenomen in het relanceplan, waarbij aan drie van deze maatregelen een financiering werd verbonden:

- De eerste maatregel betreft de ontwikkeling van een regelgevend kader voor waterstof. Dit werd ondertussen gerealiseerd via de waterstofwet van 11 juli 2023.

- Daarnaast maakt ook de projectoproep "Clean Hydrogen for Clean Industry" deel uit van het relanceplan. Ondertussen werd al een eerste projectoproep succesvol afgerond en zal een 2^e oproep worden gelanceerd in het najaar 2023.

- Een projectoproep "Hydrogen Import Call" maakt ook deel uit van het Relanceplan en deze call wordt gelanceerd in het najaar 2023.

- Ook de definitieve toekenning van de subsidie van 95 miljoen voor de ontwikkeling van de backbone is voorzien om te worden toegekend in het najaar van 2023 zodat deze initiële 150 km tegen midden 2026 kan worden gerealiseerd.

6. Samenwerking & internationaal

6.1. Samenwerking met de Gewesten

6.1.1. ENOVER overleg

Het structureel overleg op energiegebied tussen de Federale Staat en de gefedereerde entiteiten is verzekerd via het geïnstitutionaliseerde overlegorgaan ENOVER, voorgezeten door de AD Energie. Naast de thematische werkgroepen, waar de technische experts zetelen, die op regelmatige basis vergaderen, wordt op maandelijkse (behalve de zomermaanden) basis plenair overleg georganiseerd. Tot de zomer van 2023 zijn er vijf plenaire vergaderingen georganiseerd. Daarnaast zijn er sinds begin 2023 drie gezamenlijke vergaderingen geweest met de Nationale Klimaatcommissie (NKC) met de focus op het Nationaal Energie- en Klimaatplan (NEKP) en de effort sharing. Ook wordt er binnen de EU-werkgroep en de verschillende thematische werkgroepen op continue

travail thématiques, sur les différents éléments en cours. L'année à venir, une concertation avec les autorités régionales aura également lieu au sein de cet organe, avec un accent particulier sur l'échange d'information dans le cadre de la présidence belge de l'UE.

6.1.2. Plan national énergie et climat (PNEC): monitoring et mise à jour

En ce qui concerne le Plan national énergie et climat, des efforts sont faits à la fois pour mettre en œuvre le plan actuel et pour le mettre à jour. À cet effet, un partenariat spécifique entre CONCERE et la Commission Nationale du Climat a été mis en place. Ainsi, après consultation des parties prenantes, un premier rapport d'avancement du PNEC de 2019 a été approuvé. Ce rapport a été remis à la Commission européenne à la fin du mois de juillet.

En ce qui concerne la mise à jour, des négociations politiques sont actuellement en cours sur une version en projet de version du PNEC. Dans le cadre de ce processus de révision, des "tables fédérales sur le climat et l'énergie" ont été organisées par le SPF Santé – DG Environnement. Les informations recueillies lors de ces tables climatiques ont été prises en compte dans la contribution fédérale (PFEC) au plan climat national. Le 21 avril 2023, le Conseil des ministres fédéral a pris connaissance du projet de PFEC. Aucun accord n'a encore pu être trouvé sur le PNEC en raison d'un manque de consensus sur le niveau d'ambition et le partage de la charge interne belge entre les différents niveaux compétents. Les délibérations politiques vont se poursuivre afin de soumettre un projet à la Commission européenne dans les meilleurs délais.

En parallèle, des préparatifs sont déjà en cours pour organiser les consultations nécessaires afin de parvenir à un PNEC final largement soutenu d'ici juin 2024, qui tiendra bien sûr également compte des décisions qui doivent encore être prises par le gouvernement fédéral

6.2. L'Union européenne

Le Conseil européen et le Parlement européen sont parvenus à un accord de principe au printemps 2023 sur les directives révisées relatives à l'efficacité énergétique et aux sources d'énergie renouvelables, fixant de nouveaux objectifs énergétiques ambitieux pour 2030. Les intérêts belges ont été bien défendus lors de ces négociations, en particulier celles sur la directive relative aux énergies renouvelables.

basis afgestemd over de verschillende lopende elementen. Het komende jaar zal ook in dit orgaan het constructieve en noodzakelijke overleg met de gewestelijke overheden plaatsvinden, waarbij bijkomende aandacht zal gaan naar de informatie-uitwisseling in het kader van het Belgisch EU voorzitterschap.

6.1.2. Nationaal Energie- en Klimaatplan (NEKP): monitoring en actualisering

Met betrekking tot het Nationaal Energie- en klimaatplan wordt zowel ingezet op de implementatie van het huidige plan als de actualisering ervan. Hiervoor werd een specifiek samenwerkingsverband tussen ENOVER en de Nationale Klimaatcommissie opgezet. Zo werd na overleg met de belanghebbenden een eerste voortgangverslag van het NEKP uit 2019 goedgekeurd. Dit verslag werd eind juli ingediend bij de Europese Commissie.

Met betrekking tot de actualisering, lopen momenteel de politieke onderhandelingen rond een ontwerpversie van het NEKP. In het kader van dit herzieningsproces werden door de FOD Volksgezondheid – DG Leefmilieu "federale klimaat- en energietafels" georganiseerd. De informatie die tijdens deze klimaattafels werd vergaard gold als één van de bijdragen voor de federale input (FEKP) voor het nationale klimaatplan. Op 21 april 2023 nam de Federale Ministerraad akte van het ontwerp FEKP. Er kon over het NEKP nog geen akkoord worden bekomen omwille van een gebrek aan consensus over het ambitieniveau en de daaraan gekoppelde intern-Belgische lastenverdeling tussen de verschillende bevoegde niveaus. De politieke beraadslagingen zullen worden verdergezet om zo snel mogelijk een ontwerp in te kunnen dienen bij de Europese Commissie.

In parallel worden wel reeds de voorbereidingen genomen om de vereiste consultaties te organiseren om te komen tot een breed gedragen finaal NEKP tegen juni 2024, waarin rekening zal worden gehouden met de beslissingen die de federale regering nog zal nemen.

6.2. Europese Unie

De Europese Raad en het Europese parlement bereikten in de lente van 2023 een principes-akkoord over de herziene richtlijnen inzake energie-efficiëntie en hernieuwbare energiebronnen, waarin nieuwe ambitieuze energiedoelstellingen werden vastgelegd voor 2030. De Belgische belangen werden tijdens deze onderhandelingen, en in het bijzonder deze over de richtlijn hernieuwbare energiebronnen, goed verdedigd.

Les services de la DG Énergie seront chargés de transposer les deux directives en droit belge, après quoi la mise en œuvre pourra commencer.

En outre, le Conseil de l'UE est parvenu à une orientation du Conseil sur le paquet de décarbonisation et la réduction des émissions de méthane au printemps 2023, suivie de trilogues sous la présidence espagnole. Il en va de même pour le suivi de la directive sur les prestations énergétiques des bâtiments. En ce qui concerne les propositions relatives à la réforme du marché de l'électricité (EMD & REMIT), une orientation du Conseil a été trouvée en juin 2023 sur deux des trois textes législatifs. Sur le dernier dossier, en particulier la proposition de modification du règlement, il n'y a pas eu d'accord au sein du Conseil à la fin de l'été et les discussions ont été reprises sous la présidence espagnole.

La DG Énergie suit les négociations ultérieures sur ces dossiers européens au cours des trilogues sous la présidence espagnole, ainsi qu'en vue de finaliser les initiatives législatives restantes sous la future présidence belge.

6.2.1. *Présidence belge au Conseil de l'Union Européenne*

La Belgique assurera la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne pendant six mois à partir du 1^{er} janvier 2024. Comme la présidence belge tombe à la fin de la législature de l'UE, je m'efforcerai avant tout de mener à bien les initiatives législatives restantes. Dans le même temps, la Belgique plantera le décor du futur agenda énergétique de l'UE et partagera les meilleures pratiques. Nous avons ainsi une occasion unique de mener à bien les initiatives législatives existantes, tout en identifiant les priorités pour le prochain cycle politique et la prochaine Commission européenne. En coulisses, nos équipes travaillent d'arrache-pied pour tout préparer et remplir correctement notre rôle de président.

La présidence belge se concentrera sur cinq priorités dans le secteur de l'énergie:

- Premièrement, la Belgique s'efforcera de garantir la sécurité de l'approvisionnement face au changement climatique et aux tensions géopolitiques, tout en achevant l'agenda législatif actuel avant les élections de juin 2024. En effet, l'objectif principal de cette présidence sera d'achever le travail actuel sur les initiatives législatives entamé par ses prédécesseurs.

De diensten van AD Energie zullen instaan voor de omzetting van beide richtlijnen naar Belgische wetgeving, waarna de implementatie kan worden ingezet.

Daarnaast bereikte de EU-raad in het voorjaar van 2023 een raadsoriëntatie inzake het decarbonisatiepakket en de reductie van methaanemissies, waarna trilogie plaatsvinden onder het Spaans voorzitterschap. Hetzelfde geldt voor de opvolging van de richtlijn inzake energieprestaties van gebouwen. Voor de voorstellen inzake de hervorming van de elektriciteitsmarkt (EMD & REMIT) werd in juni 2023 een raadsoriëntatie bereikt over twee van de drie wetgevende teksten. Over het laatste dossier, met name het voorstel tot wijziging van het Verordening, bestond op het einde van de zomer nog geen akkoord binnen de Raad, en werden de discussies heropgestart onder het Spaanse voorzitterschap.

De AD Energie volgt de verdere onderhandelingen van deze EU-dossiers op tijdens de trilogie onder het Spaanse voorzitterschap, alsook met het oog op het finaliseren van overgebleven legislatieve initiatieven onder het inkomende Belgisch voorzitterschap.

6.2.1. *Belgisch voorzitterschap van de Raad van de Europese Unie*

België is vanaf 1 januari 2024 voor zes maanden roterend voorzitter van de Raad van de Europese Unie. Doordat het Belgisch voorzitterschap aan het einde van de EU-legislatuur valt, zal ik eerst en vooral streven naar een succesvolle afronding van de resterende wetgevende initiatieven. Tegelijk zal België de klijtlijnen uitzetten voor de toekomstige energieagenda van de EU en best practices uitwisselen. Op die manier hebben we de unieke kans om zowel de bestaande wetgevende initiatieven nog tot een goed einde te brengen, en toch ook de prioriteiten te identificeren voor de volgende beleidsdynamus en inkomende Europese Commissie. Achter de schermen zijn onze teams hard aan het werken om alles voor te bereiden en onze rol als voorzitter goed te vervullen.

Het Belgische voorzitterschap zal zich concentreren op vijf prioriteiten in de energiesector:

- Ten eerste zal België zich inzetten om de bevoorradingszekerheid te garanderen tegen de achtergrond van de klimaatverandering en de geopolitieke spanningen, en tegelijk de huidige wetgevende agenda afwerken vóór de verkiezingen van juni 2024. Dit voorzitterschap zal er immers vooral naar streven om het werk inzake de huidige wetgevende initiatieven af te ronden dat door haar voorgangers werd aangevat.

- Deuxièmement, un événement sur l'hydrogène sera organisé pour discuter de l'orientation initiale d'un marché européen et mondial de l'hydrogène.

- Troisièmement, la Belgique a l'intention d'utiliser les préoccupations exprimées lors du sommet de la mer du Nord à Ostende pour pousser la Commission à trouver des solutions afin d'accélérer le déploiement de solutions énergétiques en mer.

- Ensuite la garantie d'un réseau énergétique européen interconnecté, résilient, sûr, durable et abordable est également une thème clé de notre présidence.

- Pour conclure, nous prendrons des mesures pour garantir la sécurité de l'approvisionnement en radio-isotopes médicaux, compte tenu de leur importance pour le secteur belge de la santé.

Afin d'assurer une préparation optimale, nous nous rendrons dans un certain nombre de pays pour développer la coopération maritime et affiner les positions.

6.3. *Benelux*

La réalisation d'une transition énergétique durable est l'une des quatre priorités des Pays-Bas qui président actuellement l'Union Benelux. 2023 a prouvé une fois de plus que le Benelux est le terrain d'essai de l'intégration européenne. Cette année, la coopération régionale s'est avérée essentielle pour renforcer la sécurité de l'approvisionnement énergétique et contribuer à une transition énergétique plus efficace et plus rapide. Une étude circonscrite a examiné de près le marché de l'hydrogène dans le Benelux et les régions avoisinantes et a formulé de nombreuses recommandations à différents niveaux.

En prenant la présidence tournante à partir du 1^{er} janvier 2024, la Belgique continuera à travailler sur ces questions urgentes. Nous voulons notamment mettre en œuvre les recommandations de l'étude sur l'hydrogène, partager les connaissances sur le fonds de transition énergétique (ETF) et accélérer le déploiement des énergies renouvelables en mer.

Dans le cadre de sa présidence, la Belgique organisera un certain nombre d'événements au cours de l'année 2024. En ce qui concerne le Centre d'expertise Benelux (Benex), je me concentrerai sur le renforcement de l'innovation dans le secteur offshore en organisant une journée de l'innovation. Par ailleurs, la protection des infrastructures critiques et l'élaboration de la future loi 'Critical Entities Resilience' (CER) restent une priorité et nous continuerons à faciliter ces discussions en tant

- Ten tweede zal er een waterstofevenement worden georganiseerd om de opstart van een Europese en wereldwijde waterstofmarkt te bespreken.

- Ten derde wil België de bezorgdheden uitgedrukt tijdens de Noordzeetop in Oostende aangrijpen om de Commissie aan te zetten tot oplossingen om de ontplooiing van offshore energieoplossingen te versnellen.

- Verder is het bewerkstelligen van een onderling verbonden, veerkrachtig, veilig, duurzaam en betaalbaar Europees energienetwerk een cruciaal punt voor ons voorzitterschap.

- Tot slot beogen we stappen te ondernemen om de bevoorradingszekerheid van medische radio-isotopen te garanderen, gezien hun belang voor de Belgische gezondheidszorg.

Voor een optimale voorbereiding zullen we een aantal landen bezoeken om de maritieme samenwerking te ontwikkelen en onze standpunten te verfijnen.

6.3. *Benelux*

Het realiseren van een duurzame energietransitie is één van de vier prioriteiten van Nederland die momenteel de Benelux-unie voorziet. In 2023 bleek eens te meer dat de Benelux de proeftuin is van de Europese integratie. De regionale samenwerking bleek van groot belang dit jaar om de bevoorradingszekerheid van energie te versterken en bij te dragen aan een efficiëntere en snellere energietransitie. Een uitvoerige studie nam de waterstofmarkt in de Benelux en omliggende regio's onder de loep en formuleerde tal van aanbevelingen op verschillende niveaus.

België neemt vanaf 1 januari 2024 het roterende voorzitterschap over, en zal blijven werken op deze prangende problematieken. We willen onder andere de aanbevelingen van de waterstofstudie implementeren, kennis delen over het energie transitiefonds (ETF) en de uitrol van offshore hernieuwbare energie versnellen.

In het kader van het voorzitterschap zal België een aantal evenementen organiseren in de loop van 2024. Wat betreft het Benelux expertisecentrum (Benex) zal ik inzetten op het versterken van de innovatie in de offshore sector door een innovatiedag te organiseren. Daarnaast blijft de bescherming van kritieke infrastructuur en het uitwerken van de toekomstige wet rond Critical Entities Resilience (CER) een prioriteit en zullen we als voorzitter deze gesprekken blijven faciliteren. In het najaar

que président. À l'automne, nous renforcerons les liens avec les États baltes et organiserons un événement conjoint pour renforcer la coopération.

6.4. Forum pentalatéral de l'énergie et North Sea Energy Cooperation

Sous la présidence néerlandaise du Forum pentalatéral de l'énergie (Penta), une nouvelle version du common Penta Risk Preparedness Chapter a été adoptée. Au sein du Penta Risk Group, le travail sur les scénarios et les politiques de communication se poursuit.

En octobre 2023, un exercice de crise sera organisé à La Haye avec tous les partenaires des pays du Penta.

Pendant la présidence belge en 2024, Penta continuera à travailler sur les 3 études sur l'évaluation de l'adéquation, la vision 2050 et la flexibilité. Il sera également examiné comment Penta peut jouer un rôle dans une nouvelle conception du marché et comment l'électricité, le gaz naturel et l'hydrogène peuvent être davantage intégrés dans le travail de Penta.

Une synergie sera également recherchée avec la NSEC (North Seas Energy Cooperation) sur l'hydrogène, la vision 2050 et l'adéquation du réseau.

Un exercice conjoint sur la préparation aux risques sera organisé à l'automne 2024 (tous vecteurs confondus).

Le 24 avril 2023, à l'invitation de la Belgique, les dirigeants et les ministres de l'énergie du Danemark, de la France, de l'Allemagne, de l'Irlande, du Luxembourg, des Pays-Bas, de la Norvège et du Royaume-Uni se sont réunis à Ostende pour le deuxième sommet de la mer du Nord. Après une édition réussie à Esbjerg l'année dernière, les participants, sous l'œil approbateur de la Commission européenne, ont relevé l'ambition commune pour l'éolien en mer du Nord à 120 GW d'ici à 2030 et à au moins 300 GW d'ici à 2050. Ainsi, nous ferons de la mer du Nord la plus grande centrale électrique durable.

De ce sommet de la mer du Nord, nous avons tirés cinq enseignements pour la politique énergétique belge de l'année prochaine. Des enseignements que nous voulons propager aux autres mers européennes tout en continuant à renforcer le rôle de la mer du Nord en tant que phare de la politique européenne en matière d'énergie offshore. Premièrement, nous devons commencer à tracer plus concrètement la voie vers la neutralité climatique en 2050, afin de donner aux parties prenantes une orientation et une certitude suffisantes pour réaliser les investissements nécessaires. Deuxièmement, nous devons élaborer un plan directeur d'infrastructure qui

zullen we de banden met de Baltische staten aanhalen en een gemeenschappelijk evenement organiseren om de samenwerking te versterken.

6.4. Pentalateraal energieforum en North Sea Energy Cooperation

Onder Nederlands voorzitterschap van het Pentalateraal Energie Forum (Penta) werd een nieuwe versie van het common Penta Risk Preparedness Chapter goedgekeurd. In de Penta Risk Group wordt verder gewerkt aan de scenario's en het communicatiebeleid.

In oktober 2023 wordt een crisisoefening gehouden in Den Haag met alle partners binnen de Penta-landen.

Tijdens het Belgisch voorzitterschap in 2024 zal Penta verder werken aan de 3 studies inzake 'adequacy assessment', visie 2050 en flexibiliteit. Verder zal gekeken worden hoe Penta een rol kan spelen in een nieuw marktdesign en hoe elektriciteit, aardgas en waterstof verder geïntegreerd kunnen worden in het werk van Penta.

Er zal ook synergie gezocht worden met NSEC (North Seas Energy Cooperation) inzake waterstof, visie 2050 en de adequaatheid van het net.

In het najaar van 2024 zal er een gezamenlijke oefening inzake risicoparaatheid georganiseerd worden (over alle vectoren heen)

Op 24 april 2023 kwamen op uitnodiging van België de leiders en energieministers van Denemarken, Frankrijk, Duitsland, Ierland, Luxemburg, Nederland, Noorwegen en het Verenigd Koninkrijk samen in Oostende voor de tweede Noordzeetop. Na een succesvolle editie in Esbjerg vorig jaar, verhoogden de aanwezigen onder goedkeurend oog van de Europese Commissie de gemeenschappelijke ambitie voor offshore wind in de Noordzee naar 120 GW tegen 2030 en minstens 300 GW tegen 2050. Op die manier maken we van de Noordzee de grootste duurzame energiecentrale.

Vanuit deze Noordzeetop nemen we komend jaar vijf take-aways mee in het Belgische energiebeleid. We zullen deze take-aways uitdragen naar de andere Europese zeeën en zullen de rol van de Noordzee als vuurtoren in het Europese offshore energiebeleid verder blijven versterken. Ten eerste moeten we het traject richting klimaatneutraliteit in 2050 meer concreet gaan uitstippelen, om stakeholders voldoende richting en zekerheid te geven om de nodige investeringen te doen. Ten tweede moeten we een infrastructuur masterplan ontwikkelen dat de nodige transmissie infrastructuur plant tussen wat er nu is en wat er nodig zal zijn binnen

planifie l'infrastructure de transport nécessaire entre ce qui est en place aujourd'hui et ce qui sera nécessaire d'ici 10, 20 et 30 ans. Troisièmement, ce déploiement accéléré des énergies renouvelables mettra encore plus à l'épreuve des chaînes de valeur déjà mises à rude épreuve. Il est donc nécessaire de garantir et de soutenir la compétitivité des chaînes de valeur des minéraux critiques et des autres matières premières. Quatrièmement, il est temps de passer des ambitions aux actions concrètes. Nous disposons des innovations et des technologies dont nous avons besoin pour réaliser la transition, mais nous devons passer à une échelle suffisamment grande et à un déploiement accéléré pour lancer les grandes quantités d'énergie renouvelable avant 2050. Cinquièmement, nous devons rendre cette transition et ce déploiement plus attrayants pour les investissements, ainsi que pour les emplois qualitatifs qui doivent être remplis pour réaliser les ambitions.

La Belgique, en tant que gardienne des déclarations d'Ostende, continuera à réaliser les mesures identifiées dans le cadre du NSEC. Il est grand temps de passer de l'ambition à la mise en œuvre. En novembre 2023, une conférence ministérielle aura lieu sous la présidence néerlandaise, où nous discuterons, entre autres, de l'interface entre la biodiversité et l'offshore, et de la poursuite du déploiement de projets communs.

La Belgique copréside activement le groupe de travail "Delivering 2050" qui, avec les gestionnaires de réseau, étudie comment réaliser les ambitions des différents pays. Mon objectif est de combiner la présidence de l'Union européenne, du Benelux et du Forum pentalatéral de l'énergie en 2024. De cette manière, ils peuvent se renforcer mutuellement en termes de contenu et nous poursuivons la dynamique après le sommet de la mer du Nord à Ostende. Le modèle de la mer du Nord peut inspirer les autres bassins européens.

La Belgique a déjà déployé des efforts considérables pour aider l'Ukraine à réparer son réseau électrique et a participé à la conférence sur le redressement de l'Ukraine organisée par le Royaume-Uni.

6.5. *Relations bilatérales*

La coopération bilatérale dans le domaine de l'énergie a été marquée par:

- La visite du chancelier allemand Scholz et du secrétaire d'État aux affaires économiques et à l'action climatique Graichen à Zeebrugge pour une réunion bilatérale avec le premier ministre De Croo et le ministre Van der Straeten afin de confirmer les priorités de la coopération énergétique et d'en assurer la mise en

10, 20 et 30 jaar. Ten derde zal deze versnelde uitrol van hernieuwbare energie de reeds onder druk staande waardeketens nog verder uitdagen. Het is daarom nodig om de waardeketens van kritieke mineralen en andere grondstoffen veilig te stellen en te ondersteunen in hun competitiviteit. Ten vierde is het tijd om over te gaan van ambities naar concrete acties. We hebben de innovaties en technologieën die we nodig hebben om de transitie te realiseren, maar moeten toewerken richting een voldoende grote schaal en een versnelde uitrol om de grote hoeveelheden hernieuwbare energie op te starten voor 2050. Ten vijfde moeten we deze transitie en uitrol verder aantrekkelijk maken voor investeringen, alsook voor de kwalitatieve jobs die moeten worden ingevuld om de ambities waar te maken.

België zal als hoeder van de Oostende verklaringen de geïdentificeerde acties binnen NSEC verder opnemen. Het is hoog tijd om van ambitie naar implementatie te gaan. In november 2023 vindt onder Nederlands voorzitterschap een ministeriële conferentie plaats, waar we het onder meer zullen hebben over het raakvlak tussen biodiversiteit en offshore, en de verdere uitrol van de gemeenschappelijke projecten.

België is actief covoorzitter van de werkgroep "Delivering 2050", die samen met de netbeheerders onderzoekt hoe de ambities van de verschillende landen kunnen worden waargemaakt. Het is mijn doel om in 2024 het voorzitterschap van de Europese Unie, de Benelux en het Pentalateraal energieforum met elkaar te combineren. Op die manier kunnen ze elkaar inhoudelijk versterken, en houden we het momentum hoog na de Noordzeetop in Oostende. Het Noordzeemodel kan inspirerend werken voor de andere bassins in Europa.

België heeft reeds aanzienlijke inspanningen gedaan in de ondersteuning van de Oekraïne voor de herstellingen van het elektriciteitsnetwerk en heeft deelgenomen aan de in het Verenigd Koninkrijk georganiseerde Ukraine Recovery Conference.

6.5. *Bilaterale relaties*

De bilaterale samenwerking op het gebied van energie werd gekenmerkt door:

- Het bezoek van de Duitse Bondskanselier Scholz en Staatssecretaris van economische zaken en klimaatactie Graichen aan Zeebrugge voor een bilaterale ontmoeting met premier De Croo en minister Van der Straeten om de prioriteiten van de energiesamenwerking te bevestigen en de realisatie ervan te verzekeren. Op 11 mei werd de

oeuvre. Le 11 mai, la coopération a été précisée dans une lettre d'intention avec le ministère de l'économie, de l'industrie, de l'action climatique et de l'énergie de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, afin d'explorer les possibilités de coopération sur un réseau gazier future proof et d'étendre l'interconnexion électrique. Des accords concrets ont été conclus entre la Belgique et la Rhénanie-du-Nord-Westphalie lors d'une visite de travail à Jülich pour donner aux administrations la possibilité de coopérer davantage;

- La poursuite d'une coopération intensive dans le cadre du mémorandum d'entente avec le Danemark sur l'interconnecteur hybride Triton-link du 4 février 2021, ainsi qu'un mémorandum concernant le transfert statistique d'énergie renouvelable. J'ai également conclu avec le Danemark, lors du North Sea Summit à Ostende le 24 avril 2023, une déclaration d'intention pour une nouvelle phase de la coopération belgo-danoise dans laquelle il sera examiné si une interconnexion électrique supplémentaire après 2033 est opportune pour nos deux pays;

- Plusieurs réunions de travail entre mes administrations et les gestionnaires de réseau et régulateurs concernés concernant le projet d'interconnexion électrique hybride Nautilus. Celle-ci sera connectée à l'île énergétique belge dans la zone Princesse Elizabeth. Ces réunions s'inscrivent dans le cadre d'un vaste mémorandum d'entente avec le Royaume-Uni sur l'interconnexion électrique, mais aussi sur la décarbonisation en général. Des contacts concernant l'hydrogène et le captage et le stockage du carbone (CC(U)S) ont également été initiés dans ce cadre plus large. La préparation aux risques dans les secteurs du gaz et de l'électricité – pour laquelle un groupe de travail spécifique a été créé entre les administrations et les gestionnaires de réseau – et le fonctionnement de l'interconnecteur gazier ont également fait l'objet de plusieurs discussions bilatérales;

- Une implication étroite de la Belgique dans l'établissement d'un Mémorandum d'entente entre le Royaume-Uni et la North Seas Energy Cooperation (NSEC) à la fin de 2022. Cela nous permet de continuer à travailler à l'avenir avec cet important partenaire de la mer du Nord dans un contexte régional structurel solide;

- Pour mettre en œuvre le protocole d'accord avec la Norvège, notamment en ce qui concerne l'énergie offshore, les interconnexions et l'hydrogène, les contacts ont été renforcés par une visite ministérielle de plusieurs jours en Norvège et l'administration entretient également des contacts réguliers afin d'approfondir les possibilités de coopération.

samenwerking verder gespecificeerd in een Letter of Intent met het ministerie van economische zaken, industrie, klimaatactie en energie van Noordrijn Westfalen om te onderzoeken hoe er kan worden samengewerkt omtrent een future proof gasnetwerk en het uitbereiden van de elektriciteits- interconnectie. Concrete afspraken werden gemaakt tussen België en NRW tijdens een werkbezoek aan Jülich om de administraties de mogelijkheden te geven tot verdere samenwerking;

- Een verderzetting van de intensieve samenwerking in het kader van het memorandum van overeenstemming met Denemarken over de hybride interconnector Triton-link van 4 februari 2021, alsook een memorandum wat betreft de statistische transfer van hernieuwbare energie. Ik sloot met Denemarken tijdens de North Sea Summit in Oostende te 24 april 2023 eveneens een intentieverklaring af voor een nieuwe fase in de Belgische-Deense samenwerking waarbij er onderzocht zal worden of een bijkomende elektriciteitsinterconnectie na 2033 opportuun is voor onze beide landen;

- Verscheidene werkvergaderingen tussen mijn administraties en de betrokken netbeheerders en reguleren wat betreft de geplande hybride Nautilus elektriciteitsinterconnectie. Die zal worden aangesloten op het Belgische energie-eiland in de Prinses Elizabethzone. Deze vergaderingen kaderden binnen een breed memorandum van overeenstemming met het Verenigd Koninkrijk over de elektriciteitsinterconnectie, maar ook over decarbonisatie in het algemeen. Contacten rond zowel waterstof als koolstofafvang en –opslag (CC(U)S) werden eveneens binnen dit ruimer kader opgestart. Risicoparaatheid in de gas- en elektriciteitssectoren – waarvoor een specifieke werkgroep werd opgericht tussen administraties en netbeheerders – en de werking van de gasinterconnector waren ook het onderwerp van verschillende bilaterale gesprekken;

- Een nauwe betrokkenheid van België in de totstandbrenging van een Memorandum of Understanding tussen het Verenigd Koninkrijk en de North Seas Energy Cooperation (NSEC) eind 2022. Dit laat ons toe om met deze belangrijke Noordzeepartner binnen een gedegen structureel regionaal verband verder te werken in de toekomst;

- Ter uitvoering van het memorandum van overeenstemming met Noorwegen, met name over offshore-energie, interconnecties en waterstof; werden de contacten verstevigd door een meerdaags ministerieel bezoek aan Noorwegen en ook de administratie onderhoudt regelmatige contacten om de mogelijkheden inzake samenwerking verder uit te puren.

- La coopération avec Oman dans le domaine de l'hydrogène s'est concrétisée par une déclaration d'intention s'appuyant sur le mémorandum d'entente qui prévoit le lancement d'un ambitieux projet pilote de certification de l'hydrogène produit à partir de sources renouvelables;

- L'ouverture de discussions avec l'Irlande sur la coopération en matière d'énergie éolienne offshore, d'hydrogène provenant de sources renouvelables et d'infrastructures énergétiques transfrontalières;

- La Déclaration Politique sur la Coopération Énergétique entre les Pays-Bas et la Belgique a été finalisée. Dans cette déclaration, des accords ont été conclus concernant la coopération en matière de transition énergétique, divers vecteurs énergétiques et notre engagement commun dans les forums régionaux;

- Le début des discussions entre mon administration et les administrations canadiennes sur l'hydrogène et l'énergie éolienne en mer. L'objectif est principalement de travailler sur des plans d'action concrets pour faciliter les contacts bottom-up existants et nouveaux entre nos industries. À cet égard, je prévois des contacts personnels avec plusieurs ministres canadiens;

- Un maintien prolongé des consultations structurelles avec la France sur la sécurité de l'approvisionnement énergétique;

- Des discussions préliminaires avec l'Islande sur l'énergie éolienne offshore flottante et sur l'hydrogène.

Les intérêts politiques et économiques servent de guide pour organiser stratégiquement les contacts bilatéraux. Au cours de l'année à venir, je m'engage à approfondir les contacts existants en fonction de la politique énergétique belge et à initier de nouveaux contacts lorsque cela s'avère opportun.

6.6. *Organisations multilatérales de l'énergie*

Au niveau multilatéral, nous restons fortement impliqués dans les activités de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), notamment à la lumière de la réunion ministérielle du début de l'année 2024.

Nous participons à des réunions préparatoires au niveau ministériel portant sur les besoins de financement, en particulier dans les économies en développement, et sur le rôle des minéraux critiques dans l'évolution vers un approvisionnement énergétique durable, les défis à relever et les solutions pour y parvenir. Elle a également participé à des réunions préparatoires au

- De samenwerking met Oman inzake waterstof werd verder geconcretiseerd via een intentieverklaring bouwende op het memorandum of understanding waarin de opstart van een ambitieus pilootproject rond de certificering van waterstof uit hernieuwbare bronnen werd opgenomen;

- De opstart van gesprekken met Ierland rond samenwerking inzake offshore windenergie, waterstof uit hernieuwbare bronnen en grensoverschrijdende energie-infrastructuur;

- De laatste hand werd gelegd aan de Politieke Verklaring inzake Energiesamenwerking tussen Nederland en België. Hierin werden afspraken gemaakt rond samenwerking over de energietransitie, verschillende energievectoren en onze gezamenlijke inzet in de regionale fora;

- De opstart van gesprekken tussen mijn administratie en de Canadese administratie rond zowel waterstof als offshore windenergie. De bedoeling hier is om vooral te werken rond concrete actieplannen die bestaande en nieuwe bottom-up contacten van onze industrieën moeten faciliteren. Hierover plan ik persoonlijke contacten met verschillende Canadese ministers;

- Een verdere handhaving van het structureel overleg met Frankrijk inzake energiebeveiligingszekerheid;

- Preliminaire gesprekken met IJsland rond drijvende offshore windenergie en waterstof.

Politieke en economische belangen dienen als leidraad om de bilaterale contacten strategisch te organiseren. Het komende jaar zet ik erop in om in functie van het Belgisch energiebeleid bestaande contacten verder te verdiepen, en nieuwe contacten aan te snijden waar opportuun.

6.6. *Multilaterale energieorganisaties*

Op multilateraal vlak blijven wij sterk betrokken in de activiteiten van het Internationaal Energieagentschap (IEA), in het bijzonder in het licht van de ministeriële vergadering begin 2024.

Wij nemen deel aan de voorbereidende vergaderingen op ministerieel niveau waar gekeken wordt naar de financieringsnoden, in het bijzonder in ontwikkelende economieën en de rol van kritieke mineralen in de evolutie naar een duurzame energievoorziening, de uitdagingen die hiermee gepaard gaan en de remedies om hieraan het hoofd te bieden. Tevens werd er deelgenomen aan

niveau de l'OCDE sur les goulets d'étranglement de la transition énergétique.

En outre, en coopération avec les régions, je souhaite accroître la visibilité de la Belgique au sein de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), compte tenu du rôle croissant des sources renouvelables dans le futur système énergétique. Dans ce domaine, j'aspire donc à ce que notre pays joue un rôle de premier plan lors de la réunion ministérielle de 2025.

L'Agence internationale de l'énergie atomique a organisé une conférence internationale sur le démantèlement, au cours de laquelle la Belgique a fait connaître ses atouts.

Les négociations sur la modernisation du Traité sur la charte de l'énergie (TCE) sont en cours depuis l'été 2020. L'accord de principe conclu le 24 juin 2022 n'a toutefois pas été approuvé en raison de l'absence de mandat de l'UE. Cette impasse persiste et de plus en plus de voix appellent à une sortie coordonnée du TCE.

En Belgique, il n'y a pas de position unie, ce qui a conduit la Belgique à s'abstenir jusqu'à présent.

Je m'engage à continuer à travailler avec les ministres compétents de l'Économie et des Affaires étrangères, tant au niveau intra-belge qu'au niveau européen, pour faire aboutir ce dossier dans les meilleurs délais.

Enfin, notre pays reste activement impliqué dans diverses activités internationales au niveau technique afin de soutenir nos intérêts nationaux et nos priorités politiques. À titre d'exemple, citons le Technology Cooperation Programme Wind de l'AIE (IEA Wind), le International Smart Grid Action Network (ISGAN) et l'International Partnership for Hydrogen and Fuel Cells in the Economy (IPHE).

La ministre de l'Énergie,

Tinne Van der Straeten

de voorbereidende vergaderingen op OESO niveau betreffende de knelpunten voor de energietransitie.

Verder wens ik in samenwerking met de gewesten de Belgische zichtbaarheid in het International Renewable Energy Agency (IRENA) te vergroten, gelet op de toenemende rol van hernieuwbare bronnen in het toekomstige energiesysteem. Op dit vlak ambieer ik dan ook om ons land een leidende rol te laten spelen in de ministeriële vergadering in 2025.

Het Internationaal Atoom Energie Agentschap organiseerde een Internationale Conferentie omtrent Decommissioning waarbij België haar troeven op de kaart zette.

Sinds de zomer van 2020 lopen er onderhandelingen over de modernisering van het Verdrag inzake het Energiehandvest (ECT). Het op 24 juni 2022 bereikte principeakkoord, geraakte evenwel niet goedgekeurd omwille van het ontbreken van een EU-mandaat. Deze impasse houdt nog steeds aan en steeds meer stemmen gaan op voor een gecoördineerde uitstap uit het ECT verdrag.

Binnen België is er een gebrek aan eensgezinde positie waardoor België zich tot nu toe heeft onthouden.

Ik engageer mij om me samen met de bevoegde ministers voor Economie en Buitenlandse zaken zowel op intra Belgisch als op Europees niveau te blijven inzetten om dit dossier zo snel mogelijk tot een goed einde te brengen.

Tot slot blijft ons land actief betrokken in verschillende internationale activiteiten op technisch niveau ter ondersteuning van onze nationale belangen en beleidsprioriteiten. Voorbeelden hiervan zijn het Technology Cooperation Programme Wind van het IEA (IEA Wind), het International Smart Grid Action Network (ISGAN) en het International Partnership for Hydrogen and Fuel Cells in the Economy (IPHE).

De minister van Energie,

Tinne Van der Straeten

ANNEXE 1: SUIVI DES OBLIGATIONS DE L'UE, PROBLÈMES ET DÉFIS

1. Plan pour la Reprise et la Résilience dans le cadre de Next Generation EU

La mise en œuvre des projets énergie du Plan belge se passe comme prévue:

- Le financement du développement d'un réseau de transport d'hydrogène, dans le cadre duquel un développement initial servira à étendre l'épine dorsale après 2025 avec des interconnexions internationales et des installations de transport d'hydrogène supplémentaires. Ce projet est détaillé dans le point 1.2 de cette note.

- Le développement de la chaîne de valeur industrielle pour l'économie de l'hydrogène par l'utilisation d'un budget d'innovation, en mettant l'accent sur les projets de démonstration. Ce projet est détaillé dans le point 1.2 de cette note.

- La construction d'une île énergétique polyvalente en mer du Nord où, outre le transport d'énergie, des possibilités supplémentaires sont également envisagées pour les sources d'énergie renouvelable. Ce projet est détaillé dans les points 1.1 et 5 de cette note.

- Un soutien à un projet de R&D du secteur nucléaire pour des thérapies innovantes contre le cancer. Ce projet est détaillé dans le point 5 de cette note.

- Le financement d'investissements qui permettront de passer à l'industrialisation du savoir-faire belge en matière de techniques et de méthodologies de caractérisation radiologique et de décontamination en vue de leur application lors du démantèlement des centrales nucléaires belges. Ce projet est détaillé dans le point 5 de cette note.

2. GAZ

Cf. actualisation au chapitre 2.2 de la note politique.

3. ÉLECTRICITÉ – Règlement (UE) 2019/941 sur la préparation aux risques en électricité

Le plan de préparation aux risques pour le secteur de l'électricité est discuté au sein d'une Task Force Risk Preparedness dans le cadre du Forum pentalatéral de l'énergie et a aidé à l'élaboration du plan final de préparation aux risques de la Belgique.

BIJLAGE 1: TOEZICHT OP EU-VERPLICHTINGEN, PROBLEMEN EN UITDAGINGEN

1. Plan voor herstel en veerkracht van de EU in het kader van Next Generation EU

De uitvoering van de energieprojecten van het Belgische plan verloopt volgens plan:

- De financiering van de ontwikkeling van een waterstoftransportnetwerk, waarbij een eerste ontwikkeling zal dienen om de backbone na 2025 uit te breiden met internationale interconnecties en extra waterstoftransportfaciliteiten. Dit project wordt toegelicht in punt 1.2 van deze nota.

- De ontwikkeling van de industriële waardeketen voor de waterstofeconomie door het gebruik van een innovatiebudget, met de nadruk op demonstratieprojecten. Dit project wordt toegelicht in punt 1.2 van deze nota.

- De aanleg van een multifunctioneel energie-eiland in de Noordzee, waar naast energietransport ook extra mogelijkheden voor hernieuwbare energiebronnen worden overwogen. Dit project wordt toegelicht in de punten 1.1 en 5 van deze nota.

- Steun voor een O&O-project in de nucleaire sector voor innovatieve kankertherapieën. Dit project wordt toegelicht in punt 5 van deze nota.

- Financiering van investeringen die de industrialisering mogelijk maken van de Belgische knowhow op het gebied van radiologische karakterisering en ontsmettingstechnieken en -methodologieën voor toepassing bij de ontmanteling van Belgische kerncentrales. Dit project wordt toegelicht in punt 5 van deze nota.

2. GAS

Zie update in het hoofdstuk 2.2 van de beleidsnota.

3. ELEKTRICITEIT – Verordening (EU) 2019/941 inzake risicoparaatheid bij elektriciteit

Het risicoparaatheidsplan voor de elektriciteitssector wordt besproken in een Task Force Risicoparaatheid in het kader van het Pentalateraal Energieforum en heeft bijgedragen tot de ontwikkeling van het definitieve risicoparaatheidsplan voor België.

4. ÉLECTRICITÉ – CRM en vertu de l'article 107, paragraphe 3, point c), du TFUE ainsi que Règlement (UE) 2019/943 du 5 juin 2019 sur le marché intérieur de l'électricité ("Règlement Électricité")

Suivi des amendements requis par la Commission européenne, dans sa décision positive du 27.08.2021 (voir plus haut).

L'évaluation annuelle de l'évolution du marché comme demandé par la Commission européenne dans le cadre des prérequis obligatoires à la mise en œuvre d'un mécanisme de capacité, a été réalisée en juillet 2023 pour la période juillet 2022 à juillet 2023.

5. ÉLECTRICITÉ – directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité ("directive électricité")

La directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et modifiant la directive 2012/27/UE a été transposée au niveau fédéral par les règlements suivants:

- Loi du 21 juillet 2021 modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et modifiant la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations;

- L'arrêté royal du 9 décembre 2021 fixant les autres exigences minimales auxquelles doivent répondre les factures et les informations relatives à la facturation de gaz et d'électricité;

- Loi du 14.02.2022 modifiant la loi du 12.04.1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisation et;

- La loi du 23 octobre 2022 modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et portant transposition de la directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et modifiant la directive 2012/27/UE.

Une nouvelle version de l'arrêté royal relatif au Règlement Technique Fédéral Électricité qui désigne l'autorité compétente pour la préparation aux risques et précise la procédure d'identification des utilisateurs prioritaires du réseau électrique, est également en cours de préparation.

4. ELEKTRICITEIT – CRM krachtens artikel 107, lid 3, onder c), VWEU; alsmede Verordening (EU) 2019/943 van 5 juni 2019 betreffende de interne markt voor elektriciteit ("elektriciteits-verordening")

Follow-up van de wijzigingen die de Europese Commissie in haar positieve besluit van 27 augustus 2021 heeft geëist (zie hierboven).

De jaarlijkse beoordeling van de marktontwikkeling, zoals gevraagd door de Europese Commissie als onderdeel van de verplichte voorwaarden voor de invoering van een capaciteitsmechanisme, werd uitgevoerd in juli 2023 voor de periode juli 2022 tot juli 2023

5. ELEKTRICITEIT – Richtlijn (EU) 2019/944 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juni 2019 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit ("elektriciteitsrichtlijn")

Richtlijn (EU) 2019/944 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juni 2019 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en tot wijziging van Richtlijn 2012/27/EU is op federaal niveau omgezet middels volgende regelgeving:

- Wet van 21 juli 2021 tot wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt en tot wijziging van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen;

- Het koninklijk besluit van 9 december 2021 tot bepaling van de minimumvereisten waaraan de facturen en factureringsinformatie voor gas en elektriciteit moeten voldoen;

- Wet van 14 februari 2022 tot wijziging van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen, en;

- De wet van 23 oktober 2022 tot wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt en tot omzetting van de Richtlijn (EU) 2019/944 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juni 2019 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en tot wijziging van Richtlijn 2012/27/EU.

Er wordt ook een nieuwe versie voorbereid van het koninklijk besluit betreffende het federaal technisch reglement elektriciteit, dat de bevoegde instantie voor de paraatheid bij risico's aanwijst en de procedure vastlegt voor de identificatie van de prioritaire gebruikers van het elektriciteitsnet.

Des négociations sont en cours au niveau européen concernant le cadre européen sur la conception du marché de l'électricité, et par conséquent la modification éventuelle de la directive électricité. Le processus législatif au niveau européen est suivi et préparé en étroite collaboration entre la Représentation permanente, les experts de la Direction générale de l'énergie et la ministre de l'énergie.

Concernant la précarité énergétique, le projet de loi de transposition au niveau fédéral prévoit à l'article 20, § 2 de la Loi électricité, à l'instar de l'article 29 de la directive (UE) 2019/944 que: "Le Roi détermine, sur avis de la commission, les critères pour évaluer le nombre de ménages en situation de précarité énergétique". L'arrêté Royal est en cours de préparation et n'a donc pas encore été proposé. L'arrêté royal doit toutefois encore être proposé.

6. SÉCURITÉ – directive 2008/114/EC du Conseil du 8 décembre 2008 concernant le recensement et la désignation des infrastructures critiques européennes ainsi que l'évaluation de la nécessité d'améliorer leur protection (EPCIP) & directive 2016/1148 du parlement européen et du conseil du 6 juillet 2016 concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé commun de sécurité des réseaux et des systèmes d'information dans l'Union (NIS)

Dans le cadre de la loi EPCIP (transposition nationale de la directive), différentes analyses ont été effectuées sur la base desquelles l'identification et la désignation d'infrastructures critiques ont eu lieu. Ces analyses sont refaites régulièrement, en adaptant la méthodologie, le cas échéant. Cette analyse a également été reconduite en 2023, en identifiant de nouvelles infrastructures.

En outre, une évaluation des infrastructures déjà désignées a également été réalisée. Cette proposition de liste renouvelée d'infrastructures critiques est soumise aux partenaires concernés, après quoi la liste renouvelée sera officialisée. La surveillance de ces infrastructures est étroitement menée par le service d'inspection (DG Énergie du SPF Économie). Des inspections administratives et des inspections sur place, tant régulières que *ad hoc*, sont effectuées.

Dans le cadre de la loi NIS, 33 nouveaux "fournisseurs de services essentiels" ont été identifiés et désignés fin 2022. Cette désignation a été effectuée après une concertation intensive avec les parties prenantes concernées. Ces 33 entités sont également surveillées de près par le service d'inspection, la DG Énergie du SPF Économie.

Op Europees niveau zijn onderhandelingen lopende met betrekking tot het Europees kader aangaande de opzet van de Elektriciteitsmarkt, en bijgevolg ook mogelijks de wijziging van de Elektriciteitsrichtlijn. Het wetgevend proces op Europees niveau wordt in nauwe samenwerking tussen de Permanente vertegenwoordiging, de deskundigen binnen de Algemene Directie Energie en de minister van Energie opgevolgd en voorbereid.

Wat energiearmoede betreft, bepaalt artikel 20, § 2, van de Elektriciteitswet, in navolging van artikel 29 van Richtlijn (EU) 2019/944, dat op federaal niveau het volgende geldt: "De Koning bepaalt, op advies van de commissie, de criteria voor de beoordeling van het aantal huishoudens dat kampt met energiearmoede". Het Koninklijk Besluit is in voorbereiding en moet bijgevolg nog worden voorgesteld.

6. BEVEILIGING – Richtlijn 2008/114/EG van de Raad van 8 december 2008 inzake de identificatie van Europese kritieke infrastructuur, de aanmerking van infrastructuur als Europese kritieke infrastructuur en de beoordeling van de noodzaak de bescherming van dergelijke infrastructuur te verbeteren (EPCIP) & Richtlijn 2016/1148 van het Europees Parlement en de Raad van 6 juli 2016 houdende maatregelen voor een hoog gemeenschappelijk niveau van beveiliging van netwerk- en informatiesystemen in de Unie (NIS)

In het kader van de EPCIP-wet (nationale omzetting van de richtlijn) werden verschillende analyses uitgevoerd, op basis waarvan de identificatie en aanduiding van kritieke infrastructuur heeft plaatsgevonden. Deze analyses worden regelmatig opnieuw uitgevoerd, waarbij de methodologie, indien nodig, wordt aangepast. Ook in 2023 werd deze analyse opnieuw uitgevoerd, waarbij nieuwe infrastructuur werden geïdentificeerd.

Daarnaast werd ook een evaluatie van de reeds aangeduide infrastructuur gemaakt. Dit voorstel tot hernieuwde lijst van kritieke infrastructuur wordt voorgelegd aan de betrokken partners, waarna de hernieuwde lijst geïdentificeerd zal worden. Het toezicht op deze infrastructuur wordt door de inspectiedienst (AD Energie van de FOD Economie) nauwgezet gehouden. Er worden zowel regelmatig, als ad-hoc administratieve inspecties en inspecties ter plaatse uitgevoerd.

In het kader van de NIS-wet, werden eind 2022 33 nieuwe zogenoemde "aanbieders van essentiële diensten" geïdentificeerd en aangewezen. Deze aanwijzing gebeurde na intensief overleg met de betrokken stakeholders. Ook op deze 33 entiteiten wordt van nabij toezicht gehouden door de inspectiedienst, de AD Energie van de FOD Economie.

Un nouveau cadre législatif (CER et NIS-2) sera préparé en collaboration avec les partenaires concernés.

7. NUCLÉAIRE – directive 2011/70/Euratom du Conseil du 19 juillet 2011 établissant un cadre communautaire pour la gestion responsable et sûre du combustible usé et des déchets radioactifs

Une procédure d'infraction a été engagée contre certains aspects du programme national de gestion du combustible usé et des déchets radioactifs.

Entretemps, le gouvernement a fait certaines démarches pour compléter les points manquants:

- L'adoption de l'arrêté royal du 28 octobre 2022 instituant la première partie de la Politique nationale en matière de gestion à long terme des déchets radioactifs de haute activité et/ou de longue durée de vie et précisant le processus d'institution par étapes des autres parties de cette Politique nationale, est une étape importante pour répondre à l'infraction. Une mise à jour du Programme national sera effectuée après la mission d'évaluation d'ARTEMIS à la fin de cette année.

- La loi ONDRAF a été complétée par des dispositions concernant la participation du public au processus de décision.

8. NUCLÉAIRE – directives 2011/92/UE, 92/43/CEE et 2009/147/CE

La consultation nationale et la consultation transfrontalière pour régulariser la loi sur le report de la désactivation des réacteurs Doel 1 et Doel 2 ont eu lieu. Les rapports sont disponibles sur le site web. La loi de réparation a été votée et publiée.

Pour le report de la mise à l'arrêt des réacteurs de Doel 4 et Tihange 3, le rapport d'impact environnemental a été établi, la consultation des autorités et du public en Belgique et à l'étranger a été lancée le 20 mars 2023 et s'est achevée le 20 juin 2023. L'analyse des résultats est en cours et sera prise en compte.

9. Règlement (CE) 1099/2008 concernant les statistiques de l'énergie modifié par les Règlements 431/2014 et 2022/132

Les recommandations formulées par les experts d'Eurostat lors du Peer-Review (examen par les pairs) à la fin de 2021 seront prises en compte pour l'amélioration continue des statistiques énergétiques belges. Un plan d'actions a été élaboré et soumis à Eurostat

Een nieuw wetgevingskader (CER en NIS-2) zal worden voorbereid in samenwerking met de betrokken partners.

7. NUCLEAIR – Richtlijn 2011/70/Euratom van de Raad van 19 juli 2011 tot vaststelling van een communautair kader voor een verantwoord en veilig beheer van verbruikte splijtstof en radioactief afval

Er is een inbreukprocedure ingeleid tegen bepaalde aspecten van het nationale programma voor het beheer van verbruikte splijtstof en radioactief afval.

Inmiddels heeft de regering een aantal stappen gezet om de ontbrekende punten aan te vullen:

- De aanneming van het koninklijk besluit van 28 oktober 2022 tot vaststelling van het eerste deel van de Nationale Beleidsmaatregel met betrekking tot het langetermijnbeheer van hoogradioactief en/of langlevend afval en tot verduidelijking van het stapsgewijze proces voor de vaststelling van de andere delen van deze Nationale beleidsmaatregel is een belangrijke stap om tegemoet te komen aan de inbreuk. Er zal een update van het Nationaal Programma uitgevoerd worden na de ARTEMIS review missie van eind dit jaar.

- De NIRAS-wet is aangevuld met bepalingen over inspraak van het publiek in het besluitvormingsproces.

8. NUCLEAIR – Richtlijnen 2011/92/EU, 92/43/EEG en 2009/147/EG

De nationale raadpleging en het grensoverschrijdend overleg ter regularisering van de wet betreffende het uitstel van de buitenbedrijfstelling van de reactoren Doel 1 en Doel 2 hebben plaatsgevonden. De rapporten zijn beschikbaar op de website. De reparatiewet werd gestemd en gepubliceerd.

Voor het uitstel van de sluiting van de reactoren Doel 4 en Tihange 3 werden het milieueffectenrapport opgesteld, werd de raadpleging van de autoriteiten en het publiek in binnen- en buitenland op 20 maart 2023 opgestart en afgerond op 20 juni 2023. De analyse van de resultaten is bezig en zal meegenomen worden.

9. Verordening (EG) nr. 1099/2008 betreffende energiestatistiek, gewijzigd bij de Verordeningen nrs. 431/2014 en 2022/132

Met de aanbevelingen van de Eurostat-deskundigen tijdens de Peer-Review eind 2021, zal rekening worden gehouden bij de voortdurende verbetering van de Belgische energiestatistiek. Er is een actieplan opgesteld dat is voorgelegd aan Eurostat die het in juni

qui l'a validé et publié en juin 2023. Un suivi annuel des actions est prévu à partir de fin 2023.

Les nouvelles statistiques requises par le règlement européen 1099/2008, notamment celles relatives à l'hydrogène et aux batteries, seront développées en collaboration, selon les besoins, avec les Régions au sein du groupe de travail CONCERE bilans. Des dérogations sur le calendrier de mise en œuvre ont toutefois été introduites en juillet 2022 et portent sur:

- L'application de la nouvelle date limite pour la transmission des données (31 octobre de l'année suivant l'année concernée par le reporting);
- La fourniture de statistiques détaillées sur la consommation finale de produits pétroliers dans les secteurs commerciaux et des services publics;
- La fourniture de statistiques détaillées sur la consommation finale de renouvelables dans les secteurs commerciaux et des services publics;
- La fourniture de statistiques détaillées sur la consommation finale de chaleur dans les secteurs commerciaux et des services publics.

En 2023, mon Administration remplira dans les délais (pour le 15 novembre), toutes ses obligations de rapportage liées au règlement sur les statistiques de l'énergie (données de 2022). En 2023, la soumission des questionnaires annuels préliminaires, obligatoire pour la première année, a bien été effective en mai pour les données de 2022 et a donné lieu à une mise en avant de ces données auprès des stakeholders et de la presse en juillet. En 2024, la Belgique fournira l'ensemble de ses questionnaires annuels pour le 15 novembre. Les années suivantes, la Belgique améliorera encore ses échéances cette année et les suivantes de façon à remettre, dès 2026, les questionnaires annuels attendus à Eurostat au plus tard le 31 octobre.

10. PÉTROLE – embargo – Règlement (UE) 2022/789 DU CONSEIL du 3 juin 2022 (Art. 3 (quaterdecies) – importations de pétrole)

L'embargo pétrolier et les Règlements qui le régissent interdisent l'importation, le transport ou le transfert de pétrole brut russe vers l'Union à partir du 5 décembre 2022 et de produits pétroliers raffinés à partir du 5 février 2023. Les importations sont autorisées si les contrats répondent à des conditions prédéfinies. Au cours de l'année passée, la Direction générale de l'Énergie a conseillé les services douaniers sur les contrats pétroliers à long terme existants conclus avant le 4 juin 2022 et notifiés à la Commission.

2023 gevalideerd en gepubliceerd heeft. Een jaarlijkse opvolging van de acties is gepland vanaf eind 2023.

De nieuwe statistieken die door de Europese Verordening 1099/2008 worden vereist, in het bijzonder die met betrekking tot waterstof en batterijen, zullen worden ontwikkeld in samenwerking, waar nodig, met de gewesten binnen de ENOVER-balanswerkgroep. In juli 2022 zijn echter afwijkingen van het tijdschema voor de uitvoering ingevoerd, die betrekking hebben op

- de toepassing van de nieuwe termijn voor de indiening van gegevens (31 oktober van het jaar volgend op het jaar waarover verslag wordt uitgebracht);
- het verstrekken van gedetailleerde statistieken over het eindverbruik van aardolieproducten in de sectoren handel en nutsvoorzieningen;
- het verstrekken van gedetailleerde statistieken over het eindverbruik van hernieuwbare energiebronnen in de commerciële sector en de nutssector;
- het verstrekken van gedetailleerde statistieken over het eindverbruik van warmte in de commerciële sector en de nutssector.

In 2023 zal mijn administratie tijdig (tegen 15 november) voldoen aan al haar rapporteringsverplichtingen in het kader van de verordeningen betreffende energiestatistieken (gegevens voor 2022). In 2023 werd de indiening van voorlopige jaarlijkse vragenlijsten, die verplicht is voor het eerste jaar, van kracht in mei voor de gegevens van 2022 en leidde tot de presentatie van deze gegevens aan belanghebbenden en de pers in juli. In 2024 zal België al zijn jaarlijkse vragenlijsten indienen tegen 15 november. In de daaropvolgende jaren zal België zijn deadlines dit jaar en daarna verder verbeteren, zodat het vanaf 2026 de jaarlijkse vragenlijsten die bij Eurostat moeten worden ingediend, uiterlijk op 31 oktober zal indienen.

10. AARDOLIE – embargo – VERORDENING (EU) Nr. 2022/789 VAN DE RAAD van 3 juni 2022 (art. 3 quaterdecies) – invoer van olie)

Het aardolie-embargo en de verordeningen tot instelling daarvan verbieden de invoer, het vervoer en de overbrenging van Russische ruwe aardolie naar de Unie vanaf 5 december 2022 en van geraffineerde aardolieproducten vanaf 5 februari 2023. Invoer is toegestaan indien de contracten aan vooraf vastgestelde voorwaarden voldoen. De AD Energie heeft het voorbije jaar de douanediensdiensten geadviseerd over de bestaande langlopende aardoliecontracten die vóór 4 juni 2022 zijn gesloten en aan de Commissie zijn gemeld.

Entre-temps, les importations et les exportations de pétrole et de produits pétroliers entre les États membres de l'Union européenne et la Russie ont complètement cessé.

Pour les exportations de pétrole russe vers les pays tiers, l'Union européenne a introduit des prix plafonds, par l'introduction de ce que l'on appelle le 9^e paquet de sanctions, afin de réduire les revenus de la Russie sur le pétrole. Des fixations de prix sont en place pour le pétrole brut (60 \$/baril) et les produits pétroliers:

- 100 \$/baril pour les produits pétroliers de qualité supérieure;
- 40 \$/baril pour les autres produits pétroliers.

La Commission européenne a récemment introduit le 11^e paquet de sanctions pour lutter contre le contournement des sanctions sur l'énergie dans les pays tiers. Les entreprises belges peuvent adresser une demande à l'autorité belge compétente si elles souhaitent obtenir une dérogation aux dispositions de l'embargo de l'UE. Les entreprises belges doivent pouvoir démontrer qu'avant l'entrée en vigueur des sanctions, elles ont accompli des actes similaires avec le pays tiers en question et que la poursuite (minimale) de ces contrats est nécessaire et souhaitable.

La DG Énergie conseille le secteur pétrolier belge sur les questions relatives aux dispositions du Règlement 2014/879.

La DG Énergie peut également conseiller d'autres autorités publiques en matière de sanctions énergétiques sur le pétrole et les produits pétroliers.

11. Carburants renouvelables – directive (UE) 2018/2001 du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables ("RED-II")

La loi voté à la Chambre, prévoit d'interdire progressivement la contribution des biocarburants produits à partir d'huile de palme ou d'huile de soja, respectivement à partir du 1 janvier 2023 et du 1^{er} juillet 2023. Cette interdiction progressive ne s'applique pas aux biocarburants produits à partir de matières premières reconnues par l'UE comme avancées (annexe IX, partie A de la REDII) ou à partir de flux de déchets (annexe IX, partie B de la REDII). Cette interdiction progressive ne s'applique pas non plus aux biocarburants certifiés comme présentant un faible risque de changement indirect d'affectation des sols ("Low ILUC").

Ondertussen is de import en export van aardolie en aardolieproducten tussen Europese lidstaten en Rusland volledig gestopt.

Voor de uitvoer van Russische olie naar derde landen, voerde de Europese Unie plafondprijzen in door middel van invoering van het zogenaamde 9^e sanctiepakket, om de inkomsten van Rusland op olie, te doen verminderen. Er gelden prijsafspraken voor ruwe aardolie (60\$/vat) en voor aardolieproducten:

- 100\$/vat voor premium aardolieproducten;
- 40\$/vat voor de andere aardolieproducten.

Recent introduceerde de Europese Commissie het 11^e pakket sancties om de omzeiling van de sancties op energie, in derde landen aan te pakken. Belgische ondernemingen kunnen een aanvraag doen bij de competente autoriteit van België indien zij een uitzondering wensen te verkrijgen op de bepalingen van het EU Embargo. Belgische ondernemingen moeten kunnen aantonen dat zij voor de inwerkingtreding van de sancties gelijkaardige handelingen stelde met het derde land in kwestie en dat de (minimale) verderzetting van die contracten noodzakelijk en gewenst is.

De AD Energie adviseert de Belgische aardoliesector over vragen met betrekking tot de bepalingen van Verordening 2014/879.

De AD Energie kan ook advies verlenen aan andere publieke overheden met betrekking tot de energiesancties op aardolie en aardolieproducten.

11. Hernieuwbare brandstoffen – Richtlijn (EU) 2018/2001 van 11 december 2018 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen ("RED-II")

De door de Kamer gestemde wet voorziet in een geleidelijke uitfasering van de bijdrage van biobrandstoffen die geproduceerd zijn op basis van palmolie of sojaolie, met ingang van respectievelijk 1 januari 2023 en 1 juli 2023. Deze uitfasering is niet van toepassing op biobrandstoffen die geproduceerd zijn uit grondstoffen die door de EU erkend zijn als geavanceerd (Annex IX, deel A van de REDII) of als afkomstig van afvalstromen (Annex IX, deel B van de REDII). Deze uitfasering is evenmin van toepassing op biobrandstoffen die zijn gecertificeerd als hebbende een laag risico op indirecte veranderingen in landgebruik ("Low ILUC").

La loi transposant la directive RED II a été votée à la Chambre.

12. DIRECTIVE (UE) 2018/2002 modifiant la directive 2012/27/UE relative à l'efficacité énergétique

Procédure d'infraction 2020-0502 du 18 juillet 2022: dans le contexte de l'augmentation de l'objectif, il est examiné comment le gouvernement fédéral peut prendre des mesures supplémentaires dans le cadre de ses compétences, en sus des mesures relatives à l'étiquetage énergétique, les mesures fédérales qui ont déjà été notifiées à la Commission européenne et les mesures fédérales dont l'impact a été pris en compte dans les notifications régionales.

Les entités compétentes doivent se pencher sur la manière de combler l'écart restant pour l'objectif 2030.

De wet tot omzetting van de RED II- richtlijn werd gestemd in de Kamer.

12. RICHTLIJN (EU) 2018/2002 tot wijziging van Richtlijn 2012/27/EU inzake energie-efficiëntie

Inbreukprocedure 2020-0502 van 18 juli 2022: in het kader van de verhoging van de doelstelling wordt onderzocht hoe de federale regering binnen haar bevoegdheden aanvullende maatregelen kan nemen, naast de maatregelen met betrekking tot energie-etikettering, de federale maatregelen die reeds werden aangemeld bij de Europese Commissie en de federale maatregelen waarvan het effect werd verrekend in de gewestelijke aanmeldingen.

De bevoegde entiteiten moeten zich buigen over de wijze waarop de resterende kloof voor de 2030-doelstelling kan worden gedicht.

ANNEXE 2: OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD)

Aperçu des ODD et des mesures décrites dans cette note de politique générale qui y sont liées.

ODD 1 ÉLIMINER LA PAUVRETÉ SOUS TOUTES SES FORMES

ODD 1.2. D'ici à 2030, réduire de moitié au moins la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tout âge qui vivent dans la pauvreté sous tous ses aspects, telle que définie par chaque pays et quelles qu'en soient les formes

- Abordabilité de l'énergie

ODD 1.3. Mettre en place des systèmes et mesures de protection sociale pour tous, adaptés au contexte national, y compris des socles de protection sociale, et faire en sorte que, d'ici à 2030, une part importante des pauvres et des personnes vulnérables en bénéficient

- Abordabilité de l'énergie
- Tarif social pour l'électricité, le gaz et la chaleur
- Fonds Social Chauffage
- Fonds social de l'énergie pour l'électricité et le gaz

ODD 1.4. D'ici à 2030, faire en sorte que tous les hommes et les femmes, en particulier les pauvres et les personnes vulnérables, aient les mêmes droits aux ressources économiques et qu'ils aient accès aux services de base, à la propriété et au contrôle des terres et à d'autres formes de propriété, à l'héritage et aux ressources naturelles et à des nouvelles technologies et des services financiers adéquats, y compris la microfinance

- Abordabilité de l'énergie
- Tarif social pour l'électricité, le gaz et la chaleur
- Fonds Social Chauffage
- Fonds social de l'énergie pour l'électricité et le gaz

ODD 1.5. D'ici à 2030, renforcer la résilience des pauvres et des personnes en situation vulnérable et réduire leur exposition et leur vulnérabilité aux chocs et catastrophes d'ordre économique, social ou environnemental

- Abordabilité de l'énergie

BIJLAGE 2: DUURZAME ONTWIKKELINGSDOELSTELLINGEN (SDG'S)

Overzicht van de SDG's en de in dit beleidsdocument beschreven maatregelen die daarmee verband houden.

SDG 1 BEËINDIG ARMOEDE OVERAL EN IN AL HAAR VORMEN

SDG 1.2. Tegen 2030 het aandeel mannen, vrouwen en kinderen van alle leeftijden die volgens de nationale definities in armoede leven in al haar dimensies, minstens tot de helft terugbrengen

- Betaalbaarheid van energie

SDG 1.3. Nationaal toepasbare sociale beschermings-systemen en maatregelen implementeren voor iedereen, met inbegrip van sociale beschermingsvloeren, en tegen 2030 een aanzienlijke dekkingsgraad realiseren van de armen en de kwetsbaren

- Betaalbaarheid van energie
- Sociale tarieven voor elektriciteit, gas en warmte
- Sociaal Verwarmingsfonds
- Sociaal energiefonds elektriciteit en gas

SDG 1.4. Er tegen 2030 voor zorgen dat alle mannen en vrouwen, in het bijzonder de armen en de kwetsbaren, gelijke rechten hebben op economische middelen, alsook toegang tot basisdiensten, eigenaarschap en controle over land en andere vormen van eigendom, nalatenschap, natuurlijke hulpbronnen, gepaste nieuwe technologie en financiële diensten, met inbegrip van microfinanciering

- Betaalbaarheid van energie
- Sociale tarieven voor elektriciteit, gas en warmte
- Sociaal verwarmingsfonds
- Sociaal energiefonds elektriciteit en gas

SDG 1.5. Tegen 2030 de weerbaarheid opbouwen van de armen en van zij die zich in kwetsbare situaties bevinden en hun blootstelling aan en kwetsbaarheid voor met klimaat-gerelateerde extreme gebeurtenissen en andere economische, sociale en ecologische schokken en rampen beperken

- Betaalbaarheid van energie

- Tarif social pour l'électricité, le gaz et la chaleur
- Fonds Social Chauffage
- Fonds social de l'énergie pour l'électricité et le gaz

ODD 3 GARANTIR UNE BONNE SANTÉ ET PROMOUVOIR LE BIEN-ÊTRE À TOUS LES ÂGES

ODD 3.4. D'ici à 2030, réduire d'un tiers, par la prévention et le traitement, le taux de mortalité prématurée due à des maladies non transmissibles et promouvoir la santé mentale et le bien-être

- Recherche en médecine nucléaire pour la thérapie et le diagnostic contre le cancer

ODD 3.9. D'ici à 2030, réduire nettement le nombre de décès et de maladies dus à des substances chimiques dangereuses et à la pollution et à la contamination de l'air, de l'eau et du sol

- Qualité des produits pétroliers

ODD 7 GARANTIR L'ACCÈS DE TOUS À DES SERVICES ÉNERGÉTIQUES FIABLES, DURABLES ET MODERNES, À UN COÛT ABORDABLE

ODD 7.1. D'ici à 2030, garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables et modernes, à un coût abordable

- CRM
- Mise en œuvre du PNEC
- Éolien en mer du Nord
- Hydrogène
- Fonds de transition énergétique
- Tarif social pour l'électricité, le gaz et la chaleur

ODD 7.2. D'ici à 2030, accroître nettement la part de l'énergie renouvelable dans le mix énergétique mondial

- Intégration d'un seuil d'émission de CO₂ dans le CRM
- Mise en œuvre du PNEC,
- Éolien en mer du Nord
- Hydrogène

- Sociale tarieven voor elektriciteit, gas en warmte
- Sociaal verwarmingsfonds
- Sociaal energiefonds elektriciteit en gas

SDG 3 VERZEKER EEN GOEDE GEZONDHEID EN PROMOOT WELZIJN VOOR ALLE LEEFTIJDEN

SDG 3.4. Tegen 2030 de vroegtijdige sterfte gelinkt aan niet-overdraagbare ziekten met een derde inperken via preventie en behandeling, en mentale gezondheid en welzijn bevorderen

- Onderzoek in nucleaire geneeskunde voor kankertherapie en -diagnose

SDG 3.9. Tegen 2030 in aanzienlijke mate het aantal sterfgevallen en ziekten verminderen als gevolg van gevaarlijke chemicaliën en de vervuiling en besmetting van lucht, water en bodem

- Kwaliteit van olieproducten

SDG 7 VERZEKER TOEGANG TOT BETAALBARE, BETROUWBARE, DUURZAME EN MODERNE ENERGIE VOOR IEDEREEN

SDG 7.1. Tegen 2030 universele toegang tot betaalbare, betrouwbare en moderne energiediensten garanderen

- CRM
- Uitvoering van het NEKP
- Noordzee-wind
- Waterstof
- Fonds voor energietransitie
- Sociaal tarief voor elektriciteit, gas en warmte

SDG 7.2. Tegen 2030 in aanzienlijke mate het aandeel hernieuwbare energie in de globale energiemix verhogen

- Integratie van een CO₂-emissiedrempel in het CRM
- Uitvoering van het NEKP,
- Noordzee-wind
- Waterstof

- Fonds de transition énergétique
- Green deal: énergie renouvelable
- Biocarburants

ODD 7.3. D'ici à 2030, multiplier par deux le taux mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique

- Étiquetage énergétique
- Green deal: efficacité énergétique

ODD 8 PROMOUVOIR UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE SOUTENUE, PARTAGÉE ET DURABLE, LE PLEIN EMPLOI PRODUCTIF ET UN TRAVAIL DÉCENT POUR TOUS

ODD 8.1. Maintenir un taux de croissance économique par habitant adapté au contexte national et, en particulier, un taux de croissance annuelle du produit intérieur brut d'au moins 7 % dans les pays les moins avancés

- Plan National pour la Reprise et la Résilience
- Norme énergétique
- Atténuer les conséquences des prix élevés de l'énergie

ODD 8.2. Parvenir à un niveau élevé de productivité économique par la diversification, la modernisation technologique et l'innovation, notamment en mettant l'accent sur les secteurs à forte valeur ajoutée et à forte intensité de main-d'œuvre

- Fonds de transition énergétique
- Recherche en médecine nucléaire pour la thérapie et le diagnostic contre le cancer
- Réduction des déchets nucléaires lors du démantèlement des centrales

ODD 8.3. Promouvoir des politiques axées sur le développement qui favorisent des activités productives, ainsi que la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation et stimulent la formalisation et la croissance des microentreprises et des petites et moyennes entreprises et encouragent la formalisation et la croissance des micro, petites et moyennes entreprises, y compris par l'accès aux services financiers à

- Fonds de transition énergétique

- Fonds voor energietransitie
- Green deal: hernieuwbare energie
- Biobrandstoffen

SDG 7.3. Tegen 2030 de globale snelheid van verbetering in energie-efficiëntie verdubbelen

- Energie-etikettering
- Green deal: energie-efficiëntie

SDG 8 BEVORDER AANHOUDENDE, INCLUSIEVE EN DUURZAME ECONOMISCHE GROEI, VOLLEDIGE EN PRODUCTIEVE TEWERKSTELLING EN WAARDIG WERK VOOR IEDEREEN

SDG 8.1. De economische groei per capita in stand houden in overeenstemming met de nationale omstandigheden en, in het bijzonder, minstens 7 % aangroei van het bruto binnenlands product per jaar in de minst ontwikkelde landen

- Nationaal herstel- en veerkrachtplan
- Energienorm
- De gevolgen van hoge energieprijzen verzachten

SDG 8.2. Tot meer economische productiviteit komen door diversificatie, technologische modernisatie en innovatie, ook door de klemtoon te leggen op sectoren met hoge toegevoegde waarde en arbeidsintensieve sectoren

- Fonds voor energietransitie
- Nucleair geneeskundig onderzoek voor kankertherapie en -diagnose
- Vermindering van nucleair afval bij de ontmanteling van kerncentrales

SDG 8.3. Bevorderen van op ontwikkeling toegespitste beleidslijnen die productieve activiteiten ondersteunen, alsook de creatie van waardige jobs, ondernemerschap, creativiteit en innovatie, en de formalisering en de groei aanmoedigen van micro-, kleine en middelgrote ondernemingen, ook via toegang tot financiële diensten

- Fonds voor energietransitie

- Recherche en médecine nucléaire pour la thérapie et le diagnostic contre le cancer

- Réduction des déchets nucléaires lors du démantèlement des centrales

ODD 8.4. Améliorer progressivement l'efficacité, la production et la consommation des ressources mondiales d'ici à 2030 et viser à découpler la croissance économique et la dégradation de l'environnement, conformément au programme-cadre décennal pour une consommation et une production durable, les pays développés jouant un rôle moteur.

- Fonds de transition énergétique
- Green deal: efficacité énergétique
- Green deal: énergie renouvelable

ODD 9 CONSTRUIRE UNE INFRASTRUCTURE RÉSILIENTE, PROMOUVOIR UNE INDUSTRIALISATION DURABLE QUI PROFITE À TOUS ET ENCOURAGER L'INNOVATION

ODD 9.1. Mettre en place une infrastructure de qualité, fiable, durable et résiliente, y compris une infrastructure régionale et transfrontière, pour favoriser le développement économique et le bien-être de l'être humain, en mettant l'accent sur un accès universel, à un coût abordable et dans des conditions d'équité.

ODD 9.4. D'ici à 2030, moderniser l'infrastructure et adapter les industries afin de les rendre durables, par une utilisation plus rationnelle des ressources et un recours accru aux technologies et procédés industriels propres et respectueux de l'environnement, chaque pays agissant dans la mesure de ses moyens.

- Recherche en médecine nucléaire pour la thérapie et le diagnostic contre le cancer

- Réduction des déchets nucléaires lors du démantèlement des centrales

ODD 9.5. Renforcer la recherche scientifique, perfectionner les capacités technologiques des secteurs industriels de tous les pays, en particulier des pays en développement, notamment en encourageant l'innovation et en augmentant considérablement le nombre de personnes travaillant dans le secteur de la recherche et du développement par million d'habitants et en accroissant les dépenses publiques et privées consacrées à la recherche et au développement d'ici à 2030.

- Nucleair geneeskundig onderzoek voor kankertherapie en -diagnose

- Vermindering van nucleair afval bij de ontmanteling van kerncentrales

SDG 8.4. Tegen 2030 geleidelijk aan de wereldwijde efficiëntie, productie en consumptie van hulpbronnen verbeteren en streven naar de ontkoppeling van economische groei en achteruitgang van het milieu, volgens het 10-jarig Programmakader voor Duurzame Consumptie en Productie, waarbij de ontwikkelde landen de leiding nemen

- Energietransitiefonds
- Green deal: energie-efficiëntie

Green deal: hernieuwbare energie

SDG 9 BOUW VEERKRACHTIGE INFRASTRUCTUUR, BEVORDER INCLUSIEVE EN DUURZAME INDUSTRIALISERING EN STIMULEER INNOVATIE

SDG 9.1. Ontwikkelen van kwalitatieve, betrouwbare, duurzame en veerkrachtige infrastructuur, met inbegrip van regionale en grensoverschrijdende infrastructuur, ter ondersteuning van de economische ontwikkeling en het menselijk welzijn, met klemtoon op een betaalbare en billijke toegang voor iedereen

SDG 9.4. Tegen 2030 de infrastructuur moderniseren en industrieën aanpassen om hen duurzaam te maken, waarbij de focus ligt op een grotere doeltreffendheid bij het gebruik van hulpbronnen en van schonere en milieuvriendelijke technologieën en industriële processen, waarbij alle landen de nodige actie ondernemen volgens hun eigen respectieve mogelijkheden

- Nucleair geneeskundig onderzoek voor kankertherapie en -diagnose

- Vermindering van nucleair afval bij de ontmanteling van kerncentrales

SDG 9.5. Verbeteren van het wetenschappelijk onderzoek, moderniseren van de technologische capaciteiten van industriële sectoren in alle landen, in het bijzonder in ontwikkelingslanden, waarbij ook tegen 2030 innovatie wordt aangemoedigd en op aanzienlijke wijze het aantal onderzoeks- en ontwikkelingswerkers per miljoen inwoners wordt verhoogd en waarbij ook meer wordt uitgegeven aan publiek en privaat onderzoek en ontwikkeling

- Hydrogène
- Éolien en mer du Nord
- Fonds de transition énergétique
- Recherche en médecine nucléaire pour la thérapie et le diagnostic contre le cancer
- Réduction des déchets nucléaires lors du démantèlement des centrales

ODD 11 FAIRE EN SORTE QUE LES VILLES ET LES ÉTABLISSEMENTS HUMAINS SOIENT OUVERTS À TOUS, SÛRS, RÉSILIENTS ET DURABLES

ODD 11.6. D'ici à 2030, réduire l'impact environnemental négatif des villes par habitant, y compris en accordant une attention particulière à la qualité de l'air et à la gestion, notamment municipale, des déchets

- Qualité des produits pétroliers

ODD 12 ÉTABLIR DES MODES DE CONSOMMATION ET DE PRODUCTION DURABLES

ODD 12.1. Mettre en œuvre le Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables avec la participation de tous les pays, les pays développés montrant l'exemple en la matière, compte tenu du degré de développement et des capacités des pays en développement

- Étiquetage énergétique
- Biocarburant

ODD 12.2. D'ici à 2030, parvenir à une gestion durable et à une utilisation rationnelle des ressources naturelles

- Éolien en mer du Nord

ODD 12.4. D'ici à 2020, instaurer une gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques et de tous les déchets tout au long de leur cycle de vie, conformément aux principes directeurs arrêtés à l'échelle internationale, et réduire considérablement leur déversement dans l'air, l'eau et le sol, afin de minimiser leurs effets négatifs sur la santé et l'environnement

- Réduction des déchets nucléaires lors du démantèlement des centrales

ODD 12.7. Promouvoir des pratiques durables dans le cadre de la passation des marchés publics, conformément aux politiques et priorités nationales

- Waterstof
- Noordzee-wind
- Fonds voor energietransitie
- Nucleair geneeskundig onderzoek voor kankertherapie en -diagnose

Vermindering van nucleair afval tijdens de ontmanteling

SDG 11 MAAK STEDEN EN MENSELIJKE NEDERZETTINGEN INCLUSIEF, VEILIG, VEERKRACHTIG EN DUURZAAM

SDG 11.6 Tegen 2030 de nadelige milieu-impact van steden per capita reduceren, ook door bijzondere aandacht te besteden aan de luchtkwaliteit en aan het gemeentelijk en ander afvalbeheer

- Kwaliteit van aardolieproducten

SDG 12 VERZEKER DUURZAME CONSUMPTIE- EN PRODUCTIEPATRONEN

SDG 12.1. Het 10-jarig Programmakader inzake Duurzame Consumptie- en Productiepatronen implementeren, waarbij alle landen actie ondernemen, en waarbij de ontwikkelde landen de leiding nemen, rekening houdend met de ontwikkeling en de mogelijkheden van de ontwikkelingslanden

- Energie-etikettering
- Biobrandstof

SDG 12.2. Tegen 2030 het duurzame beheer en het efficiënte gebruik van natuurlijke hulpbronnen realiseren

- Noordzee-wind

SDG 12.4. Tegen 2020 komen tot een milieuvriendelijk beheer van chemicaliën en van alle afval gedurende hun hele levenscyclus, in overeenstemming met afgesproken internationale kaderovereenkomsten, en de uitstoot aanzienlijk beperken in lucht, water en bodem om hun negatieve invloeden op de menselijke gezondheid en het milieu zoveel mogelijk te beperken

- Vermindering van nucleair afval bij de ontmanteling van centrales

SDG 12.7. Duurzame praktijken bij overheidsopdrachten bevorderen in overeenstemming met nationale beleidslijnen en prioriteiten

- Intégration d'un seuil d'émission de CO₂ dans le CRM

ODD 13 PRENDRE D'URGENCE DES MESURES POUR LUTTER CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LEURS RÉPERCUSSIONS

ODD 13.1. Renforcer, dans tous les pays, la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat

- Green deal: efficacité énergétique
- Green deal: énergie renouvelable

ODD 13.2. Incorporer des mesures relatives aux changements climatiques dans les politiques, les stratégies et la planification nationales

- Fonds de transition énergétique
- Éolien en mer du Nord
- Hydrogène
- Intégration d'un seuil d'émission de CO₂ dans le CRM

ODD 15 PRÉSERVER, RESTAURER ET ENCOURAGER LES ÉCOSYSTÈMES TERRESTRES, GÉRER DURABLEMENT LES FORÊTS, LUTTER CONTRE LA DÉSERTIFICATION, ENRAYER ET INVERSER LE PROCESSUS DE DÉGRADATION DES SOLS ET DE LA BIODIVERSITÉ

ODD 15.1. D'ici à 2020, garantir la préservation, la restauration et l'exploitation durable des écosystèmes terrestres et des écosystèmes d'eau douce et des services connexes, en particulier les forêts, les zones humides, les montagnes et les zones arides, conformément aux obligations découlant des accords internationaux

- Réduction des déchets nucléaires lors du démantèlement des centrales
- Passifs nucléaires à charge de l'État

ODD 15.3. D'ici à 2030, lutter contre la désertification, restaurer les terres et sols dégradés, notamment les terres touchées par la désertification, la sécheresse et les inondations, et s'efforcer de parvenir à un monde sans dégradation des sols

- Réduction des déchets nucléaires lors du démantèlement des centrales

Integratie van een CO₂-emissiedrempel in het CRM

SDG 13 NEEM DRINGEND ACTIE OM DE KLIMAATVERANDERING EN HAAR IMPACT TE BESTRIJDEN

SDG 13.1. De veerkracht en het aanpassingsvermogen versterken van met klimaat in verband te brengen gevaren en natuurrampen in alle landen

- Green deal: energie-efficiëntie
- Green deal: hernieuwbare energie

SDG 13.2 Maatregelen inzake klimaatverandering integreren in nationale beleidslijnen, strategieën en planning

- Energietransitiefonds
- Noordzee-wind
- Waterstof
- Integratie van een CO₂-emissiedrempel in het CRM

SDG 15 BESCHERM, HERSTEL EN BEVORDER HET DUURZAAM GEBRUIK VAN ECOSYSTEMEN OP HET VASTELAND, BEHEER BOSSEN DUURZAAM, BESTRIJD WOESTIJNVORMING, STOP LANDDEGRADATIE EN DRAAI HET TERUG EN ROEP HET VERLIES AAN BIODIVERSITEIT EEN HALT TOE

SDG 15.1 Tegen 2020 het behoud, herstel en het duurzaam gebruik van terrestrische en inlandse zoet-waterecosystemen en hun diensten waarborgen, in het bijzonder bossen, moeraslanden, bergen en droge gebieden, in lijn met de verplichtingen van de internationale overeenkomsten

- Vermindering van nucleair afval bij de ontmanteling van kerncentrales
- Nucleaire passiva ten laste van de staat

SDG 15.3. Tegen 2030 de woestijnvorming tegengaan, aangetast land en gedegradeerde bodem herstellen, ook land dat wordt aangetast door woestijnvorming, droogte en overstromingen, en streven naar een wereld die qua bodemdegradatie neutraal is

- Vermindering van nucleair afval bij de ontmanteling van centrales